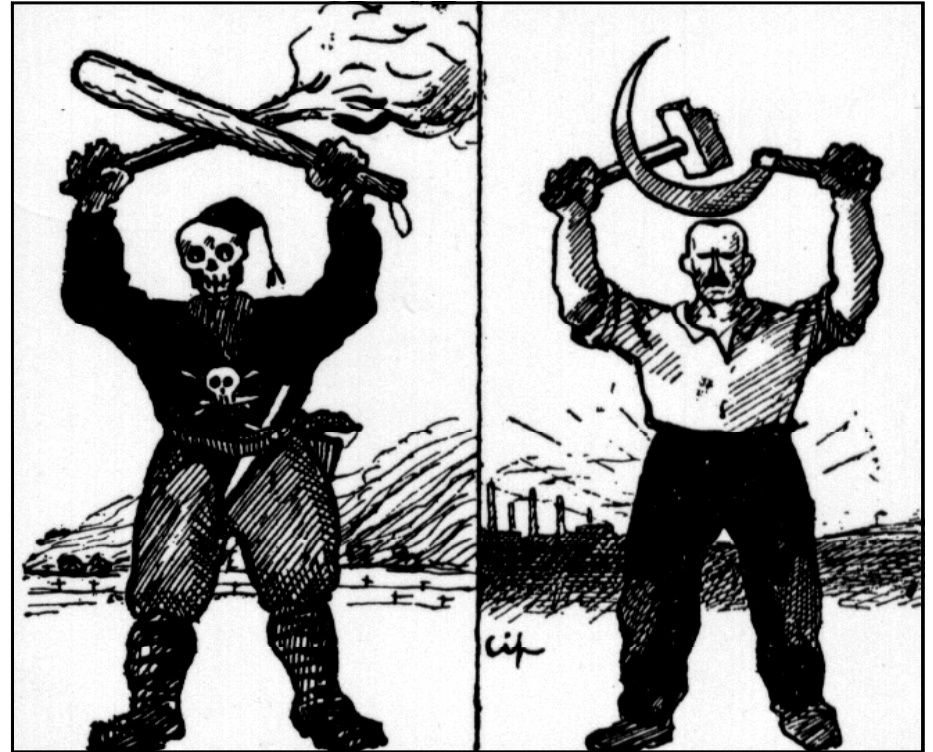

COMMUNISME ET FASCISME



1

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

*L'illustration en page de couverture est tirée du quotidien
«l'Ordine Nuovo» du 9 août 1922*

- TABLE DES MATIERES -

• Préface	1
• Introduction	5
• La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921)	28
• Les sociaux-démocrates et la violence («Il comunista» du 12 avril 1921)	31
• Les voies qui conduisent au «noskisme» («Il comunista» du 14 juillet 1921)	37
• Le fascisme («Il comunista» du 17 novembre 1921)	41
• Le programme fasciste («Il comunista» du 27 novembre 1921)	47
• Du gouvernement («Il comunista» du 2 décembre 1921)	51
• Le rapport des forces sociales et politiques en Italie («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921)	54
• Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste (2ème séance - 16 novembre 1922)	67
• Rome et Moscou («Il lavoratore» du 17 janvier 1923)	85
• Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste (23ème séance - 2 juillet 1924)	91
• Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unita» du 26 août 1924)	120

Préface

La réédition de «*Communisme et fascisme*», épuisé depuis longtemps, a pour but de mettre à disposition des camarades et de tous ceux qui manifestent de l'intérêt aux positions de la Gauche communiste, un recueil d'articles de la période qui va de 1920 à 1924 qui illustrent clairement et sans équivoques les analyses, les positions, les thèses et les réponses politiques de notre courant face au fascisme dès sa première apparition en Italie.

Tous les écrits de l'époque sur le fascisme ne sont pas contenus dans la présente brochure: il s'agit d'un choix de textes, à notre avis suffisant pour définir les positions marxistes correctes sur la question. Il sera utile à l'avenir de publier d'autres textes, sur des thèmes inévitablement laissés ici de côté.

L'*Introduction* de 1970 à la première édition de cette brochure explique en particulier comment les deux partis communistes intéressés à l'époque, le P.C. d'Italie et le P.C. d'Allemagne, firent face à la question du fascisme; elle met en relief la façon totalement différente avec laquelle ces deux partis les plus importants de l'Europe occidentale dans les années vingt concevaient le fascisme et la lutte contre celui-ci. Le P.C. d'I., dirigé par la Gauche communiste, analysait le fascisme comme une méthode de gouvernement de la bourgeoisie dans une phase donnée du développement capitaliste et comme une réponse de la classe dominante à la montée du mouvement révolutionnaire prolétarien. A l'inverse, le parti allemand limitait sa critique à l'aspect sociologique des groupes composant le mouvement fasciste et ne voyait donc dans celui-ci que l'expression des inquiétudes et du profond malaise qui agitaient les couches petites-bourgeoises ruinées par la guerre et la crise économique.

Nous n'allons pas reprendre dans cette brève préface les arguments contenus dans l'*Introduction* de 1970 qui est publiée dans les pages qui suivent; nous nous bornerons à souligner un aspect politique et tout à la fois théorique, de la lutte du communisme révolutionnaire contre le fascisme.

Le fascisme a été bien autre chose qu'un retour en arrière de l'histoire, bien autre chose que la victoire de la réaction pré-capitaliste, comme le prétendaient Gramsci (imposé par l'Internationale à la tête du parti pour remplacer les dirigeants de la Gauche arrêtés par les fascistes) et, plus tard, tous les stalinien. Ces derniers mettaient en avant une telle analyse pour justifier toute sorte de manoeuvres, toute sorte de déviations tactiques, politiques et de principe, toute sorte d'alliances avec la bourgeoisie «démocratique», pour justifier en un mot l'abandon de la voie marxiste menant à la dictature du prolétariat, par définition anti-démocratique, basée sur le seul prolétariat révolutionnaire et exercée

par le seul parti communiste.

La Gauche communiste d'Italie a été accusée par Togliatti (devenu sous Staline le chef du parti communiste *italien*) et les siens d'avoir renoncé à combattre le fascisme, d'avoir «déposé les armes», alors que les valeureux «partisans anti-fascistes» stalinien, eux, s'étaient illustrés dans la Résistance au cours de la guerre mondiale. S'il est vrai qu'elle ne participa pas à la Résistance, qu'elle refusa par fidélité au défaitisme révolutionnaire de Lénine de s'enrôler dans l'une des alliances impérialistes en guerre, c'est un faux historique de prétendre que la Gauche Communiste ne se soit pas battue contre le fascisme: c'est précisément la direction de gauche du P.C. d'I. qui organisa l'encadrement militaire dans le parti et dans les rangs prolétariens pour défendre non seulement les locaux et les journaux communistes, mais aussi les locaux et journaux socialistes, les locaux des Bourses du Travail, des Coopératives, des Ligues de travailleurs agricoles, les locaux syndicaux; et pour s'affronter avec les bandes fascistes, dès le début de l'offensive des escadrons noirs en novembre 1920, au moment où ils prirent d'assaut la Bourse du Travail, puis les bâtiments de la municipalité de Bologne (1).

En réalité ce qui affaiblit dramatiquement le prolétariat italien, et encore plus le prolétariat allemand et européen, ce fut l'influence particulièrement profonde des habitudes de lutte exclusivement pacifiste, exclusivement légaliste, que les vieux partis socialistes réformistes avaient enracinées comme seules méthodes de défense prolétarienne. Ce n'est qu'avec la scission de 1921 et la constitution du Parti communiste que le prolétariat italien put enfin avoir une véritable direction révolutionnaire. Mais les forces de la bourgeoisie, ébranlées par la guerre, avaient eu plus de deux ans pour se réorganiser et reprendre confiance en elles. Le mouvement fasciste contribua à la reprise du contrôle social et territorial par la classe dominante; mais il n'aurait rien pu contre la classe ouvrière si ses attaques n'avaient pas été systématiquement précédées par la répression anti-prolétarienne de l'armée qui le protégea et lui porta assistance à chaque pas. L'Etat bourgeois avec ses forces armées légales fut le facteur principal de la victoire du fascisme en Italie, et par la suite en Allemagne: démonstration du fait que la bourgeoisie ne perd pas la tête devant la montée du mouvement révolutionnaire prolétarien, et qu'elle ne s'avoue pas vaincue sans avoir utilisé auparavant tous les moyens possibles, qu'ils soient économiques, politiques ou militaires.

Bien loin d'être l'instrument des féodaux et des agrariens, bien loin d'être un phénomène lié à des survivances pré-capitalistes, le mouvement fasciste naquit à Milan, la capitale italienne de l'économie, de la finance, de l'industrie et, ce n'est pas un hasard, la capitale aussi du réformisme social-démocrate de Turati et cie. Le mouvement fasciste constitua le levier pour détourner la lutte prolétarienne vers des objectifs légalistes et démocratiques en même temps que le moyen de rassembler toutes les forces bourgeoises contre le danger révolutionnaire. Le fait que les escadrons noirs commencèrent à attaquer les Bourses du Travail et les locaux ouvriers dans des régions agricoles, en s'en prenant directement aux militants les plus combattifs parmi les ouvriers agricoles,

(1) Voir «*Le parti communiste face à l'offensive fasciste (1921-1924)*», rapport à la Réunion générale du Parti des 30/4-1/5 1967, première partie, «Programme Communiste» n°45 (juillet-septembre 1969).

s'explique par le fait que, pour des raisons tactiques, les fascistes initièrent leurs attaques anti-ouvrières là où le prolétariat était le plus faible, le moins concentré, éparpillé dans les campagnes et les petites villes de province. Mais son véritable objectif stratégique était dès le début les fortes concentrations ouvrières qui se trouvaient à l'époque dans le «triangle industriel» de Lombardie-Piémont-Ligurie.

La Gauche Communiste voyait donc juste lorsqu'elle décrivait le fascisme comme la réponse du capitalisme impérialiste au danger révolutionnaire prolétarien. La force des positions de la Gauche ne provient pas seulement de la cohérence maintenue par les camarades qui la constituaient dans les années vingt, après la victoire fasciste, lors du conflit mondial et jusqu'à nos jours, mais aussi et surtout de la démonstration historique de la justesse de son analyse des fonctions et des rôles respectifs du fascisme et de la démocratie dans la défense et le maintien de la société capitaliste.

Dans un travail du parti de 1967 (2), nous affirmions sans équivoque: *«Le fascisme n'est donc pas une excroissance pathologique, quelque chose d'extérieur au régime bourgeois ou, pis, un retour au régime qui a précédé le triomphe des "principes sacrés" de la révolution française. C'est une des méthodes possibles de gouvernement dont la bourgeoisie se sert chaque fois que l'autre, la méthode démocratique avec ses apparences plus douces, ne parvient plus à assurer sa domination de classe en dépit de ses promesses égalitaires et de son influence corruptrice sur les couches supérieures du prolétariat. Que cette méthode de gouvernement s'appelle fascisme ou nazisme, ou qu'elle prenne les formes plus provinciales et arriérées du phalangisme ou celles, plus paternalistes, du corporativisme de Salazar, ou enfin la forme primitive et grossière du coup d'Etat militaire, comme en Grèce en 1967, elle reste en substance la même».*

Dans l'Italie de 1920-24, dans l'Allemagne de 1930-33, dans l'Espagne de 1936-39, dans la Grèce des colonels, le Portugal de Salazar ou les nombreux autres cas qui se sont succédés depuis trente ans, le dilemme historique n'était pas: démocratie ou restauration féodale, ni: démocratie ou totalitarisme bourgeois. La démocratie est la forme la meilleure pour la domination bourgeoise, comme le rappelle Lénine dans «L'Etat et la révolution»; derrière les oripeaux électoraux qui ne servent qu'à voiler l'essence dictatoriale du capital et de la classe qui le personnifie, c'est le pouvoir incontesté de la bourgeoisie sur la société. Dans les pays de capitalisme développé comme en Europe occidentale, le prolétariat, depuis 1871, a un seul objectif historique: la révolution prolétarienne communiste, la conquête du pouvoir politique par le renversement des Etats existants, démocratiques ou non, et l'instauration de la dictature du prolétariat exclusivement exercée par le parti communiste.

La situation était différente à l'époque en Russie ou en Chine. Il y avait alors dans ces grands pays des tâches historiques bourgeoises - donc démocratiques - à accomplir, dans le domaine politique comme dans le domaine économique. Il était obligatoire pour les marxistes de poser le problème de la révolution double ou révolution multiple, prolétarienne et bourgeoise en même temps. Il y avait en effet plusieurs classes directement intéressées au renversement de l'ordre pré-capitaliste: la bourgeoisie et la paysannerie, bien sûr, mais aussi le prolétariat qui en outre ne pouvait pas ne pas profiter

de ce bouleversement pour pousser en avant ses propres objectifs historiques de classe. La Russie bolchévique à l'époque de Lénine démontra la grandeur de cette perspective, alors que la Chine de Mao ne dépassa jamais les tâches purement bourgeoises, en dépit de tout le tapage autour du prétendu «communisme chinois».

C'est une thèse marxiste que le parti de classe du prolétariat ne doit pas corrompre son programme politique, sa perspective et ses principes - et son organisation - par l'adoption de méthodes et d'objectifs inspirés de la démocratie bourgeoise et tendant à l'alliance avec d'autres classes sociales. Non par lubie puriste, mais parce que cette corruption conduit inévitablement à la défaite, en paralysant le prolétariat et en lui faisant perdre la seule possibilité de mobilisation de ses énergies de classe. La question du fascisme est une confirmation de cette thèse cardinale, et des positions de la Gauche Communiste qui la défendirent avec intransigeance. L'antifascisme démocratique, théorisé par le stalinisme et repris par tous ses héritiers, après avoir empêché la résistance prolétarienne à l'instauration des régimes fascistes, a été le moyen utilisé par la classe dominante pour se débarrasser de ces régimes quand ils sont devenus inutiles, sans faire courir de risque à l'ordre bourgeois. Et chaque fois que la bourgeoisie crie à la menace fasciste, nous pouvons être certains qu'elle le fait pour faire renoncer le prolétariat à défendre ses intérêts (politiques, économiques ou sociaux), pour l'enchaîner encore plus à l'Etat et aux institutions démocratiques paralysantes. La démocratie est le bien suprême! Voilà le cri de ralliement de tout l'éventail politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Mais la démocratie ne fonctionne qu'en faveur du système capitaliste, en faveur de l'ordre établi bourgeois.

Suivant les indications du bilan historique tiré par notre courant de la contre-révolution stalinienne, nous avons banni, jusque dans les méthodes d'organisation, le mécanisme démocratique de notre travail de reconstitution du véritable parti communiste, auquel nous avons donné le nom de parti communiste international en reprenant la grandiose perspective que Zinoviev traçait en 1920 pour l'Internationale Communiste. Nous repoussons non seulement le **principe**, mais aussi la **praxis** démocratique. Etre opposé à la démocratie et à ses méthodes n'est pas une coquetterie ou un luxe théorique pour les communistes, mais une nécessité **vitale**, s'ils veulent travailler réellement à la formation des conditions subjectives - la constitution du parti de classe - qui permettront au prolétariat d'abattre le capitalisme mondial. Toutes les concessions hier des partis ouvriers à la démocratie, toutes les déviations par rapport à la perspective révolutionnaire communiste sous prétexte de «faire barrage» au fascisme et de défendre la démocratie bourgeoise présentée comme un moindre mal, non seulement n'ont jamais arrêté le fascisme, mais ont eu comme conséquence d'allonger de décennies supplémentaires la vie de la monstrueuse machine capitaliste, d'abandonner des générations de prolétaires à l'exploitation, à la misère, aux souffrances innombrables infligées par le capitalisme à l'humanité, de retarder la disparition en même temps que du capitalisme, de l'argent, du marché, du profit, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Voilà le terrible enseignement que les prolétaires révolutionnaires ne devront jamais oublier.

(2) Ibidem, p. 9.

Introduction

(Introduction de l'édition en français de notre ancienne édition de 1970, dans la série «Les textes du Parti communiste international»)

Le lecteur trouvera condensés dans les pages ci-dessous non seulement l'interprétation que la Gauche communiste d'Italie a donné du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'elle mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-23, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital. Ces écrits ne présentent donc pas un caractère purement historiographique et académique, mais un intérêt historique et pratique. Comme nous l'avions toujours prévu, le capitalisme évolue toujours plus ouvertement dans un sens «fasciste». Cela incite encore aujourd'hui nombre de groupe et de formation soit-disant «de gauche» à opposer à ce fascisme grandissant une démocratie «plus complète», «plus vraie», «moins formelle», à rechercher un remède au «totalitarisme» de l'Ouest comme de l'Est en dehors de la dictature du prolétariat, dans une démocratie idéale dont la pureté contrasterait avec l'impureté de sa version bourgeoise. Une telle antithèse est aussi mensongère aujourd'hui qu'hier. Aujourd'hui comme hier, l'alternative reste dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, une dictature dont le parti que la future vague de la Révolution sociale portera à la tête de la classe ouvrière sera tout naturellement l'instrument conscient et le centre, et qu'il se propose donc ouvertement par avance d'exercer. Mais comme nous ne l'avions que trop prévu, le fascisme a suscité dans le mouvement prolétarien des nostalgies démocratiques, anti-dictatoriales et anti-autoritaires au lieu de le renforcer dans les positions classiques de Marx, Engels et Lénine qui n'étaient pas seulement anti-démocratiques, mais aussi franchement autoritaires comme ils ne craignirent pas de la dire eux-mêmes. C'est bien là le pire mal que le fascisme pouvait faire à la classe ouvrière, comme nous l'avions également prévu, mais cette réaction a encore tant de force que les thèses que nous publions ici restent d'une brûlante actualité.

Expression de l'idéologie et des intérêts de la classe dominante, l'interprétation banale et officielle présente le phénomène fasciste comme le soulèvement de forces réactionnaires (c'est-à-dire, dans le langage marxiste, précapitalistes) dont le programme et l'action auraient interrompu le cours historique de la société bourgeoise qui se veut orientée vers une extension graduelle des «droits de l'homme et du citoyen» et qui prétend que peu à peu les institutions démocratiques

absorberont et neutraliseront les poussées subversives de la classe prolétarienne en la faisant participer à leurs «avantages». Ces forces «obscurantistes» sont présentées tantôt comme les «agrariens» ou propriétaires fonciers absentéistes - résidus de la féodalité en plein capitalisme - qui auraient rêvé d'une restauration de leurs privilèges menacés par la méthode «forte» et par un absolutisme monarchique ou républicain, tantôt comme la petite bourgeoisie rurale et urbaine, rêvant de jouer un rôle autonome et d'échapper à la faillite à laquelle le grand capital et ses aventures impérialistes la condamnent. Quoi qu'il en soit, l'action de ces forces est toujours officiellement considérée comme une exception au processus «normal» propre aux formes les plus «évoluées» et les plus «éclairées» du capitalisme. Sur le plan idéologique (le seul que l'historiographie bourgeoise juge digne de considération), le fascisme serait une rechute de la civilisation dans la barbarie, de la compétition pacifique dans la violence, de la «raison» dans l'irrationalité et la force aveugle.

A cette vision du processus historique qui conduit de la démocratie au fascisme, la Gauche communiste d'Italie a opposé et continue d'opposer une vision non seulement contraire qui est parfaitement cohérente avec les principes classiques du marxisme. Le marxisme n'a-t-il pas réfuté la prétention de la démocratie à constituer non pas un régime de classe, mais l'incarnation des éternels principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui ne sont que l'expression idéalisée des rapports sociaux instaurés par la révolution bourgeoise? Le marxisme n'a-t-il pas établi le rôle permanent de la violence dans toute société divisée en classes antagoniques et le caractère nécessairement dictatorial de la domination de l'une sur l'autre, quelle que soit la forme qu'elle revêt? Il est certain que oui, mais la Gauche communiste italienne ne s'est pas limitée à défendre ces positions qui, pour Marx, Engels, Lénine et Trotsky, étaient définitives: elle a en outre montré que la démocratie et le fascisme étaient des méthodes de domination propres à la grande bourgeoisie, visant à la conservation des rapports de subordination du travail salarié au Capital et dont la classe dominante se sert alternativement ou conjointement pour maintenir la classe dominée dans la sujétion, le recours à l'une plutôt qu'à l'autre ne dépendant d'ailleurs pas de préférences subjectives ou de «choix» idéologiques, mais du degré de maturation des contrastes sociaux, de l'évolution réelle du conflit permanent entre les classes, avec cette aggravante en faveur de la méthode fasciste que l'évolution de l'économie capitaliste vers des formes concentrées et centralisées favorise dans le domaine des superstructures politiques le «totalitarisme» et l'«étatisme» qui emploient ouvertement la violence en même temps que l'arme subtile du réformisme social et de la tromperie démocratique. Le fascisme n'est donc pas un retour en arrière vers des formes prébourgeoises ou vers des méthodes de gouvernement et des idéologies inconciliables avec les postulats démocratiques: c'est une expression achevée et irréversible de la phase impérialiste du capitalisme, tentative désespérée de ce dernier pour conjurer par une contre-révolution préventive la menace d'un «assaut prolétarien au ciel», comme disait Marx dans

«La guerre civile en France», d'abord, et ensuite pour surmonter les conflits internes de la bourgeoisie elle-même, afin d'opposer à l'attaque de la classe opprimée un front compact et unitaire, quitte à exploiter pour cela dans son intérêt les inquiétudes, les nostalgies fumeuses, les velléités patriotiques, la voyouterie ou la fureur réactionnaire de la petite-bourgeoisie, en décomposition, de toutes sortes de déracinés de l'intelligentsia frustrée et des propriétaires fonciers absentéistes en faillite.

La confirmation de cette thèse et de ce qu'elle implique pour la stratégie et la tactique de la classe ouvrière organisée a été fournie tout naturellement d'abord par le pays où le fascisme au sens propre a fait historiquement sa première apparition: l'Italie. Là, la fausseté de l'antithèse démocratie-fascisme est apparue dans une lumière d'autant plus vive que selon une tradition aussi ancienne que le Royaume d'Italie lui-même, la répression ouverte et brutale des mouvements populaires des années cruciales 1919-20, provoqués par la démobilisation, la crise de reconversion des industries et la vie chère, fut l'oeuvre de la démocratie parlementaire. C'est ainsi que les très légales forces de l'ordre - la police, les carabinieri, la garde royale instituée par le très démocratique Nitti, l'armée - furent lancées dans de véritables actions de guerre civile, dans une chasse acharnée aux subversifs, aux grévistes, à tous ceux qui manifestaient sous le signe du drapeau rouge. L'entrée en lutte des milices fascistes «illégalées» un an et demi après que Mussolini les aient constituées ne s'est produite qu'après la liquidation de la flambée prolétarienne qui avait accompagné l'occupation des usines en août-septembre 1920. Or cette liquidation a été l'oeuvre de l'ultra démocrate Giolitti qui utilisa en l'occurrence un autre «service d'ordre», à savoir la direction réformiste de la Confédération Générale du Travail inspirée par le maximalisme purement verbal du Parti Socialiste Italien, seule force capable d'asphyxier le mouvement en l'enfermant dans la prison de l'entreprise et en se gardant bien de l'orienter contre le pouvoir central. Aussi, non seulement l'Etat démocratique résista magnifiquement au choc en se servant alternativement de la violence physique et de l'illusion réformiste, mais, de concert avec la social-démocratie, il créa les conditions de l'intervention d'un troisième facteur contre-révolutionnaire, les chemises noires, qu'aussi bien le gouvernement que «l'opposition» avaient favorisée. Cette intervention ne visait pas à écraser sur le terrain un ennemi qui était déjà battu, mais à empêcher qu'il ne se relève de sa défaite, et qu'il menace à nouveau la Patrie et la Nation, c'est-à-dire le Capital. Pour cela, il fallait détruire les forteresses prolétariennes des grandes villes industrielles, les organisations ouvrières, centres de défense et d'attaque de la classe opprimée. C'est dans ce but que le gouvernement de l'ex-socialiste et ultra réformiste Bonomi, le gouvernement démocratique, équipa les héros de la matraque et de l'huile de ricin. Ce furent donc les forces légales qui épaulèrent les milices illégales, appuyant chaque fois que c'était nécessaire leur offensive, couvrant bien souvent leurs retraites hâtives et leur ouvrant ainsi les portes de laborieuses victoires.

Le mouvement n'était pas né dans les aires «arrières» du Sud, les seules où

aient par ailleurs existé des résidus d'ailleurs tout formels de féodalisme au sein d'une économie presque exclusivement rurale, mais à Milan, capitale de la grande industrie, de la haute finance et du réformisme turatien et donc, sous l'aile tutélaire du capitalisme le plus évolué et de ses complices. Il s'était certes immédiatement gagné l'appui des propriétaires fonciers, mais justement dans les zones d'agriculture capitaliste moderne de la vallée du Pô. C'est de ce tremplin commode qu'à la fin de 1920, dans une phase de reflux du mouvement prolétarien, les milices fascistes envahirent le triangle industriel et prolétarien Milan-Turin-Gênes, centre économique plus que politico-administratif du pays. Mais, c'est seulement après deux ans d'une véritable guerre civile et avec la complicité du maximalisme pacifiste et du réformisme traître que le fascisme réussit à abattre les forteresses prolétariennes du Nord. Après cela, ce fut pour lui un jeu de gagner en wagon-lit la capitale bureaucratique, suprême comédie connue sous le nom de «marche sur Rome», et d'entrer au gouvernement avec l'appui direct et le vote parlementaire de toutes les formations démocratiques et libérales, Giolitti et Nitti en tête. Quelle meilleure preuve du fait que la relève politique de la démocratie avait été voulue et préparée de concert avec les fascistes pour rendre sa stabilité à un régime toujours menacé, dans le cadre international, par de dangereux sursauts?

Arrivé au pouvoir, le pupille de la démocratie légalitaire trahit toutes les promesses qu'il avait faites et jeta au panier tous les programmes ronflants qui lui avaient servi à entraîner derrière les éléments inorganisés de la petite-bourgeoisie, tel ce programme de 1919 qui était à la fois républicain, anti-clérical et antiploutocratique. Comme nous l'avions prévu dès le début (cf. l'article («Rome et Moscou»)), il s'assigna une tâche encore plus ambitieuse et dont, du point de vue bourgeois, la réalisation ne pouvait être différée: répondre à l'offensive de la classe ouvrière non seulement par la violence, mais par l'organisation centralisée d'une économie nationale par nature anarchique et rebelle à une centralisation extérieure, c'est-à-dire non purement économique, qui exigeait une discipline de la classe dominante. Cela ne pouvait se faire sans briser des résistances au sein du vieux personnel politique et gouvernemental et sans susciter du même coup une opposition démocratique-antifasciste dans des couches qui avaient pourtant chaleureusement appuyé le fascisme à l'origine, et dans la petite-bourgeoisie urbaine et rurale, sang et nerf des bandes de chemises noires. De la part de la petite-bourgeoisie, une telle évolution n'avait du reste rien de nouveau, comme on s'en aperçoit en relisant «Révolution et contre-révolution en Allemagne» et «Les luttes de classes en France» de Marx et Engels. Pour nous contenter d'un seul exemple, «Napoléon le Petit», qui avait été porté au pouvoir par la paysannerie, ne s'est pas révélé par la suite comme un instrument du grand affairisme agissant au détriment de cette même paysannerie?

L'ambition du fascisme arrivé au pouvoir fut d'arracher au prolétariat la théorie et la pratique de la dictature centralisatrice dirigée par un parti unique, aux fins générales de classe de la bourgeoisie considérée dans son ensemble. Mais comme nous l'avions prévu, cette ambition était irréalisable parce qu'elle devait

nécessairement susciter à l'extérieur, dans les rapports avec les autres Etats, les contradictions économiques et politiques que le fascisme avait réussi par la force à atténuer dans le cadre national, dans des buts impérialistes. Cette ambition qui devait nécessairement aboutir à la guerre était si profondément enracinée dans la réalité impérialiste que la démocratie militairement victorieuse du fascisme dans le conflit de 1939-45 perpétua la même pratique: création d'industries souvent tout à fait parasites comme la sidérurgie dans un pays dépourvu de fer comme l'Italie; protectionnisme rigoureux; intervention étatique visant à «discipliner» et «sauver» l'économie au détriment des grandes masses; idéal corporatif, d'harmonie entre les classes dans l'«intérêt supérieur de la nation», constitution de monopoles et d'oligopoles, sans compter le développement d'un appareil de répression qui a fait de la matraque fasciste une arme tout à fait légale. Si la façade démocratique-parlementaire et pluripartite a néanmoins été rétablie malgré les faux-frais qu'elle entraînait sur le plan économique, ce fut uniquement dans le but de dissimuler aux yeux des prolétaires et des couches sociales en voie de prolétarianisation la domination toujours plus étouffante des «Maison-Blanche» et des «Pentagone» de tous les pays, c'est-à-dire la réalité fasciste du second après-guerre. Mais si ce fascisme qui n'ose pas dire son nom a pu ne pas se démasquer complètement dans la vie politique intérieure, du fait que le prolétariat tardait à se relever du coup mortel que lui avaient porté la contre-révolution stalinienne et l'opium antifasciste, il s'est dévoilé sans pudeur dans l'arène internationale terrorisant la planète entière, à commencer par les petits pays devenus «indépendants» ou impatients de le devenir dans un monde soi-disant libéré de l'obscurantisme et de la force brutale.

*
* *

Malgré la vigoureuse campagne de la Gauche communiste d'Italie à partir de 1918 le Parti communiste d'Italie ne naquit qu'en janvier 1921, c'est-à-dire trop tard. La raison en est que le maximalisme purement verbal du vieux mouvement socialiste était sorti de la guerre les mains nettes, puisque sans la saboter, il n'y avait pas adhéré et avait en outre donné immédiatement son adhésion à la IIIème Internationale dont il connaissait mal ou ne connaissait pas du tout le programme. A la tête du jeune Parti communiste d'Italie, la Gauche ne se contenta pas de donner du fascisme l'interprétation que nous avons rappelée ci-dessus; elle prit face à lui une position pratique tout à fait cohérente et caractéristique qui, aujourd'hui encore, fait hurler les historiens et les idéologues démocratiques qui lui reprochent son «dogmatisme». Le capitalisme se débarrasse de son masque démocratique, il use ouvertement de la violence pour défendre l'ordre constitué? Malheur à nous, disait la Gauche, qui nous sommes laissés surprendre! Mais ce sera finalement une bonne chose si reconnaissant dans ce fait le signe de la crise fatale du régime, nous relevons le défi et acceptons virilement de combattre l'ennemi sur son propre terrain qui, somme toute, est aussi le nôtre opposant nos armes, notre organisation et notre violence aux siennes. A l'opposé des réformistes, la Gauche refusait donc

de demander protection à un Etat dont non seulement la doctrine marxiste, mais les faits les plus brûlants démentaient la neutralité dans le conflit opposant les classes. Elle n'en appelait à aucun droit, à aucune loi; car seul a des droits et peut dicter la loi celui qui possède la force. A l'opposé des maximalistes, elle ne demandait pas davantage le retour à l'ordre, à la civilisation et au libre jeu des institutions démocratiques, car le marxisme n'a jamais reconnu cet ordre comme sien, et ce libre jeu a provoqué l'écrasement sanglant des Communes de Paris en 1871 et de Berlin en 1919, et manqué provoquer celui de la Commune de Pétrograd en 1917. La Gauche ne cherchait ni n'acceptait de blocs politiques avec d'autres partis ou formations, même si comme les trop fameux «Arditi del Popolo», ils se plaçaient sur le terrain de la lutte armée; elle savait bien, en effet, qu'aucun d'eux n'aurait poussé cette lutte jusqu'au but qui justifie l'existence autonome du Parti communiste, c'est-à-dire jusqu'au renversement du capitalisme. Elle ne lança même pas de ponts factices aux partis «ouvriers» qui avaient démontré dans les faits qu'ils étaient appelés à réprimer l'effort d'émancipation du prolétariat, au besoin dans le sang, et qui auraient entraîné les communistes dans le même marais qu'eux, pour ensuite les poignarder, si ceux-ci avaient eu la folie de les courtiser, comme cela était arrivé déjà trop souvent à ceux qui leur tendaient généreusement la main. Le communisme, disait la Gauche, n'a pas à cacher qu'il est actuellement sur la défensive, par la force des choses, mais il doit proclamer ouvertement qu'il ne laissera pas échapper l'occasion de passer à l'attaque dès qu'il le pourra. La Gauche acceptait l'isolement auquel les faits avaient contraint les communistes, mais elle ne l'acceptait que pour en faire un élément de force, pour que les prolétaires de toutes obédiences politiques reconnaissent clairement sa volonté d'opposer la dictature de leur classe à celle de la bourgeoisie, et finissent par la considérer comme leur guide. La Gauche était pour le front unique des organisations syndicales et pour la fusion de toutes les luttes revendicatives en une action générale unique, mais contre tout front unique politique, non qu'elle ait séparé l'action économique de l'action politique, comme l'Internationale le lui reprocha, mais parce que l'unité syndicale et l'unification de toutes les revendications économiques offraient la meilleure plate-forme d'action politique pour arracher les ouvriers aux griffes de partis subjectivement et objectivement traîtres à la cause prolétarienne. La Gauche montrait que la droiture de l'action communiste pouvait arracher à l'influence de la grande bourgeoisie des groupes ou éléments des «classes moyennes» ou au moins les neutraliser, et que le meilleur moyen d'y parvenir n'était pas d'adopter quelque point que ce fût de leur programme, mais bien de leur présenter l'unique argument susceptible de les pousser dans la direction du prolétariat plutôt que dans celle du capital: la nécessité d'user ouvertement de la force (Marx aurait dit du «knout») contre ce même capital. Elle n'ignorait donc pas les classes moyennes, mais entendait rester fidèle au communisme, sans se lamenter si ces classes ne suivaient pas, et sans leur faire de concessions si elles suivaient. Pour la Gauche, il était clair que les communistes pouvaient être vaincus, mais qu'ils ne devaient en aucun cas renoncer à être le parti

de l'opposition permanente au régime capitaliste, aussi bien sous déguisement démocratique que fasciste. Une défaite subie sur le terrain du communisme pouvait en effet se transformer en victoire et était de toutes façons, une condition de la reprise future; mais une «victoire» obtenue en déplaçant les buts de la lutte ne pouvait qu'être une double défaite, la pire n'étant pas la victoire de l'ennemi, mais l'auto-reniement.

Ces positions audacieuses de la Gauche auraient pu avoir des effets décisifs dans les années 1921-22 si le Parti communiste d'Italie les avait développées à fond, sans hésitations et sans la vaine illusion de pouvoir récupérer à l'extérieur des alliés cousins ou frères présumés. Malheureusement, l'Internationale, qui était sur le point de perdre son orientation révolutionnaire des années héroïques exerçait sa pression dans un sens opposé, favorisant les solutions intermédiaires chères aux maximalistes et aux réformistes qui s'étaient miraculeusement ravisés ou avaient effectué un habile tournant, et même aux démocrates et aux... catholiques de gauche. En dépit des sévères avertissements de la Gauche, de son insistance obstinée et de la lutte héroïque qu'elle avait menée dans la rue contre les chemises noires avec de faibles forces, on laissa donc échapper l'occasion. Le résultat nous l'avons aujourd'hui devant les yeux: la disparition de l'Internationale, la transformation des Partis communistes en partis de l'ordre et de la légalité!

*
* *

Le caractère artificiel parce qu'antihistorique de l'antithèse entre démocratie et fascisme saute aux yeux encore plus clairement quand on considère le développement de la version allemande du fascisme le nazisme.

En Allemagne, c'est en effet l'Etat démocratique et, aux moments les plus décisifs, les gouvernements purement ou partiellement sociaux-démocrates qui ont assuré, avec leurs seules forces la défense de l'ordre constitué contre les assauts répétés et désespérés de la classe ouvrière, non seulement dans les difficiles et turbulentes années 1918-19, mais pendant la reconstruction de l'appareil d'Etat dans le cadre de la République de Weimar des années 1920-22, à l'époque de la dévaluation et de la stabilisation du mark, c'est-à-dire en 1923-24, et enfin lors de la réinsertion du Reich dans la politique européenne sous la direction de Stresemann et jusqu'à la grande crise économique et financière de 1930-32. Pendant ce temps, les forces chaotiques et confuses de ce qui deviendra le «parti» d'Hitler seulement après 1925 s'agitent à l'ombre des défenseurs officiels de l'ordre et s'organisent peu à peu, mais elles le font plus lentement qu'en Italie, justement parce que ces derniers ont donné des preuves éclatantes de leur efficacité aux fins de la conservation bourgeoise. Ce sont les «socialistes» Noske et Scheidemann qui, en Allemagne ont été appelés à réprimer dans le sang les mouvements spartakistes de janvier et de mars 1919. Dans cette besogne, ils n'ont pas hésité à se servir des corps francs, bandes provenant de l'armée du Kaiser et formées de volontaires d'origines diverses. A la fin d'avril 1919, ce sont de même les troupes officielles du gouvernement bavarois qui, sous la direction du social-

démocrate Hoffmann renversent l'éphémère République soviétique de Munich, massacrant ou condamnant lourdement les chefs et instaurant la loi martiale contre la population.

Lors du passage du régime impérial à la République, le maximalisme grandiloquent et hypocrite des Indépendants appuie la social-démocratie dans son oeuvre patriotique de sauvetage de l'Allemagne bourgeoise, d'abord au sein du gouvernement de coalition de novembre-décembre 1918, puis dans l'opposition. En 1920, ce sont les ouvriers entrés en grève qui étouffent dans l'oeuf la tentative de restauration de Kapp-Luttwitz, et non pas la démocratie, qui ne trouva rien de mieux que de se réfugier précipitamment à Weimar et qui, après l'échec du putsch, traita les coupables avec générosité. Lors de l'action de mars 1921, c'est contre la politique démocratique et ses dirigeants social-démocrates que les ouvriers se battent, d'ailleurs vainement, ce qui leur vaudra des persécutions et des poursuites. Pendant l'hiver 1922, c'est encore contre l'Etat démocratique que les cheminots entrent en lutte, et c'est lui qui rétablira l'ordre en leur appliquant des sanctions féroces. A la fin de 1923, ce sont des régiments de la Reichswehr envoyés d'urgence par le gouvernement de «large coalition» présidé par Stresemann et ayant pour ministre des finances l'ex-Indépendant Hilferding qui ordonnent aux «gouvernements ouvriers» de Saxe et de Thuringe de désarmer les prolétaires et de disparaître immédiatement après. C'est la police démocratique qui enfin réprime la révolte de Hambourg, dernière flambée révolutionnaire de cette fatale année 1923.

C'est également en 1923, quatre ans après la fin de la guerre et la chute de l'Empire, qu'apparaissent les premières bandes nazies, au moment même où l'impérialisme français procède à l'occupation de la Ruhr. Ces bandes ne sont encore qu'un magma confus de déracinés, d'exaltés et de déclassés, petits-bourgeois impuissants, mais gonflés de rhétorique, partisans déchus de l'Empereur et chauvins de toutes sortes. «vagabonds du néant». Il est pourtant caractéristique que la grande bourgeoisie et la haute-finance (ceux qu'on appelait alors les «barons de la Ruhr») se servent de ces bandes non tellement contre les ouvriers que contre les Français, comme force d'appui à la mélodramatique «résistance passive» contre l'occupant. Ils n'ont qu'une confiance limitée en elles et ne leur accordent pas encore d'aide financière. Les Stinnes, les Krupp sont encore derrière le gouvernement démocratique officiel, impatients d'obtenir (comme cela se produira sous Stresemann) la stabilisation du mark et le règlement de la question des réparations avec la France, l'Angleterre et les U.S.A. Pour que la grande industrie et la haute-finance desserrent les cordons de la bourse et, sans toutefois s'engager à fond, considèrent d'un oeil favorable l'ascension des chemises brunes, il faudra qu'après le putsch nazi de l'automne 1923 à Munich et le procès d'Hitler (1), le national-socialisme se libère de ses ultimes sympathies pour le régime impérial et pour les junkers et qu'il se place avec discipline sur le terrain des compétitions électorales et parlementaires, commençant ainsi à faire figure de réserve politique sérieuse dans la perspective imminente de la Grande

Crise.

L'Etat démocratique suffisait pour défendre l'ordre bourgeois, grâce en particulier à sa police et à la Reichswehr, reconstituée sur des bases restreintes, mais techniquement perfectionnées. C'est pourquoi, avant sa montée au pouvoir, le national-socialisme n'eut pas besoin de disperser ses énergies en expéditions punitives contre les centres industriels et les organisations prolétariennes du genre de celles des fascistes italiens: il se fraya pacifiquement la voie par les moyens démocratiques et parlementaires, d'autant plus facilement que la situation avait tourné au désavantage du prolétariat et de la révolution, en dépit des succès électoraux remportés par le Parti Communiste d'Allemagne et dont l'Internationale se félicitait d'autant plus qu'elle se préoccupait moins de préparer le prolétariat à donner une solution révolutionnaire à la crise. C'est ainsi que le nazisme parvint à la direction de l'Etat avec toutes les bénédictions légales et l'appui explicite des hommes et des partis de la grande industrie et de la haute-finance. A la différence de son homologue italien, il n'eut même pas besoin de recourir à une mélodramatique «marche sur Berlin» pour épater le petit-bourgeois et lui donner l'impression de jouer un rôle autonome. Parvenu tardivement à son but, c'est seulement alors que le nazisme révéla sa véritable nature de contre-révolution préventive. N'ayant pas eu besoin de réprimer de révolution puisque la social-démocratie s'en était chargée, il mettra à ce moment tout en oeuvre pour que le développement de la crise économique - et en particulier du chômage - ne provoque pas une radicalisation des masses en dépit de la passivité du P.C.A., dont le radicalisme était purement verbal: il déchaînera la violence contre les partis «ouvriers», social-démocratie comprise, parce qu'il ne lui aurait pas été possible de démanteler les puissants syndicats allemands, comme il avait l'intention de le faire, sans en éliminer la direction politique. Par la suite, il s'attaquera aux couches petites-bourgeoises attachées à l'antiploutocratie verbal du parti hitlérien lui-même, comme ce fut le cas avec l'affaire Röhm. Enfin, il lui faudra réduire la résistance que certains secteurs de la bourgeoisie elle-même opposaient à la concentration et à la mobilisation de toutes les ressources en vue de ranimer l'économie nationale en renforçant l'industrie lourde, ce qu'il réalisera par sa politique de réarmement intensif, de destruction progressive des effets du «honteux traité de Versailles» et enfin par la guerre elle-même. Bien entendu, tout cela s'accompagna d'une répression féroce contre les boucs-émissaires du «désastre

(1) L'épisode ne doit pas induire en erreur. Avant tout, le putsch était voué à l'échec avant même d'avoir commencé en raison des dissensions internes de ses auteurs. En second lieu, la grande bourgeoisie n'avait aucun intérêt à patronner un mouvement d'inspiration séparatiste et monarchique, car la république centralisée lui convenait à merveille. Enfin, le putsch s'étant liquidé lui-même, la justice bourgeoise se montra aussi clément avec ceux qui l'avaient organisé qu'elle était implacable avec les prolétaires. Non seulement le bref séjour qu'Hitler fit en prison ne fit pas grand mal au «martyr», mais il favorisa sa carrière et l'incita à méditer ses plans d'avenir avec plus de pondération: enfin, il fit de lui un... homme nouveau.

national», c'est-à-dire contre les bolchéviks d'abord, puis contre les juifs. Le parti unique naîtra ainsi des cendres de l'ancien personnel gouvernemental et des fleuves de sang versés par le prolétariat pendant quinze ans de luttes aussi généreuses que mal dirigées, et il se présentera comme l'incarnation de la Nation ou, selon la phraséologie fumeuse du nazisme, de la Race germanique. On sait le reste, et en particulier que l'Internationale tirera prétexte de la défaite en Allemagne pour mettre fin à sa période ultra-gauchiste, stupide tournant qui ne reposait sur aucune critique sérieuse des erreurs passées et qui dissimulait mal l'impuissance du Parti Communiste allemand, numériquement important et très fier de ses succès électoraux, mais incapable d'agir autrement que sur le terrain légal, parlementaire et démocratique. C'est ainsi que, lancée sur la voie des fronts populaires, puis des fronts de guerre et enfin des fronts nationaux, l'Internationale finira par perdre jusqu'à l'apparence d'un centre mondial de la révolution.

*
* *

Pour comprendre cette défaite qui fut une capitulation avant la bataille, il est nécessaire de remonter bien au-delà de 1932-33 et de comparer les attitudes respectives des Partis communistes d'Italie et d'Allemagne.

Le P.C. d'Italie avait été battu - de façon qui n'était d'ailleurs pas définitive - en 1923, mais il l'avait été sur son propre terrain, et du fait de la conjonction des forces de la démocratie, de la social-démocratie et du fascisme, forces dont il avait su montrer l'origine commune. A cette triple attaque il avait répondu par une attitude qui lui assurait le maximum d'autonomie tactique et organisationnelle, mais qui n'excluait pas un travail pratique de propagande, d'agitation et de réarmement moral et matériel en direction des grandes masses, grâce aux efforts qu'il avait toujours méthodiquement fournis pour unifier les luttes économiques et les organisations de défense du prolétariat, et qui en était même une condition indispensable. Comme nous l'avons vu plus haut, il avait accepté le défi que la bourgeoisie lui avait lancé en employant contre lui la violence légale et illégale, et il s'appliquait non en paroles, mais par des actes à accélérer le processus de désaffection des masses à l'égard du pacifisme légalitaire, de la démocratie et de la social-démocratie que la dure expérience de la guerre civile en Italie n'avait pas manqué de provoquer. Par un rare concours de circonstances l'Histoire lui avait offert l'occasion de se manifester comme le parti de l'alternative révolutionnaire et dictatoriale à la contre-révolution et à la dictature ouverte la classe ennemie et il n'avait pas laissé échapper cette occasion. C'est ainsi qu'il fixa un modèle de lutte prolétarienne contre le fascisme qui n'a pas cessé d'être valable, car cette lutte ne peut être détachée de la lutte contre l'Etat démocratique et ses valets et ne peut avoir pour protagoniste qu'un Parti révolutionnaire implanté dans toutes les organisations économiques de la classe ouvrière et dressé contre tout le front bourgeois et opportuniste de défense de l'ordre.

Le Parti Communiste d'Allemagne, au contraire, fut battu dès janvier-mars 1919, avant même d'avoir pu s'affermir comme parti indépendant de la social-

démocratie. Ceux de ses membres qui avaient survécu au terrible holocauste qui avait fauché l'élite du parti, tombèrent dès la fin de 1919 et le début de 1920 dans une espèce de «complexe d'infériorité», sinon à l'égard de la puissante organisation social-démocrate du moins à l'égard des Indépendants. Ce «complexe d'infériorité» est nettement visible dans le rapport à l'Internationale avant le IIème Congrès de Moscou où Lévi déplore la rupture avec les Indépendants et regrette que les communistes ne soient plus dans leurs rangs en tant qu'opposition révolutionnaire, au lieu de constituer un parti distinct condamné, au moins temporairement, à rester isolé et à n'exercer qu'une influence restreinte sur des couches mal définies de la classe ouvrière.

En réalité, dès cette époque, mais plus encore au cours des deux années qui suivirent, l'unique parti de l'Internationale dont Moscou aurait pu et dû tirer la force de persévérer sur la voie d'une délimitation intransigeante à l'égard de la social-démocratie deux fois traître à la cause prolétarienne et du centrisme d'autant plus pernicieux qu'il était plus équivoque, était précisément le Parti communiste allemand tant en raison de l'importance stratégique de l'Allemagne dans le cadre d'une perspective de révolution mondiale ou au moins européenne, que du haut degré de combativité et d'organisation de sa classe ouvrière. Or c'est au contraire le parti allemand qui incita Moscou à céder à la tentation de manoeuvres tactiques visant à conquérir plus rapidement une plus large influence sur les masses. Alors que le réarmement théorique et pratique du prolétariat s'imposait, la démocratie parlementaire ayant démontré n'être que le prélude au fascisme et le tremplin indispensable de l'offensive ouverte du capital, le Parti allemand poussa Moscou, sous prétexte de propagande, à jeter à l'ennemi des ponts que l'histoire avait irrévocablement détruits. De tous les partis de l'Internationale, il était le moins enclin à une nette délimitation politique. Déjà en 1920, peu après le putsch de Kapp, il avait offert par avance sa neutralité bienveillante à un éventuel gouvernement de coalition entre sociaux-démocrates et Indépendants. En janvier 1921, il fusionna avec les Indépendants de gauche sans que se manifestât la moindre opposition, et si cette fusion fut de brève durée, elle eut des conséquences désastreuses. C'est à la suite de celle-ci en tous cas qu'il inaugura la pratique des «lettres ouvertes» aux organisations et partis «ouvriers» en vue d'un accord sur un programme minimum de défense contre la réaction. La gauche italienne déplora toujours cette pratique funeste, même lorsqu'elle lui accordait cette... circonstance atténuante de procéder de bonnes intentions ou d'être habilement conçue pour obliger l'adversaire à se «démasquer» parce qu'elle était de nature à atténuer aux yeux des prolétaires l'opposition existant entre réformisme et communisme.

C'est au sein du Parti allemand aussi que dès le printemps 1921, s'élevèrent les premières voix déplorant la scission de Livourne en Italie. Au début de 1922, le Parti communiste allemand sera de même le premier dans l'Internationale, non seulement à préconiser le front unique politique, mais à l'appliquer sur le terrain parlementaire en appuyant de l'extérieur les gouvernements sociaux-démocrates

de Saxe et de Thuringe et à lancer le mot d'ordre bâtard du «gouvernement ouvrier» qui devait se réaliser de façon si désastreuse à l'automne 1923. En outre, le Parti communiste allemand avait une propension fatale à passer brusquement et de la façon la plus désorientante de la passivité et du pessimisme qu'il manifestait toujours face aux explosions spontanées de la classe ouvrière (comme par exemple lors du putsch de Kapp ou de l'action de mars 1921) à un optimisme échevelé une fois ces explosions passées (comme ce fut le cas quand il fabriqua la fameuse «théorie de l'offensive»). C'est qu'il céda tantôt à la «prudence» très proche de la pusillanimité de la direction de droite, tantôt aux intempérances de sa confuse opposition de «gauche». Ces attitudes contradictoires trouvaient malheureusement un écho à Moscou dans la direction du Comintern où commençaient précisément à se dessiner deux courants analogues qui l'emportaient alternativement selon que la situation évoluait favorablement ou défavorablement. La Gauche italienne dénonça à l'époque cet éclectisme qui ne pouvait pas ne pas apporter de l'eau au moulin de l'extrémisme vraiment infantile du courant syndicaliste, ouvriériste et spontanéiste regroupé dans le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). Il ne faut donc pas s'étonner si au IVème Congrès mondial, l'interprétation la plus droitière de la formule équivoque du «gouvernement ouvrier» trouva un appui dans les sphères dirigeantes du parti allemand, sans que la «gauche» sut lui opposer autre chose qu'une interprétation plus activiste, mais nullement différente dans le fond, et qu'en particulier, le rapport de Radek sur l'offensive du Capital qui, selon lui, excluait toutes perspectives révolutionnaires dans l'immédiat, ait été unanimement applaudi. Moins d'un an plus tard, l'affirmation selon laquelle «la révolution n'était pas à l'ordre du jour» fera place à une tout autre: «la révolution frappe à la porte, c'est seulement une question de semaine», précisément à propos de l'Allemagne; mais au IVème Congrès, l'Internationale proposait encore d'opposer à l'offensive fasciste qui se dessinait dans toute l'Europe et surtout en Allemagne, un front unique des partis «ouvriers», et même soit des «gouvernements ouvriers» composés de sociaux-démocrates et de centristes (en Allemagne, d'Indépendants) appuyés de l'extérieur par les communistes, soit des gouvernements de coalition entre social-démocrates, centristes et communistes. Il ne s'agissait plus alors, comme pour le front unique, de démasquer aux yeux des masses les directions des Internationales 2 et 2 1/2 en leur proposant une action commune contre l'offensive capitaliste qu'elles ne pouvaient que repousser. Le gouvernement commun était au contraire considéré comme une possibilité réelle et souhaitable. Cela impliquait que la social-démocratie pouvait devenir différente de ce qu'elle avait été en 1914 et en 1918-19, qu'on pouvait la contraindre à agir non plus comme la gauche du front contre-révolutionnaire (Radek) mais comme une fraction authentique (fût-elle de droite) du mouvement ouvrier!

C'est avec ces précédents désastreux que le Parti Communiste d'Allemagne affronta la fatale année 1923. Suivant de peu la marche sur Rome, celle-ci commença par l'occupation française de la Ruhr (janvier 1923) qui suscita la

formation d'organisations politiques et militaires nationalistes et revanchardes que la grande-bourgeoise pouvait facilement manoeuvrer. Mais du fait de la détérioration rapide de la situation économique et de la dévaluation galopante du mark, 1923 devait aussi être une année de reprise vigoureuse des agitations ouvrières. Elle s'annonçait comme lourde de «menaces fascistes» et de «dangers de guerre», mais aussi comme riche d'éventuelles nouvelles flambées de la lutte prolétarienne. Cela apparut si nettement au cours des mois suivants que, pendant la seconde moitié de l'année, l'Internationale affirma de but en blanc que la situation était «prérévolutionnaire» et même «révolutionnaire».

Nous n'entendons pas discuter ici de la validité de cette appréciation (sans doute la situation n'était-elle pas objectivement révolutionnaire à cette époque, mais elle l'était sans doute subjectivement), car ce n'est pas tant l'erreur d'appréciation qui était grave aux yeux de la Gauche italienne que la facilité avec laquelle l'Internationale changeait brusquement de perspective et passait d'une tactique de droite à une tactique de gauche, quitte à tirer de ses insuccès un prétexte pour retomber dans le pessimisme et pour revenir à des mots d'ordre de droite ou pire à des mots d'ordre intermédiaires.

Face à cette situation, le Parti allemand prit, comme il était facile de le prévoir, une attitude inverse de celle du Parti italien: du phénomène fasciste considéré aussi bien à l'échelle de l'Allemagne qu'à l'échelle internationale, il ne vit que l'aspect sociologique, le considérant exclusivement comme un mouvement qui exprimait les inquiétudes et le désarroi de la petite-bourgeoisie. Or c'est précisément dans cette classe qu'il mettait ses espoirs d'un heureux dénouement de la situation, la traitant comme une force autonome et potentiellement subversive que le parti de la révolution communiste pouvait récupérer, à condition de cesser d'être le représentant et porte-parole exclusifs de la classe ouvrière pour devenir celui de tous les «opprimés», en faisant siennes leurs aspirations et donc en s'érigeant du même coup en parti national. Ayant ainsi oublié le rôle spécifique du parti communiste pour en faire le «gérant de transformations au sein de la société bourgeoise», le Parti communiste allemand se lança dans une action parallèle pour «récupérer» la social-démocratie, non seulement de gauche, mais de droite. Il renonça ainsi à tout rôle autonome et dirigeant au sein d'une situation complexe, et se mit au contraire à la remorque de forces évidemment contre-révolutionnaires. Il s'interdit du même coup par avance toute initiative susceptible d'orienter le prolétariat allemand (et par contre-coup français) vers son but historique naturel: la destruction de l'Etat bourgeois sous toutes ses formes. Le seul résultat qu'il obtint fut au contraire de présenter aux prolétaires une physionomie bien difficile à distinguer de celle de la social-démocratie pour sa modération et son légalisme et de celle des nationalistes et même des nazis pour son ardeur patriotique; ce faisant, il ne pouvait pas ne pas provoquer parmi eux des réactions de désarroi, de confusion, de défiance et même de démoralisation.

Le 11 janvier 1923, les premières troupes françaises pénétrèrent dans la Ruhr pour s'assurer un gage matériel pour le paiement des réparations en occupant une

zone industrielle vitale. Le 13, le gouvernement Cuno décrète la «résistance passive à l'envahisseur», préoccupé qu'il est de ne pas perdre la face devant la nation et de ne pas fermer toutes les portes à un compromis avec Paris et Londres. C'était une occasion unique de mobiliser les deux partis communistes des deux côtés du Rhin pour défendre l'internationalisme prolétarien contre la nouvelle flambée d'impérialisme, pour pousser à la fraternisation les prolétaires allemands en bleu de travail et les prolétaires français en uniforme de soldats, pour mener une propagande défaitiste dans l'armée et en même temps pour favoriser une énergique reprise de la lutte de classe, étant donnée l'aggravation prévisible de la situation économique en Allemagne et les violentes agitations ouvrières qu'elle ne pouvait manquer de susciter (2), et qui devaient avoir leurs répercussions en France quand il faudrait payer la note de l'aventure militaire. Pourtant, la proclamation lancée de concert par l'Internationale et le Profintern est complètement dépourvue de vigueur, pleine de généralités vagues, sans directives claires si l'on excepte un appel réthorique à «tous les ouvriers, paysans et soldats de France pour qu'ils ne se laissent pas ravalés à de misérables instruments de Poincaré et n'acceptent pas de piller le peuple allemand», mais qu'ils barrent au contraire la voie au Capital «par des grèves et des manifestations», et un appel du même genre «aux ouvriers d'Allemagne» pour qu'ils «tendent la main à leurs frères français qui sont prêts à combattre à vos côtés contre la piraterie de la bourgeoisie française». Par ailleurs, cet appel affirmait que l'objectif à atteindre en Allemagne était «l'union des ouvriers dans un puissant front unique prolétarien pour la lutte en vue de l'instauration d'un «gouvernement ouvrier»» dont la nature n'était pas autrement spécifiée et qui pouvait donc être compris comme on voulait, véritable coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce mot d'ordre constituait, il est vrai, un acte d'obéissance aux délibérations du récent IV^{ème} Congrès mondial, mais il était complètement nouveau et incompréhensible, non seulement pour les masses en général, mais même pour les militants de base des Partis communistes. En outre, l'appel souhaitait «l'organisation, grâce à ce gouvernement, d'une lutte de défense (Abwehrkampf) contre les brigands étrangers (die ausländischen Räuber)», amorçant ainsi pour la première fois les tours de valse du Parti communiste avec les patriotes allemands, tout comme avec le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, il amorçait les tours de valse avec la social-démocratie «de gauche» et éventuellement de droite. (3)

De façon d'abord vague, puis de plus en plus nette, le P.C.A. s'alignera sur ce double front. L'historien anglais Carr fait grand cas de l'«internationalisme» dont le mot d'ordre «contre Poincaré sur la Seine et contre Cuno sur la Spree» lui semble témoigner et qui fut lancé en janvier par la direction du P.C.A. Mais c'est trop dire, car l'occupation de la Ruhr n'était pas nécessaire pour convaincre un parti communiste et, par son intermédiaire, les masses ouvrières, de la nécessité

(2) Il suffit ici de citer les épisodes de Muhlheim et de Gelsenkirchen en avril et en mai.

de... combattre l'organe exécutif et le comité d'administration de sa propre bourgeoisie. Il n'était pas plus juste d'expliquer comme le fit l'allemand Paul Fröhlich dans le N° du 14 février de l'«Inprekor», les motifs de cette lutte parallèle des deux côtés du Rhin en disant «*contre Poincaré et les forces qui l'appuient parce que l'impérialisme français est le plus solide rempart de la paix de Versailles... et la France bourgeoise, la puissance militaire la plus forte d'Europe*» - «*contre Cuno parce qu'il est le représentant de la domination de l'industrie lourde sur le prolétariat allemand*» et qu'il fait «*une politique du pire*» en ne s'opposant pas à l'occupation de la Ruhr. En effet, tout gouvernement bourgeois aurait été à combattre même si, en France, il avait été moins «versaillais» et militariste que celui de Poincaré, et si en Allemagne, il n'avait pas capitulé devant l'«étranger».

Le mot d'ordre en question avait été lancé par le Congrès de Leipzig dans un appel adressé au «parti communiste et aux syndicats révolutionnaires de France». Or le Congrès ne trouva rien de mieux que de rappeler aux camarades d'outre-Rhin qu'ils étaient «*les petits-fils et les héritiers des glorieux et immortels combattants de la Commune qui... avaient abattu la colonne Vendôme, symbole de la violation de leurs droits nationaux par la classe capitaliste et ses chefs militaires*». Il se solidarisait ainsi avec les aspects non pas classistes, mais nationaux de la Commune prolétarienne parisienne, et se les proposait pour modèle! C'est le même congrès qui adressa pour la première fois aux sociaux-démocrates au pouvoir en Saxe et en Thuringe une invitation à constituer avec les communistes un «gouvernement ouvrier». Cette invitation sera renouvelée vers la fin de mars au nouveau gouvernement social-démocrate de gauche sur la base d'une plate-forme qui deviendra bien vite le «programme minimum» du P.C.A. dans ses manoeuvres d'approche en direction de la social-démocratie de ces deux Länder, et elle aboutira à l'automne à la formation d'un gouvernement ouvrier «paritaire». Quant à la plate-forme en question, elle était la suivante: paiement par la bourgeoisie des frais de défense de la Ruhr - enregistrement et blocage des richesses réelles de la province - contrôle de la production - commissions de surveillance des prix et de répression de l'usure - milices ouvrières contre le fascisme. Toutes ces mesures étaient formulées dans un langage assez sybillin,

(3) La conférence des délégués de tous les partis communistes d'Europe à Essen au début de janvier 1923 avait voté une résolution dénonçant le traité de Versailles et la politique impérialiste des Alliés à l'égard de l'Allemagne («Rote Fahne» Organe du P.C.A., 9 janvier 1923). Il n'apparaît pas qu'après cette décision aucun effort sérieux ait été fait pour coordonner et si possible unifier l'action du P.C. allemand et du P.C. français. Ce dernier était d'ailleurs constitué d'un magma de courants divers et dominé par des préoccupations électorales; il n'était donc nullement préparé à une activité de propagande illégale dans l'armée et il trouva rapidement dans la démagogie paronationaliste et même patriotique du P.C.A. un bon argument pour ne rien faire et rester passif devant les manoeuvres de Poincaré.

mais quand on les avait traduites en langage pratique, il était évident que seule la dictature du prolétariat aurait pu les réaliser (bien qu'elles aient été très insuffisantes), et en aucun cas un gouvernement parlementaire de coalition avec les sociaux-démocrates, même de «gauche».

Nous étudierons séparément les trois aspects de cette politique bâtarde: la surenchère nationaliste; les flatteries à la petite-bourgeoisie dont la contre-partie consistait à renoncer à diriger énergiquement les actions de classe du prolétariat allemand même sur le terrain simplement revendicatif, et enfin les avances à la social-démocratie comme alliée possible contre le nazisme naissant et l'impérialisme dominant. Ces trois aspects contribuaient tous à donner à la lutte contre le fascisme un caractère démocratique, frontiste et interclassiste qui était complètement opposé à la conception marxiste.

Le premier aspect se précise rapidement dans une série d'articles parus dans la revue officielle du P.C.A., *Die Internationale*, (et surtout dans les N° 6, 7 et 8), où le secrétaire et le théoricien du parti, Brandler et Thalheimer, affirment que «*dans la mesure où elle mène une lutte défensive contre l'impérialisme, la bourgeoisie allemande joue dans la situation qui s'est créée un rôle objectivement révolutionnaire*» (4), mais qu'en tant que classe réactionnaire, elle ne peut pas employer les seules méthodes qui permettraient de résoudre le problème (5). La contradiction entre la tâche devant laquelle la bourgeoisie est placée et son impuissance à la remplir constitue sa condamnation à mort en tant que guide des autres classes de la nation (prolétariat et petite-bourgeoisie) et, inversement, elle offre à la classe ouvrière un tremplin pour se mettre à la tête de la nation... Le rôle historique particulier du P.C.A. est de libérer l'Allemagne de l'oppression impérialiste: ou il assumera ce rôle, ou il fera faillite avec toutes les autres classes et tous les autres partis» (6). «*Dans ces circonstances, la condition de la victoire prolétarienne est la lutte contre la bourgeoisie française et la capacité de supplanter la bourgeoisie allemande dans cette lutte, en assumant l'organisation et la direction de la lutte défensive sabotée par la bourgeoisie*». C'est pour cette raison que «*le Parti doit combiner de façon convaincante le rôle de libération nationale du communisme et son rôle de libération sociale: c'est seulement de cette façon qu'il peut dévoiler le véritable*

(4) Notons en passant qu'après janvier, l'appréciation que le P.C.A. donne de la position de la bourgeoisie allemande dans la question de la Ruhr change: au début, il l'accusait de participer à un complot impérialiste contre l'Allemagne, par la suite, il la présentait comme la «victime» d'une agression à laquelle elle aurait voulu s'opposer par la force, si elle n'avait craint de mobiliser tout le peuple allemand (comme son «rôle objectivement révolutionnaire» l'aurait exigé) et en premier lieu, les classes travailleuses, trahissant la cause nationale dans un cas comme dans l'autre.

(5) Ailleurs, on lit: «*L'Allemagne d'aujourd'hui, dont le vieil appareil militaire est détruit dans ses fondements aussi bien sociaux que psychologiques, ne peut se relever que grâce à l'emploi énergique et poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences de la révolution prolétarienne*».

visage de la bourgeoisie traître à la nation, arrêter la marée fasciste et réveiller dans les masses la volonté de conquérir le pouvoir». Conformément à cette orientation, la direction du Parti et le Comité central des conseils d'usine lancent le 29 mai 1923 une proclamation appelant les ouvriers à la lutte sur le mot d'ordre: «A bas le gouvernement de la honte nationale!». Au cours des deux mois qui suivirent, les orateurs communistes et nazis se succèdent aux tribunes des manifestations contre la paix de Versailles et l'occupation de la Ruhr. Dans la «Rote Fahne», les nationalistes allemands, le comte de Reventlov et Moeller van der Bruck, polémiquent avec Radek et Fröhlich sur les perspectives de révolution nationale allemande et sur les forces qui doivent la soutenir (7). Des colloques sont organisés entre organisations des jeunes communistes et organisations nazies sur la possibilité d'une «guerre de libération nationale» et les moyens de la conduire. A l'Exécutif de l'Internationale de juin 1923, Zinoviev se félicite de ce que l'organe nationaliste allemand «Das Gewissen» salue le P.C.A. «comme parti national-bolchévique, parti de lutte s'adressant à toute la nation». Dans son célèbre «discours Schlageter», Radek incline le drapeau rouge sur la tombe «du martyr nationaliste fusillé par les Français» et appelle «les masses petites-bourgeoises animées de sentiments nationaux» à serrer les rangs autour de la classe ouvrière et de son parti, qui n'est pas «le parti de la lutte pour un morceau de pain et des seuls travailleurs industriels, mais le parti des prolétaires militants qui luttent pour leur libération, qui s'identifie avec la liberté de tout le peuple allemand, avec la liberté de tous ceux qui travaillent et souffrent en Allemagne». C'était la première fois que dans une réunion - et une réunion internationale de surcroît - un orateur présentait la ligne rigoureuse du parti marxiste défendue pendant si longtemps par les bolcheviks eux-mêmes comme «la défense du morceau de pain des seuls travailleurs industriels» et qu'il introduisait le «principe», nouveau et inouï pour des communistes (8), selon lequel il était de notre devoir d'exalter et de soutenir - même de façon purement négative - quiconque se sacrifiait pour une idée, quelle qu'elle fût dans le conflit dramatique des classes et des partis qui en incarnaient les intérêts historiques!

Une telle approche du problème de la tactique communiste dans la situation

(7) Cette polémique sera même publiée avec une évidente complaisance dans une brochure du Parti intitulée «Schlageter, eine Auseinandersetzung» (Un débat sur Schlageter, victime des occupants français, élevé au rang de héros par les nationalistes). Nous en tirons trois phrases lapidaires des communistes: «La question de la nation est devenue une question de la révolution: le renversement de la domination du capital est devenu la condition du salut de l'Allemagne». «La révolution allemande est la condition de la libération du peuple allemand». «L'histoire démontre l'impossibilité où se trouve le capitalisme de sauver la nation de l'asservissement».

(8) L'article en question portait le titre caractéristique de «1914 et 1923» condamnant le défensisme social-démocrate lors de l'éclatement de la guerre, mais exaltant le défensisme «communiste» neuf ans plus tard!

de 1923 n'aurait pu se justifier qu'à condition - condition monstrueuse! - de considérer l'Allemagne de la même façon qu'un petit pays à capitalisme arriéré, attendant une «révolution double» c'est-à-dire bourgeoise et donc nationale à l'origine, mais se transformant en révolution prolétarienne au cours de son développement, comme dans la perspective de Marx et Engels pour l'Allemagne de 1848-49, dans celle de Lénine pour le 1917 russe ou celle du IIème Congrès pour les colonies et semi-colonies, à commencer par l'Inde et par la Chine. Cette approche devait nécessairement entraîner non seulement une modification, mais un renversement complet du diagnostic marxiste traditionnel sur le rôle des classes moyennes et sur la tactique à appliquer à leur égard. Que le parti de la révolution communiste ne doive pas se désintéresser de ces couches sociales qui, entre autres choses, sont susceptibles de ressentir tout autant que la classe ouvrière le poids que la marche inexorable de l'impérialisme fait peser sur toute la société, est indiscutable. Mais c'est une chose que de faire une propagande constante auprès de ces couches pour tenter au moins de les neutraliser, fût-ce partiellement, en leur montrant, par les faits présents et passés, qu'il n'est pas de salut pour elles sous le régime du grand capital et que la seule voie politique qui soit ouverte à leurs éléments sains est l'adhésion à la cause de la seule classe aujourd'hui révolutionnaire, le prolétariat, et c'est une tout autre chose que de prétendre conquérir la petite-bourgeoisie en se faisant le porte-parole de ses idéologies contre-révolutionnaires, en troquant notre internationalisme contre son nationalisme aveugle et stupide, car cela revient à sacrifier notre politique de classe sur l'autel d'une politique «populaire» historiquement stérile et vide et donc antirévolutionnaire. Dans le cas de l'Allemagne de 1923, cette politique du P.C.A. ne pouvait que favoriser, en outre, des réactions nationalistes, chauvines et revanchardes en France même étant données les traditions petites-bourgeoises et paysannes particulièrement vivaces de ce pays. C'est pourtant la politique que pratiquera le P.C.A., surtout au milieu de l'année 1923, avec pour seul résultat d'encourager les bandes national-socialistes naissantes, en rivalisant avec elles sur leur propre terrain.

Quelques citations suffiront pour illustrer le désarroi qui était en train de gagner l'Internationale. Dans le n° 114 de l'«Inprekor» (6 juillet 1923), dans un article intitulé «Le fascisme, nous et les sociaux-démocrates allemands», Radek qui jouait alors le rôle de théoricien du «cours nouveau» du P.C.A., écrit: «Le fascisme est un mouvement politique des grandes masses de la petite-bourgeoisie prolétarisée. Si on veut le combattre, il faut le combattre politiquement. Mais on ne peut le combattre politiquement que, premièrement, en ouvrant les yeux des grandes masses laborieuses de la petite-bourgeoisie sur le fait que leurs sentiments légitimes sont exploités par le capitalisme, responsable non seule-

(8) Cette position devait faire scandale jusque dans le Parti tchécoslovaque, ce qui n'est pas peu dire, étant donnée la force du nationalisme dans le mouvement ouvrier de ce pays.

ment de la misère économique, mais de la misère nationale de l'Allemagne; et deuxièmement, qu'en indiquant à ces masses petites-bourgeoises la voie juste dans leur lutte pour la défense de leurs intérêts. Contre quoi combattent-elles? Contre la misère insupportable dans laquelle elles sont précipitées et contre l'asservissement de l'Allemagne à la suite du traité de Versailles. La classe ouvrière a-t-elle le devoir de les soutenir dans cette lutte? Oui, elle en a le devoir. Le socialisme n'a jamais été uniquement une lutte des ouvriers d'industrie pour un morceau de pain; il a toujours cherché à devenir un phare lumineux pour tous ceux qui souffrent».

Dans le N° 128 d'«Inprekor» (3 août 1923), sous le titre «La banqueroute imminente de la bourgeoisie et la tâche du P.C.A.», il était d'abord rappelé que la tâche du P.C.A. était d'organiser la majorité de la partie active de la classe ouvrière sous la bannière du communisme et d'attirer au parti les sympathies des plus larges couches ouvrières en répandant largement «les mots d'ordre transitoires aujourd'hui nécessaires» et en faisant de ceux-ci la base d'«une alliance avec les fractions de la social-démocratie que la pression de la classe ouvrière contraint à marcher avec nous», à condition qu'elles soient disposées à «lutter loyalement contre la bourgeoisie pour sauver le prolétariat de la misère, des souffrances et de la contre-révolution» (9). On peut lire dans la suite de l'article le caractéristique passage suivant: «Mais la mobilisation de la classe ouvrière ne suffit pas. Nous devons pénétrer à fond dans les masses petites-bourgeoises prolétarisées par le capitalisme. Les petits-paysans, les fermiers, les fonctionnaires, les employés, les intellectuels prolétarisés sont pour nous un réservoir de forces, même si nous raisonnons de façon réactionnairement nationaliste... Nous devons non seulement les aider à se dépouiller de leurs vieux préjugés et à faire de véritables communistes d'une partie d'entre eux, mais aussi être prêts à collaborer avec ces couches petites-bourgeoises qui, sans être disposées à accepter notre doctrine, et restant même attachées à leurs idéologies, veulent en pratique (?) combattre pour la même chose que nous, dans cette période de l'histoire».

Peu de mois après à la veille des événements de Saxe et de Thuringe, Zinoviev écrira de son côté dans la brochure «Problèmes de la Révolution allemande» en se référant aux employés et fonctionnaires allemands, tout comme, à l'Exécutif de juin, il s'était référé aux petits paysans prussiens, que la petite-bourgeoisie était appelée en Allemagne à jouer un rôle comparable à celui de la paysannerie en Russie. Il identifiait donc implicitement la situation d'un pays à capitalisme arriéré ayant des perspectives de double révolution avec celle d'un pays à très haut

(9) Le P.C.A. attendait ce miracle même des **dirigeants** social-démocrates, comme si cette «hypothèse» n'avait pas **déjà** été infirmée par l'histoire et avait encore besoin de confirmations ou de démentis! Pour cela, le P.C.A. ne se contentait pas de leur proposer un front unique politique, mais bel et bien la constitution de «gouvernements ouvriers» contre la menace du fascisme!

potentiel capitaliste comme l'Allemagne (10).

Il est vrai que, bien vite, les fervents nationaux du P.C.A. s'effacèrent devant la nouvelle perspective qui s'était dessinée de façon imprévue devant l'Exécutif de l'Internationale après août et qui était une évolution accélérée de la situation allemande vers une issue révolutionnaire. Il est vrai aussi qu'à l'annonce des premières agressions nazies contre des ouvriers désarmés, Radek s'écria dans la «Rote Fahne»: «Les communistes allemands ont le devoir de lutter si c'est nécessaire, les armes à la main contre l'insurrection fasciste», mais en attendant, l'unique résultat de la politique qui tendait à «convaincre les éléments petits-bourgeois fascistes qui luttent contre la paupérisation (et qui doivent donc être distingués de ceux qui sont directement vendus au Capital) que le communisme n'est pas leur ennemi mais l'étoile qui leur montre la voie de la victoire» fut de désorienter et de désarmer les prolétaires, d'encourager le nationalisme latent dans le parti français, et enfin de valoir au P.C.A. une brusque déclaration de rupture de la part des «Schlageter» et du nazisme qu'il avait flatté et courtisé au lieu de le frapper sans hésitations ni réserves.

Les tactiques «élastiques» ou, pour mieux dire, en contradiction avec les principes, ont leur logique inexorable. Si l'on embrasse la «cause de la nation», si l'on fait siennes les inquiétudes de la petite-bourgeoisie rurale et paysanne, si l'on courtise les nationalistes, il est inévitable que l'on considère aussi la social-démocratie non pas comme l'aile gauche du front bourgeois, mais comme une aile droite récupérable du mouvement ouvrier, et que l'on adopte à son égard l'attitude de gens qui aspirent à être ses «compagnons de route», voire ses «cousins» et éventuellement à s'allier avec elle au gouvernement ou hors du gouvernement. Cette attitude était une anticipation des désastreuses positions de Gramsci lors de l'affaire Matteotti qui constituaient un glissement non seulement à l'«antifascisme» bourgeois et aux revendications démocratiques, mais aux fronts populaires et au ministérialisme auxquels on devait assister quinze et vingt ans plus tard.

Nous avons déjà mentionné le congrès de Leipzig qui envoya aux sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe la première invitation à former un gouvernement «ouvrier» contre le fascisme et l'occupation de la Ruhr, et la répétition de cet appel à la «gauche social-démocrate» en mars. Il est superflu de préciser que ni l'une ni l'autre ne furent alors acceptées. Cela n'empêcha pas le P.C.A. non

(10) De son côté, Radek n'hésite pas à proclamer: «Le National-bolchevisme n'aurait été en 1920 qu'une alliance pour sauver les généraux qui, immédiatement après la victoire, auraient balayé le parti communiste. Aujourd'hui, il signifie que tout le monde est pénétré de la conviction qu'il n'y a de salut qu'avec les communistes. Aujourd'hui, nous constituons l'unique issue possible. **Le fait d'insister fortement sur l'élément national en Allemagne constitue un acte révolutionnaire, tout comme le fait d'insister sur l'élément national dans les colonies**» («Inprekor», No 103, 21 juin 1923). Ailleurs, Radek définit la position de l'Allemagne comme celle d'un «pays colonial où les communistes pourraient marcher avec un gouvernement national bourgeois»!

seulement de continuer dans la même voie, mais de multiplier les efforts pour ne pas laisser les prolétaires en sortir (11).

En mars conformément à l'orientation contenue dans une proclamation commune du Comintern et du Profintern (cf. «Inprekor», No 19, 29 janvier), se constitue à Berlin un «comité d'action contre le fascisme» présidé par Clara Zetkin dont le plan d'action (adressé également aux sociaux-démocrates) contient les premières «sanctions» contre le fascisme italien sous forme de boycottage des fournitures de charbon et de minerai de fer à l'Italie. Le même mois une conférence internationale se réunit à Francfort; les partis de la IIème Internationale, ainsi que les syndicats adhérant à la centrale mondiale d'Amsterdam, y sont invités, mais presque aucun n'accepte de venir. La résolution finale répète les slogans désormais connus de la lutte contre Versailles et contre Poincaré, mais évite de prendre clairement position sur les tâches spécifiques du prolétariat allemand et de son parti révolutionnaire. C'est en vain qu'une conférence tenue peu après à Essen déplore l'appui tacite du parti à la «résistance passive» décrétée par Cuno et le sabotage de la proposition de grève générale par les sociaux démocrates, qu'elle demande que le prolétariat soit orienté vers la prise du pouvoir et qu'elle dénonce ouvertement «la propagande et les préparatifs des nationalistes qui entrent dans le cadre de la contre-révolution». Préoccupée par la radicalisation accélérée des masses ouvrières qui risquait de troubler les plans byzantins du IVème Congrès, l'Internationale convoque à Moscou à la fois la direction du P.C.A. et l'opposition, le 22 avril. Elle reconnaît que la première a été trop loin à droite dans les propositions de front unique et de gouvernement ouvrier, mais elle répond à la seconde et à des groupes et sections du P.C.A. enclins à provoquer des putschs et des coups de main dans la Ruhr que l'absence de mouvements révolutionnaires dans l'Allemagne non occupée et en France commande la patience et déconseille de forcer la situation. Enfin, elle ordonne la cooptation de quatre éléments de la «gauche» dans le Comité central pour empêcher que le parti ne se disloque. En mai, le Comité d'action adresse au congrès d'unification entre les Internationales 2 et 2 1/2 une «invitation à se ranger dans un front prolétarien (!) uni contre le nouveau danger de guerre, et contre le renforcement des sanguinaires bandes fascistes» («Inprekor», No 89, 28 mai 1923). Tout ce qu'il obtient est que l'austro-marxiste Adler lui réponde: «Nous devons préciser clairement devant ceux qui proposent le front unique qu'il n'est possible que si les communistes reconnaissent l'égalité des droits au sein du prolétariat (die Gleichberechtigung des Proletariats); un accord n'a aucune chance de se réaliser, parce que nous sommes séparés de vous par des questions de principe» («Inprekor», ibidem) (12). Voilà comment finit l'ennième tentative d'«accord» et, par-dessus le marché, de «grève symbolique de vingt-quatre heures».

La chose la plus grave est que dans tout ce chassé-croisé d'actions étrangères

(11) La «gauche» très confuse du P. C. A. le poussait plutôt à persévérer qu'elle ne le freinait.

à toute ligne de classe tant soit peu claire, le P.C.A. perdit tout son mordant, se mit lui-même sur la défensive et se réduisit même à une complète impuissance tandis que la fraction du prolétariat qui le suivait rongea son frein ou tombait dans le découragement. C'est tellement vrai que lorsqu'en juillet la situation intérieure s'aggrava et que des désordres se produisirent un peu partout, le Parti communiste allemand s'empressa de lancer des mises en garde contre les «provocations fascistes». Lorsque le gouvernement social-démocrate de Prusse interdit la «journée antifasciste» projetée par le P.C.A. et les défilés de Potsdam à Berlin qui devaient la marquer, ce dernier décommanda précipitamment toute manifestation, proclamant tout de suite après: «Non seulement nous ne pouvons pas tenter une lutte générale, mais nous devons éviter tout ce qui pourrait donner à l'ennemi l'occasion de nous détruire petit à petit» («Die Rote Fahne», 30 juillet et 2 août 1923). Trois mois plus tard, réduit à l'impuissance et disloqué, le P.C.A. finira dans les bras des sociaux-traitres «de gauche» dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe. Il suffira alors d'un régiment de l'armée pour le déloger du pouvoir, et d'une journée de fusillades à Hambourg pour éteindre complètement les ardeurs de la gauche du parti.

Ainsi, quand on considère toute la première moitié de l'année 1923 en Allemagne, on a le droit de dire que la révolution allemande de ne fut pas «écrasée» en octobre, quand les troupes commandées par le gouvernement central de coalition Stresemann-Hilferding obligèrent par quelques coups de feu le gouvernement saxon de Zeigner-Brandler à se dissoudre, mais bien en janvier, quand le parti commença son rapprochement catastrophique avec la social-démocratie, les classes moyennes et leurs filiations nationalistes, s'imaginant pouvoir se servir de ces forces contre le fascisme, alors que les faits historiques avaient enseigné (à la Gauche italienne en particulier) qu'elles en étaient les conditions nécessaires.

(12) En mai également, de pressants appels sont adressés aux syndicats pour une «lutte active» en opposition à la «résistance passive» de Cuno. Dans un article du 18 mai 1923 de l'Inprekor (No 18) qui est précisément destiné aux grandes organisations syndicales, les perspectives de développement de la crise sont ainsi dessinées: «**Ou bien** une fraction notable du patrimoine réel (Sachvermogen) de l'Allemagne (presque la totalité) passe au vainqueur, **ou** il est concentré dans les mains d'un pouvoir fermement décidé à en tirer un bénéfice (ein Nutzen) qui permettrait aussi le paiement des réparations». La première solution est celle que souhaite le capital international (internationalisation de l'industrie minière) et «**nous voulons croire** que même les chefs syndicaux réformistes la repoussent en toute sincérité». «La seconde solution ne peut être appliquée que par deux sortes de gouvernements: soit un gouvernement fasciste qui augmenterait la durée du travail et porterait au maximum l'exploitation de la classe ouvrière, soit un **gouvernement ouvrier** qui s'appuierait sur toute la force organisée des travailleurs et qui, doté des pleins pouvoirs, réussirait en même temps à nourrir les ouvriers et à satisfaire aux exigences usuraires (Shylocksforderungen) de l'Entente». C'était là, comme on voit, un véritable programme de «gouvernement national» du genre de celui que Stresemann instaurera peu après.

La fonction de la social-démocratie en Italie

(«Il comunista» du 6 février 1921)

Ayant perdu sa boussole de classe, le P.C.A. fut battu non pas par le fascisme qui, tout seul, ne pouvait rien, mais par la social-démocratie qu'il avait courtisée et flattée. Quand il reconnut enfin en elle l'autre face de la contre-révolution, il était déjà trop tard. Sous la nouvelle direction de «gauche» qui avait été hâtivement substituée à la direction de droite, il prétendit bien retourner à la lutte sous la seule bannière de la révolution et de la dictature prolétariennes, mais ce fut seulement pour tomber dans les mêmes pratiques blocardières, antifascistes et démocratiques que la direction de droite dont Moscou avait fait le bouc émissaires du terrible échec d'Octobre. Nous dirons même plus: le parti qu'Hitler massacra une fois qu'il aura pris le pouvoir s'était déjà suicidé dix ans plus tôt. Après octobre 1923, il ne fera que se survivre. Certes, il continuera à attirer les prolétaires dans ses rangs, mais ce sera uniquement en raison de la fascination irrésistible qu'exerçait encore la Russie «bolchévique» qui le soutenait et aussi de l'attraction de la démagogie dont seul le stalinisme était capable et qui battra son plein à l'époque du prétendu «tournant à gauche». Mais cela ne l'empêchera pas de ne plus être qu'une ombre de parti, aussi pléthorique numériquement que timoré et poltron dans la vie réelle et la lutte physique.

C'est ainsi que le P.C.A. dut payer de son sang l'illusion que la démocratie et ses institutions puissent servir de bouclier et, pis encore, de point d'appui au communisme et le sacrifice de l'indépendance, du programme et de la perspective révolutionnaire du parti de classe à cette folle croyance: la contre-révolution l'attendait tranquillement au tournant, et quand le moment fut venu elle n'eut plus qu'à lui porter un ultime coup de poignard dans le dos pour l'achever, au milieu des éclats de rire cyniques des chemises brunes.

La révolution russe, allemande et d'autres pays a montré que la conquête du pouvoir par le prolétariat et la période de la dictature sont précédées par une phase historique caractérisée par le passage du pouvoir aux partis sociaux-démocrates, ou à une coalition de ceux-ci avec les partis bourgeois. Après ces événements, on est donc souvent amené à se demander si une telle phase se vérifiera également dans les pays occidentaux comme prologue de la révolution prolétarienne. Selon certains, même en Italie, nous devrions traverser cette période avant d'aller plus loin, et il serait donc de bonne tactique, même du point de vue révolutionnaire, de provoquer la fameuse expérience du gouvernement social-démocrate pour pousser ce développement historique nécessaire vers ses ultimes conséquences. Au contraire, selon les communistes, cette période n'a aucun caractère de nécessité historique et le mouvement révolutionnaire doit tendre directement à l'instauration de la dictature du prolétariat par la lutte directe contre le régime bourgeois actuel.

Naturellement, c'est la seconde opinion qui représente la solution juste du problème. Cependant il nous semble qu'une appréciation plus exacte des caractères et de la fonction du social-démocratisme est nécessaire si l'on veut donner une réponse critique complète à la question et en tirer les conclusions tactiques qui nous intéressent.

Un régime démocratique bourgeois ayant un programme de réformes radical-socialistes se présente réellement comme un intermède entre l'ordre actuel et celui du prolétariat là où l'avènement de la bourgeoisie capitaliste proprement dite n'est pas un fait accompli, et où existent encore des formes politiques et sociales arriérées généralement dépassées dans la société actuelle. Même dans ces conditions, il n'a jamais fait de doute pour les marxistes que, tout en comprenant et en reconnaissant théoriquement que la constitution d'un régime parlementaire constitue un pas en avant vers le plus large développement de la lutte prolétarienne, les communistes doivent combattre non seulement la vieille classe dominante et ses partis, mais la nouvelle qui tente de la remplacer au pouvoir, se refuser à conclure une trêve avec elle et s'efforcer de la renverser le plus tôt possible, afin de ne pas laisser passer la courte période pendant laquelle le pouvoir d'Etat n'a plus de base stable et où il est plus facile de s'en emparer. Quoi que puissent en dire ceux qui ignorent le marxisme, telle fut bien la pensée de Marx et des communistes face à la situation de l'Allemagne et d'autres pays en 1848, et tel est aussi le grand enseignement de la révolution russe.

Mais alors, on ne doit ni ne peut parler d'une fonction historique de la social-

démocratie dans les pays d'Europe occidentale où le régime démocratique existe depuis longtemps et est entré dans une phase de décadence où il n'est plus rien qu'une survivance historique. Pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des Conseils.

Faire cette constatation évidente ne revient pourtant pas à exclure que la social-démocratie exerce ou se prépare à exercer une fonction même dans les pays occidentaux. Les partis sociaux-démocrates soutiennent que l'époque de la démocratie n'est pas encore close et que le prolétariat pourra encore utiliser à des fins de classe les formes politiques de cette démocratie. Mais comme il est évident que, surtout dans les conditions actuelles héritées de la guerre, le prolétariat ne retire aucun avantage de leur existence, les sociaux-démocrates sont amenés à prévoir et à proposer des formes démocratiques plus parfaites et plus complètes selon eux, prétendant que le système actuel agit contre le prolétariat uniquement parce qu'il n'est pas vraiment et intimement démocratique. De là tous les projets d'institutions nouvelles sur la base de la République, d'élargissement du droit de vote, de suppression du Sénat, d'extension des fonctions et des droits des Parlements et ainsi de suite.

Tout autant que la critique théorique, l'expérience des dernières révolutions démontre que tout ce bagage politique n'est qu'un masque dissimulant le dernier programme et la seule méthode de gouvernement qui conviennent à la bourgeoisie dans les conditions critiques d'aujourd'hui. Des gouvernements de ce type ne constituent nullement une transition vers la conquête du pouvoir par les masses prolétariennes, mais sont au contraire le dernier rempart, et le plus efficace, de la domination bourgeoise contre la menace révolutionnaire. Leur contenu théoriquement démocratique fait place à la dictature et à la terreur dirigées contre le prolétariat et le communisme, confirmant notre doctrine qui proclame que la démocratie est historiquement morte.

La social-démocratie a donc une fonction spécifique dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, un moment où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à l'assaut prolétarien: ce sera au contraire une tentative désespérée de la bourgeoisie pour le priver de sa force et le dévier, et au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction.

On ne peut donc prévoir aucune espèce de transition entre la dictature actuelle de la bourgeoisie et la dictature prolétarienne, mais on peut et, si l'on est communiste, on doit prévoir une forme ultime et insidieuse de la dictature bourgeoise qui justifiera la remise de tout l'appareil d'Etat et donc de défense du capitalisme aux social-traîtres par la nécessité de quelque changement formel et

purement apparent des institutions.

Du point de vue tactique, les communistes qui font cette prévision ne se résignent nullement à ce qu'elle se réalise, justement parce qu'ils lui dénie le caractère d'une nécessité historique universelle. Forts de leur expérience internationale, ils se proposent de démasquer par avance le jeu insidieux de la démocratie, et de commencer leur attaque contre la social-démocratie sans attendre que sa fonction contre-révolutionnaire se soit révélée avec éclat dans les faits mêmes. Ils essaieront donc de préparer le prolétariat à étouffer dans l'oeuf ce produit monstrueux de la contre-révolution, sans exclure qu'il faille donner l'assaut final à un gouvernement à prétentions socialistes venu au pouvoir comme ultime recours de la bourgeoisie.

Quant aux propositions tactiques tortueuses de communistes passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques tels que la méthode marxiste les pose, mais elles dissimulent le pire piège. Il est nécessaire de détacher le prolétariat des hommes et du parti destinés à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée. Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir, mais il est bon précisément qu'ils s'y résignent seulement à la dernière extrémité, parce qu'alors, même cette manoeuvre sera impuissante à enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'Etat bourgeois. Même s'il est presque certain que la bataille finale sera livrée à un gouvernement d'ex-socialistes, notre tâche n'est nullement de leur faciliter l'accession au pouvoir; elle est au contraire de préparer le prolétariat à les accueillir d'emblée par une déclaration de guerre, au lieu de voir en eux une promesse de trêve dans la lutte des classes et de solution pacifique des problèmes de la révolution. Or, on ne pourra préparer les masses à cela qu'à condition d'avoir par avance dénoncé devant elles les méthodes et les desseins du mouvement social-démocrate, si bien que ce serait une erreur colossale de sembler consentir à une expérience de gouvernement socialiste.

Pour toutes ces raisons, nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale, et que, grâce à l'oeuvre infatigable des partis de l'Internationale communiste, le martyre des prolétariats de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner au prolétariat occidental d'apprendre à son tour au prix de son sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. Le social-démocratie tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tard possible, avant qu'il soit parvenu à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat.

Les sociaux démocrates et la violence

(«Il comunista» du 12 avril 1921)

On ne peut absolument pas accepter la thèse selon laquelle si le Parti Socialiste Italien reste actuellement passif devant les violences fascistes contre le prolétariat, c'est qu'il réprovoque l'usage de la violence, par principe dans son aile droite et pour des raisons d'opportunité dans son aile gauche.

Il n'existe pas d'adversaires par principe de la violence, même parmi les éléments les plus à droite de la social-démocratie italienne, quoi qu'il en soit par ailleurs de l'humanitarisme piétiste des Prampolini et des Turati. Fidèles à la mentalité contingentiste (terme qui pourrait remplacer avantageusement, du moins en partie, celui d'opportuniste) qui déduit la tactique à adopter des situations changeantes successives, les sociaux-démocrates ont des raisons plus profondes qu'une répugnance chrétienne à l'égard de la violence de s'opposer à une riposte violente aux coups de force fascistes: c'est, d'une part, le caractère particulier du fascisme lui-même et d'autre part leur propre appréciation de la situation italienne actuelle. Ils obéissent à une directive de principe que, précisément parce qu'ils sont des opportunistes, ils ne peuvent que dissimuler derrière une horreur tolstoïenne pour les effusions de sang, mais que nous allons essayer de dégager.

*
* *

Nous commencerons par démontrer que les prétendus franciscains qui préconisent la non-résistance au fascisme n'obéissent pas à un principe pacifiste général en examinant les cas dans lesquels ils ont préconisé dans le passé la méthode de la lutte armée - et aussi les cas dans lesquels ils la **préconiseront** dans l'avenir.

Même le réformiste le plus angélique justifie rétrospectivement la violence qui a servi à édifier l'ordre social actuel et à conquérir les libertés civiles et nationales. Il n'y a pas de sociaux-démocrates, aussi domestiqués qu'ils soient, qui ne considèrent comme sacrée la violence qui a donné à l'Italie la liberté nationale et les garanties constitutionnelles et qui ne rêverent le souvenir des meurtriers des tyrans de l'antiquité, des révolutionnaires français, des combattants de l'indépendance hongroise, polonaise, grecque ou tchèque. Leur respect ne se limite donc pas aux guerres nationales, mais s'étend, comme on voit, à des guerres civiles dans lesquelles on ne badinait pas...

Mais nos champions actuels de la joue tendue ne se contentent pas de justifier théoriquement la violence dans certains cas: dans certaines situations, ils en exigent l'emploi, comme l'histoire politique récente l'a maintes fois montré. Dans la mentalité idyllique de nos social-pacifistes, si la violence était sacrée quand il s'agissait de conquérir les libertés démocratiques et l'indépendance nationale, elle ne l'est pas moins quand il s'agit de préserver ces biens inestimables de toute menace et de tout danger.

N'ont-ils pas été insurrectionnalistes en 1898 (1)? N'ont-ils pas incité les masses à démonter les roues des trains destinés à transporter les troupes pour la guerre d'Erythrée (2)? Plus récemment, en août 1914, quand l'Italie menaçait d'entrer en guerre aux côtés de ses alliés et contre la France, nos sociaux-démocrates, d'accord avec les révolutionnaires, les anarchistes et les... républicains, n'ont-ils pas proclamé qu'ils appelleraient le peuple à l'insurrection armée si le gouvernement ordonnait la mobilisation?

Pendant la guerre, chaque fois que plana la menace de cette légendaire dictature militaire dont nous avons parlé dans un précédent article, ils parlèrent aussi d'insurrection, uniquement préoccupés qu'ils étaient de l'ennemi «extérieur». Quand à la fin de la guerre, on recommença à agiter cet épouvantail stupide, ils votèrent à nouveau des décisions ouvertement insurrectionnelles, comme par exemple un ordre du jour de la Bourse du Travail de Milan dont la date m'échappe. Bref, chaque fois que les institutions démocratiques et les libertés constitutionnelles furent menacées (ou qu'ils se l'imaginèrent), les réformistes parlèrent d'appeler les masses à descendre dans la rue pour l'action armée - et notez bien que

(1) En 1898 eurent lieu de violents mouvements prolétariens provoqués par une grave crise économique, en particulier à Milan où le gouverneur militaire Bava-Beccaris proclama la loi martiale. Le général Pelloux fut appelé au gouvernement (c'est à cette «dictature militaire» que le texte fait allusion plus bas) et resta au pouvoir jusqu'en 1900. Sous son gouvernement, les socialistes pratiquèrent l'abstentionnisme au parlement et revendiquèrent l'usage de la violence dans la rue pour défendre les libertés violées et protester contre les arrestations de militants de l'extrême-gauche. Turati lui-même subit une longue peine de détention. De nombreux socialistes et anarchistes se réfugièrent à l'étranger. Cette période se termina par l'assassinat du roi Umberto I^{er} par l'anarchiste Bresci en 1900. C'est alors que sous le nouveau roi Vittorio-Emanuele III, Giolitti fut appelé au pouvoir et que commença le fameux âge d'or du libéralisme et du réformisme.

(2) En 1895-96, il y eut également de très violentes agitations contre la politique coloniale du premier ministre Crispi en Erythrée-Ethiopie qui aboutit en 1896 à une cuisante défaite italienne lors de la bataille d'Adoua. Vigoureusement appuyés par les socialistes, ces mouvements furent marqués par des mutineries de troupes et des sabotages de voies ferrées. Ils furent le prologue des événements qui se produisirent à Milan deux ans plus tard en même temps que l'épilogue des mouvements de Sicile de 1894 et de leur répression violente.

ce n'était pas là une vantardise, mais une disposition pratique, cohérente avec leur théorie.

Contre les menaces de coups de main de D'Annunzio, ils ont toujours réclamé à la fois la violence populaire et prolétarienne et la répression de l'Etat. D'autre part, pendant la guerre, alors que le territoire national était envahi une fois de plus, ils ont chanté des hymnes aux armées qui défendaient par la violence l'intégrité de la patrie. Cette attitude, et celle qu'ils prirent face à la menace de guerre contre l'Entente et que nous avons rappelée ci-dessus, les ont rapprochés des démocrates interventionnistes, qui de leur côté s'étaient rapprochés des prétendus fauteurs réactionnaires de coups d'Etat du fait de leur totale adhésion à la guerre.

Il y a plus. Vous souvenez-vous des louanges ailées que Turati adressa de la Chambre des députés à la révolution russe quand elle n'était pas encore celle de Lénine et des bolcheviks, mais celle de Kérénsky et des cadets? Or même dans cette première phase, cette révolution n'a certainement pas été moins sanglante que dans la seconde où elle instaura la dictature prolétarienne impitoyable dont Turati déclara peu après qu'il était prêt à la combattre les armes à la main si elle devait s'instaurer en Italie.

Ce n'est donc pas une aversion théorique ou sentimentale à l'égard de la violence qui motive l'attitude actuelle des sociaux-démocrates face à l'extension du fascisme. Ce n'est pas davantage la peur, explication qui serait encore plus stupide. La peur peut avoir influé sur l'attitude de tel ou tel et subjectivement, elle peut même frapper un communiste (elle explique en tout cas dans une large mesure que beaucoup de ceux qui, en temps de calme, se disaient révolutionnaires soit par démagogie, soit par manque de compréhension théorique, se soient révélés par la suite comme d'authentiques sociaux-démocrates, si bien que Turati est aujourd'hui le chef reconnu d'un parti qui, hier encore, était maximaliste); mais l'attitude de la social-démocratie italienne à laquelle appartiennent des forces qu'on a longtemps cru extrémistes (mais que la IIIème Internationale a par bonheur récemment écrasées) obéit à une tout autre logique que la peur, et elle a une signification bien plus grave.

Si vous demandez aux pénétrants théoriciens de notre réformisme national quel est le lien entre les attitudes héroïques que nous avons rappelées ci-dessus et leur actuelle politique de démission, entre leurs poses léonines du passé et les bêlements d'agneaux qu'ils poussent aujourd'hui, ils vous répondront qu'il n'y en a pas. Ils vous diront même en ironisant qu'ils ne sont ni ne veulent être des théoriciens et des faiseurs de généralisations, qu'ils ne se sont jamais tracé de schémas généraux, l'histoire étant trop mouvante pour qu'on puisse l'enfermer dans des cadres aussi rigides, qu'ils sont bien trop cultivés, trop subtils, trop sensés et trop... malins pour se livrer à de pareils exercices, tout juste dignes de notre critique extrémiste infantile.

Malgré cela, nous qui nous obstinons à être schématiques, dogmatiques et simplificateurs en matière théorique, nous avons de ces attitudes successives de la social-démocratie italienne une explication plausible qui rend à sa cohérence les honneurs que sa modestie repousse. Il existe une thèse typiquement anti-marxiste et anti-communiste selon laquelle le développement ultérieur de la société humaine devrait procéder par actions graduelles et pacifiques, à l'aide des seules armes que la démocratie électorale offre pour leur défense aux intérêts des divers groupes sociaux et aux tendances qui les expriment. Mais, selon cette thèse, si ce droit fondamental au vote et les libertés constitutionnelles étaient tant soit peu menacés par des forces étatiques ou extra-étatiques, l'usage de la violence populaire redeviendrait un droit sacré, ainsi que l'insurrection armée visant à rétablir ce minimum de droits censé garantir l'ascension ultérieure des masses. Ce n'est pas ici le lieu de répéter qu'une telle théorie ne constitue pas seulement un reniement définitif du socialisme, mais qu'elle est d'une abstraction et d'un schématisme vraiment stupides et qu'elle a reçu de la réalité - pour ne rien dire de notre polémique - de terribles démentis. Par contre, nous devons faire constater qu'elle justifie à merveille les attitudes successives de la droite socialiste plus haut rappelées.

Les conquêtes de la révolution bourgeoise - indépendance nationale ou garanties démocratiques - étant menacées, il faut les défendre par les moyens qui les ont précisément rendues possibles. Selon la mentalité social-démocrate, la violence n'est pas condamnable en tant que telle, mais seulement dans la mesure où le prolétariat y recourt pour s'émanciper au lieu d'user des moyens offerts par la démocratie, que le réformisme prétend plus efficaces. Mais si ces mêmes moyens sont mis en question, seule la violence peut les préserver contre la réaction. Naturellement, une telle violence n'est pas le fait d'une seule classe, mais d'une collaboration entre les travailleurs et les éléments de «gauche» de la bourgeoisie.

En un mot (j'espère que la conclusion ne semblera pas hasardée, bien que nous ayons négligé mille arguments analogues aux précédents) les sociaux-démocrates sont pour la violence à condition qu'elle serve à défendre une conquête bourgeoise, une institution bourgeoise, puisqu'ils estiment que «les institutions démocratiques sont le terrain indispensable de l'émancipation du prolétariat».

Si la violence sert exclusivement le prolétariat et son action de classe contre le régime bourgeois, même là où ce dernier respecte les règles constitutionnelles (qui, selon nous, sont spécifiquement bourgeoises et conviennent uniquement à la défense d'intérêts bourgeois, tandis que pour les sociaux-démocrates elles sont un patrimoine social placé au-dessus des classes) et surtout si la violence est dirigée contre la démocratie bourgeoise et vise à l'abolir comme la révolution russe et la IIIème Internationale l'ont enseigné, elle devient criminelle aux yeux des sociaux-démocrates qui en arrivent logiquement à cette conclusion que contre

les tendances et les mouvements d'inspiration communiste, la violence est légitime.

*
* *

Pourquoi nos réformistes classiques sont-ils donc contre la réaction violente au fascisme? **Parce qu'ils savent que le fascisme n'est pas en réalité un mouvement anti-DÉMOCRATIQUE visant à la suppression du régime électif.** Ils voient bien que la violence fasciste ne vise pas à supprimer la démocratie bourgeoise, ni même à écraser le social-démocratisme ouvrier, mais uniquement à défendre le régime démocratique bourgeois contre les assauts révolutionnaires du prolétariat. Les travailleurs communistes sortent des cadres de la lutte parlementaire et proclament leur intention de conquérir le pouvoir par la violence; la bourgeoisie s'organise pour leur résister à l'aide des milices fascistes, non pas pour supprimer elle-même la démocratie, mais pour la défendre contre nous, communistes, qui voulons l'abolir.

C'est là la seule explication possible du fait que les socialistes qui, comme nous venons de le voir, admettent par ailleurs la violence populaire contre tout attentat aux droits démocratiques, exhortent actuellement les masses à ne pas s'insurger, mais à recourir aux moyens légaux pour se défendre alors que l'adversaire semble les menacer. Sachant que le fascisme n'entend pas les priver définitivement du droit de vote, ils jugent qu'il suffira pour l'apaiser de s'engager à **faire exclusivement usage des droits démocratiques** à l'avenir.

En Italie, aujourd'hui, la première fonction du fascisme est de balayer tout ce qu'il pouvait y avoir d'artificiel dans les projets de lutte révolutionnaire communiste, d'isoler les véritables adversaires du régime en vigueur de tous leurs auxiliaires possibles. Frappant sur le maximalisme, il n'espère pas détruire immédiatement ce qui existe de véritable mouvement communiste (ce mouvement est aujourd'hui organisé dans notre parti), mais seulement acculer le gros du P.S.I. à un reniement définitif du communisme et à une alliance avec les autres défenseurs de la démocratie bourgeoise.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les déclarations répétées des dirigeants fascistes sur les problèmes ouvriers et les paroles récentes de Mussolini: *«Sans vouloir jouer les prophètes, on peut anticiper sur le résultat des élections en ce qui concerne les socialistes: ils seront décimés et le triomphateur ne sera pas Filippo Turati. Les actions de cet homme qui, au Congrès de Bologne, étaient presque tombées à zéro, sont aujourd'hui très cotées à la bourse du Parti socialiste. L'histoire lui a donné raison. Mais sans le fascisme, Turati serait déjà tombé depuis longtemps dans l'oubli».*

Sans vouloir jouer les prophètes, nous pouvons dire que la seconde période de l'action fasciste sera une période d'action directe contre la fraction irréduc-

tiblement révolutionnaire et communiste du prolétariat, sur laquelle, aujourd'hui, on fait ostensiblement le silence. Mais alors la distinction entre les divers ennemis jurés du communisme se sera atténuée; le fascisme ne se présentera plus comme force extérieure à l'Etat, et la social-démocratie sera peut-être à la tête dudit Etat.

Nous craignons d'autant moins cette seconde phase qu'en théoriciens obstinés que nous sommes, nous pensons que les fascistes ont accompli une oeuvre de clarification qui n'a pas été inutile pour nous. Nous pensons aussi que le résultat de la première phase des violences fascistes - la conversion des pseudo-maximalistes à la collaboration de classe - favorise indirectement l'orientation et la préparation révolutionnaires des masses, à tel point qu'on peut se demander qui donnera le signal de la seconde bataille que la bourgeoisie livrera. Quel que soit celui qui l'entamera, il est certain qu'elle ne se terminera pas par une alliance, mais par la défaite définitive d'un des deux adversaires en présence. Et gare aux vaincus, de quelque côté qu'ils soient!

Les voies qui conduisent au «noskisme»

(«Il comunista» du 14 juillet 1921)

Disons quelques mots de l'évolution de la social-démocratie italienne vers la droite. Dans des proclamations officielles répétées, le Parti socialiste s'est placé sur un terrain nettement «pacifiste» en ce qui concerne les méthodes de lutte que le prolétariat doit employer et a donc adopté le point de vue des partisans de Turati: apaisement des haines, désarmement des esprits et des mains, lutte avec les armes civilisées (c'est-à-dire non sanglantes) de la propagande et de la discussion, condamnation de la violence prolétarienne armée, non seulement pour l'offensive, mais même pour la défensive. Cela signifie que si le Parti socialiste n'est pas encore parfaitement d'accord avec le point de vue de Turati qui va jusqu'à admettre la «collaboration gouvernementale» avec la bourgeoisie, il approuve du moins ses méthodes légales et social-démocratiques. Ce sont, il est vrai, deux questions distinctes. Quiconque admet la collaboration avec la bourgeoisie est contre les directives révolutionnaires des communistes; mais quiconque, sans aller jusque-là, réprouve l'usage concret de la violence dans la lutte de classe et se limite aux moyens tactiques que lui offrent les institutions bourgeoises, l'est tout autant. L'expérience révolutionnaire permet de conclure qu'une telle position conduira fatalement ses auteurs à renoncer à la révolution et à se faire les complices de la contre-révolution. Voyons comment ceci se trouve confirmé par les événements d'Italie.

Quelle est la base de principe du «social-pacifisme»? Serait-ce le «tu ne tueras point», le «tu tendras l'autre joue à l'offenseur» du chrétien, du tolstoïen? Bien sûr que non. Si les sociaux-démocrates croyaient à de pareilles extravagances, ils seraient certainement moins dangereux, mais aussi plus bêtes qu'ils ne le sont.

Le mot d'ordre de ne pas tuer les fascistes, de ne pas répondre à leurs provocations est un mot d'ordre contingent qui procède d'un autre principe général que le principe moral éternel ci-dessus évoqué. Quel est donc ce principe?

Examinons si la social-démocratie a «toujours» condamné la violence en tant que telle, c'est-à-dire dans l'absolu. Prenons Turati qui a donné à son parti ce mot d'ordre de passivité. Que disait-il, en octobre 1917, après la défaite de Caporetto, tandis que l'armée autrichienne progressait, les armes à la main, sur le territoire

italien? Conseillait-il aux soldats italiens de ne pas tuer, de jeter les armes, de ne pas répondre à la violence par la violence? Tout au contraire! Il exaltait et sanctifiait la résistance armée des troupes italiennes sur le Grappa. Et c'est quand nous, communistes, nous défendions la thèse révolutionnaire condamnant la défense nationale, qu'il nous prêtait pour les commodités de la polémique des motifs «tolstoïens» qu'il qualifiait d'«idiots et néfastes», alors qu'en réalité nous partions du mot d'ordre «*les prolétaires ne tournent pas leurs armes contre d'autres prolétaires, mais contre l'ennemi de classe qui est dans leur propre pays*».

Entre ces deux positions prises successivement par le social-pacifisme face à l'invasion étrangère et face au brigandage fasciste, il doit exister une continuité logique. Elle doit exister, et il n'est pas difficile de la définir.

Le social-démocrate, le social-pacifiste n'est pas contre la violence en général. Il reconnaît à la violence une fonction historique et sociale. Il ne nie pas, par exemple, la nécessité d'arrêter et, s'il le faut, de tuer le délinquant de droit commun, l'auteur d'agressions dans la rue. C'est à ce genre de délits qu'il compare l'invasion militaire, mais il se refuse à leur comparer également l'offensive civile des chemises noires. Quelle est donc la distinction qui le guide?

Ce n'est pas le social-pacifisme qui peut répondre à cette question, mais nous. Sa distinction repose sur sa conception de «la fonction du pouvoir d'Etat constitué». Elle est extrêmement simple. Quand c'est le pouvoir d'Etat qui emploie la violence, qui la veut, qui l'ordonne, cette violence est légitime. Par conséquent, puisque c'est l'Etat qui l'a voulue, organisée et ordonnée, la défense armée sur le Grappa fut non seulement légitime, mais sacrée, quoiqu'extrêmement sanglante. Mais la violence défensive contre le fascisme est illégitime parce que ce n'est pas l'Etat, mais des forces extra-légales, qui en prennent l'initiative.

S'il ne faut pas se défendre contre le fascisme, ce n'est pas parce que ce serait le meilleur moyen de le désarmer (Turati n'est pas retombé en enfance!), mais parce que c'est à l'Etat qu'il incombe de réprimer la violence fasciste, considérée elle aussi comme extra-étatique et extra-légale, selon la mentalité social-pacifiste.

Continuons à suivre le raisonnement et la politique social-pacifistes. Une telle orientation revient à souscrire à un principe typiquement bourgeois contre lequel le socialisme marxiste s'est toujours dressé; même, à l'occasion, dans la personne de Filippo Turati. Ce principe consiste à admettre que depuis qu'existe l'Etat démocratique et parlementaire, l'époque de la lutte violente entre les particuliers et les divers groupes et classes de la société est close, et que la fonction de l'Etat est précisément de traiter toute initiative violente de la même façon que les actions anti-sociales, même s'il est lui-même né de la destruction violente de l'Etat constitué de l'ancien régime.

C'est à cette logique théorique que répond la politique actuelle et la fatale

politique future du Parti socialiste italien. Il a lancé le mot d'ordre du désarmement et de la non-résistance au fascisme, mais le fascisme n'a pas désarmé. Il a lancé le mot d'ordre de l'action légale et électorale, et une fraction considérable du prolétariat l'a suivi, mais le fascisme n'a pas désarmé.

Le P.S.I. refuse de se placer du point de vue communiste selon lequel le fascisme n'est qu'un autre aspect de la violence que l'Etat bourgeois oppose à la violence révolutionnaire du prolétariat et qui constitue son dernier argument défensif et controffensif. Le P.S.I. voudrait une stagnation de la situation qui permettrait un retour à **la vie normale** dans laquelle il pourrait continuer l'oeuvre pacifique traditionnelle à laquelle sa structure est adaptée. La politique de désarmement et de participation électorale n'ayant pas suffi à mener à ce résultat, le P.S.I. est conduit à des tractations directes avec les dirigeants fascistes. Leur échec actuel ne veut rien dire. Le seul fait de les avoir engagées après avoir spontanément renoncé officiellement à la lutte armée signifie que le P.S.I. se prépare à d'autres concessions qui seront la conséquence logique de sa fatale prémisse «pacifiste». Cela implique un pacte de ce genre: nous avons désarmé; que le fascisme s'engage à en faire autant; que la répression des violences privées incombe à nouveau aux forces légitimes de l'ordre, à l'Etat. Le social-démocratie aspire avec une ardeur stupide et néfaste à cet illusoire retour à la légalité. Il est donc logique et vraisemblable que le P.S.I. ait aussi proposé que les deux parties s'engagent à dénoncer tous ceux, quels qu'ils soient, qui attenteraient à cette légalité, et si ce n'est pas encore fait, ça se fera.

Réserver à l'Etat l'«administration de la violence» n'est pas seulement reconnaître un principe typiquement bourgeois, car la reconnaissance d'un «faux» principe conduit à bien d'autres conséquences. Puisqu'il est vrai que l'Etat administre la violence pour le plus grand bien de la bourgeoisie et que le fascisme n'est lui-même qu'un aspect de cette violence, qu'une contre-offensive destinée à prévenir une future attaque révolutionnaire du prolétariat (si elle engageait la bataille de classe en se servant des forces de l'ordre officielles avant qu'une avant-garde prolétarienne l'ait elle-même attaquée, la bourgeoisie découvrirait trop ses batteries et fournirait trop d'armes à la critique communiste), on doit nécessairement conclure que le fascisme ne désarmera pas avant d'être certain que dans son ensemble la classe ouvrière n'a plus la moindre velléité d'attaquer l'Etat constitué et les institutions bourgeoises. Le fascisme fera donc à la social-démocratie l'offre suivante: pour être sûrs que les masses prolétariennes n'attenteront pas au pouvoir légitime... prenez la direction de l'Etat, participez au gouvernement bourgeois.

Le bon sens social-démocratique vulgaire voit cette situation sous un autre angle. Il caresse l'illusion stupide qu'il pourrait s'emparer en tout ou en partie des rênes de l'Etat pour venir à bout de «l'illégalité barbare» du fascisme à l'aide de la garde royale et des autres forces de police officielles. Mais que le fascisme vide

le terrain parce qu'il aura été satisfait d'avoir contribué à transformer un parti d'action prolétarienne révolutionnaire en parti de gouvernement dans le cadre de l'ordre en vigueur, ou qu'il soit supprimé par ordre d'un éventuel gouvernement social-démocrate (pure hypothèse à laquelle nous ne croyons nullement), dans les deux cas, la social-démocratie devra parcourir une autre étape de son évolution. Parvenue à la fonction de gérante de l'Etat et donc de la violence légale soit par un pacte avec le fascisme, soit par la collaboration ministérielle, que fera-t-elle quand **les communistes continueront à préconiser et à employer la violence pour l'attaque révolutionnaire contre le pouvoir d'Etat?**

Elle fera une chose bien simple. Elle condamnera cette violence révolutionnaire en principe; mais, malgré son pseudo-pacifisme chrétien d'aujourd'hui, elle se gardera bien de parler de non-résistance à cette violence! En parfaite logique avec elle-même, elle proclamera au contraire que l'Etat a le droit et le devoir de l'écraser. Pratiquement, elle donnera à la Garde Royale l'ordre de mitrailler le prolétariat, c'est-à-dire les nouveaux «brigands anti-sociaux» qui nieront alors la fonction bénéfique de son gouvernement «ouvrier». Voilà à quoi seront conduits les partis qui nient que l'illégalité et la violence soient les moyens fondamentaux de la lutte prolétarienne. C'est exactement la voie que Noske a suivie.

Voilà ce que montrent la critique marxiste et la réalité dramatique que nous vivons aujourd'hui en Italie.

Le fascisme

(«Il comunista» du 17 novembre 1921)

Le mouvement fasciste a apporté à son congrès (1) le bagage d'une puissante organisation, et tout en se proposant de déployer spectaculairement ses forces dans la capitale, il a également voulu jeter les bases de son idéologie et de son programme sous les yeux du public, ses dirigeants s'étant imaginé qu'ils avaient le devoir de donner à une organisation aussi développée la justification d'une doctrine et d'une politique «nouvelles».

L'échec que le fascisme a essuyé avec la grève romaine n'est encore rien à côté de la faillite qui ressort des résultats du congrès en ce qui concerne cette dernière prétention. Il est évident que l'explication et, si l'on veut, la justification du fascisme ne se trouvent pas dans ces constructions programmatiques qui se veulent nouvelles, mais qui se réduisent à zéro aussi bien en tant qu'oeuvre collective qu'en tant que tentative personnelle d'un chef: infailliblement destiné à la carrière d'«homme politique» au sens le plus tristement traditionnel du mot, celui-ci ne sera jamais un «maître». Futurisme de la politique, le fascisme ne s'est pas élevé d'un millimètre au-dessus de la médiocrité politique bourgeoise. Pourquoi?

*
* *

Le Congrès, a-t-on dit, se réduit au discours de Mussolini. Or, ce discours est un avortement. Commençant par l'analyse des autres partis, il n'est pas parvenu à une synthèse qui aurait fait apparaître l'originalité du parti fasciste par rapport à tous les autres. S'il a réussi dans une certaine mesure à se caractériser par sa violente aversion contre le socialisme et le mouvement ouvrier, on n'a pas vu en

(1) Il s'agit du IIème Congrès national des Fasci, qui se tint à Rome du 7 au 10 novembre 1921 et fonda le Parti National Fasciste. Trente mille fascistes s'étaient rassemblés dans la capitale à cette occasion et s'y livrèrent à leurs exactions habituelles (5 morts et 120 blessés en trois jours). Le 9 novembre, ils assassinèrent un cheminot; le prolétariat romain riposta par une magnifique grève générale que rien - ni les ordres du gouvernement, ni un ultimatum fasciste - ne fera plier: elle cessera le 14, bien après la fin du Congrès. (Le programme du P.N.F. adapté par le Congrès ne paraîtra dans «Il popolo d'Italia» que le 27 décembre).

quoi sa position est nouvelle par rapport aux idéologies politiques des partis bourgeois traditionnels.

La tentative d'exposer l'idéologie fasciste en appliquant une critique destructrice aux vieux schémas sous forme de brillants paradoxes s'est réduite à une série d'affirmations qui n'étaient ni nouvelles en elles-mêmes, ni reliées par un lien quelconque les unes aux autres dans la synthèse nouvelle qui en était faite, mais ressassaient sans aucune efficacité des arguments de polémique politique éculés et mis à toutes les sauces par la manie de nouveauté qui tourmente les politiciens de la bourgeoisie décadente d'aujourd'hui. Nous avons ainsi assisté non point à la révélation solennelle d'une nouvelle vérité (et ce qui vaut pour le discours de Mussolini vaut également pour toute la littérature fasciste), mais à une revue de toute la flore bactérienne qui prospère sur la culture et l'idéologie bourgeoises de notre époque de crise suprême, et à des variations sur des formules volées au syndicalisme, à l'anarchisme, aux restes de la métaphysique spiritualiste et religieuse, bref à tout, sauf, heureusement, à notre horripilant et brutal marxisme bolchévique.

Quelle conclusion tirer du mélange informe d'anti-cléricalisme franc-maçon et de religiosité militante, de libéralisme économique et d'anti-libéralisme politique, grâce auquel le fascisme tente de se distinguer à la fois du programme du parti populaire et du collectivisme communiste? Quel sens y a-t-il à affirmer qu'on partage avec le communisme la notion anti-démocratique de dictature, quand on ne conçoit cette dictature que comme la contrainte de la «libre» économie sur le prolétariat et qu'on déclare cette «libre» économie plus que jamais nécessaire? Quel sens y a-t-il à vanter la république du moment qu'on fait miroiter la perspective d'un régime pré-parlementaire et dictatorial, et par conséquent ultra-dynastique? Quel sens y a-t-il enfin, à opposer à la doctrine du parti libéral celle de la droite historique qui fut plus sérieusement et intimement libérale que ledit parti, à la fois en théorie et en pratique? Si l'orateur avait tiré de toutes ces énonciations une conclusion qui les eût harmonieusement ordonnées, leurs contradictions n'auraient pas disparu, mais elles auraient du moins prêté à l'ensemble cette force propre aux paradoxes dont toute nouvelle idéologie se pare. Mais comme dans ce cas la synthèse finale manque, il ne reste plus qu'un fatras de vieilles histoires et le bilan est un bilan de faillite.

Le point délicat était de définir la position du fascisme face aux partis bourgeois du Centre. On pouvait tant bien que mal se présenter comme adversaire du parti socialiste et du parti populaire; mais la négation du parti libéral et la nécessité de s'en débarrasser et, dans un certain sens, de se substituer à lui, n'ont pas été théorisées de façon tant soit peu décente ni traduites dans un programme de parti. Nous ne voulons pas affirmer par-là, précisons-le tout de suite, que le fascisme ne peut pas être un parti: il en sera un, conciliant parfaitement ses

aversions extravagantes contre la monarchie, en même temps que contre la démocratie parlementaire et contre le... socialisme d'Etat. Nous constatons simplement que le mouvement fasciste dispose d'une organisation bien réelle et solide qui peut être aussi bien politique et électorale que militaire, mais qu'il manque d'une idéologie et d'un programme propres. Le Congrès et le discours de Mussolini, qui a pourtant fait le maximum pour définir son mouvement, prouvent que le fascisme est impuissant à se définir lui-même. C'est un fait sur lequel nous reviendrons dans notre analyse critique et qui prouve la supériorité du marxisme qui, lui, est parfaitement capable de définir le fascisme.

*
* *

Le terme «idéologie» est un peu métaphysique, mais nous l'emploierons pour désigner le bagage programmatique d'un mouvement, la conscience qu'il a des buts qu'il doit successivement atteindre par son action. Cela implique naturellement une méthode d'interprétation et une conception des faits de la vie sociale et de l'histoire. A l'époque actuelle, justement parce qu'elle est une classe en déclin, la bourgeoisie a une idéologie dédoublée. Les programmes qu'elle affiche à l'extérieur ne correspondent pas à la conscience intérieure qu'elle a de ses intérêts et de l'action à mener pour les protéger. Lorsque la bourgeoisie était encore une classe révolutionnaire, l'idéologie sociale et politique qui lui est propre, ce libéralisme que le fascisme se dit appelé à supplanter, avait toute sa vigueur. La bourgeoisie «croyait» et «voulait» selon les tables du programme libéral ou démocratique: son intérêt vital consistait à libérer son système économique des entraves que l'ancien régime mettait à son développement. Elle était convaincue que la réalisation d'un maximum de liberté politique et la concession de tous les droits possibles et imaginables à tous les citoyens jusqu'au dernier coïncidaient non seulement avec l'universalité humanitaire de sa philosophie, mais avec le développement maximum de la vie économique.

En fait, le libéralisme bourgeois ne fut pas seulement une excellente arme politique au moyen de laquelle l'Etat abolit l'économie féodale et les privilèges des deux premiers «états», le clergé et la noblesse. Il fut aussi un moyen non négligeable pour l'Etat parlementaire de remplir sa fonction de classe non seulement contre les forces du passé et leur restauration, mais aussi contre le «quart état» et les attaques du mouvement prolétarien. Dans la première phase de son histoire, la bourgeoisie n'avait pas encore conscience de cette seconde fonction de la démocratie, c'est-à-dire du fait qu'elle était condamnée à se transformer de facteur révolutionnaire en facteur de conservation, à mesure que l'ennemi principal cesserait davantage d'être l'ancien régime pour devenir le prolétariat. La droite historique italienne, par exemple, n'en avait pas conscience. Les idéologues libéraux ne se contentaient pas de dire que la méthode démocratique

de formation de l'appareil d'Etat était dans l'intérêt de tout «le peuple» et assurait une égalité de droits à tous les membres de la société: ils le «croyaient». Ils ne comprenaient pas encore que, pour sauver les institutions bourgeoises dont ils étaient les représentants, il pût être nécessaire d'abolir les garanties libérales inscrites dans la doctrine politique et dans les constitutions de la bourgeoisie. Pour eux, l'ennemi de l'Etat ne pouvait qu'être l'ennemi de tous, un délinquant coupable de violer le contrat social.

Par la suite, il devint évident pour la classe dominante que le régime démocratique pouvait servir également contre le prolétariat et qu'il était une excellente soupape de sécurité au mécontentement économique de ce dernier; la conviction que le mécanisme libéral servait magnifiquement ses intérêts s'enracina donc de plus en plus dans la conscience de la bourgeoisie. Elle ne le considéra plus dès lors que comme un moyen et non plus comme une fin abstraite, et elle se rendit compte que l'usage de ce moyen n'est pas incompatible avec la fonction intégratrice de l'Etat bourgeois, ni avec sa fonction de répression même violente contre le mouvement prolétarien. Mais un Etat libéral qui, pour se défendre, doit abolir les garanties de la liberté apporte la preuve historique de la fausseté de la doctrine libérale elle-même en tant qu'interprétation de la mission historique de la bourgeoisie et de la nature de son appareil de gouvernement. Ses véritables fins apparaissent au contraire clairement: défendre les intérêts du capitalisme par tous les moyens, c'est-à-dire aussi bien par les diversions politiques de la démocratie que par les répressions armées, quand les premières ne suffisent plus à freiner les mouvements menaçant l'Etat lui-même.

Cette doctrine n'est cependant pas une doctrine «révolutionnaire» de la fonction de l'Etat bourgeois et libéral. Pour mieux dire, ce qui est révolutionnaire, c'est de la formuler, et c'est pourquoi dans la phase historique actuelle, la bourgeoisie doit la mettre en pratique et la nier en théorie. Pour que l'Etat bourgeois remplisse la fonction répressive qui est tout naturellement la sienne, il faut que les prétendues vérités de la doctrine libérale aient été implicitement reconnues comme fausses, mais il n'est pas du tout nécessaire de retourner en arrière et de réviser la constitution de l'appareil d'Etat. Ainsi la bourgeoisie n'a pas à se repentir d'avoir été libérale ni à abjurer le libéralisme: c'est par un développement en quelque sorte «biologique» que son organe de domination a été armé et préparé à défendre la cause de la «liberté» au moyen des prisons et des mitrailleuses.

*
* *

Tant qu'il énonce des programmes et reste sur le terrain politique, un mouvement bourgeois ne peut reconnaître carrément cette nécessité de la classe dominante de se défendre par tous les moyens, y compris ceux qui sont théorique-

ment exclus par la constitution. Ce serait une fausse manoeuvre du point de vue de la conservation bourgeoise. D'autre part, il est indiscutable que les quatre-vingt dix-neuf pour cent de la classe dominante sentent combien il serait faux, de ce même point de vue, de répudier jusqu'à la forme de la démocratie parlementaire et de réclamer une modification de l'appareil d'Etat, aussi bien dans un sens aristocratique qu'autocratique. De même qu'aucun Etat pré-napoléonien n'était aussi bien organisé que les Etats démocratiques modernes pour les horreurs de la guerre (et pas seulement du point de vue des moyens techniques, aucun ne serait non plus arrivé à leur cheville pour la répression intérieure et la défense de son existence. Il est alors logique que dans la période actuelle de répression contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat, la participation des citoyens appartenant à la classe bourgeoise (ou à sa clientèle) à la vie politique revête des aspects nouveaux. Les partis constitutionnels organisés de façon à faire sortir des consultations électorales du peuple une réponse favorable au régime capitaliste signée de la majorité ne suffissent plus.

Il faut que la classe sur laquelle l'Etat repose assiste celui-ci dans ses fonctions selon les exigences nouvelles. Le mouvement politique conservateur et contre-révolutionnaire doit s'organiser militairement et remplir une fonction militaire en prévision de la guerre civile.

Il convient à l'Etat que cette organisation se constitue «dans le pays», dans la masse des citoyens parce qu'alors la fonction de répression se concilie mieux avec la défense désespérée de l'illusion qui veut que l'Etat soit le père de tous les citoyens, de tous les partis et de toutes les classes. Du fait que la méthode révolutionnaire gagne du terrain dans la classe ouvrière, qu'elle la prépare à une lutte et un encadrement militaires et que l'espoir d'une émancipation par les voies légales, c'est-à-dire permises par l'Etat, diminue dans les masses, le Parti de l'ordre est contraint de s'organiser et de s'armer pour se défendre. A côté de l'Etat, mais en butte à ses protestations bien logiques, ce parti va «plus vite» que le prolétariat à s'armer, il s'arme mieux aussi et il prend l'offensive contre certaines positions occupées par son ennemi et que le régime libéral avait tolérées: mais il ne faut pas prendre ce phénomène pour la naissance d'un parti adversaire de l'Etat dans ce sens qu'il voudrait s'en emparer pour lui donner des formes pré-libérales!

Telle est pour nous l'explication de la naissance du fascisme. Le fascisme intègre le libéralisme bourgeois au lieu de le détruire. Grâce à l'organisation dont il entoure la machine d'Etat officielle, il réalise la double fonction défensive dont la bourgeoisie a besoin.

Si la pression révolutionnaire du prolétariat s'accroît, la bourgeoisie tendra probablement à intensifier au maximum ces deux fonctions défensives qui ne sont pas incompatibles, mais parallèles. Elle affichera la politique démocratique et même social-démocrate la plus audacieuse, tout en lâchant les groupes d'assaut

de la contre-révolution sur le prolétariat pour le terroriser. Mais c'est là un autre aspect de la question qui sert seulement à montrer combien l'antithèse entre fascisme et démocratie parlementaire est dépourvue de sens, comme l'activité électorale du fascisme suffit d'ailleurs à le prouver.

Il n'est pas nécessaire d'être un aigle pour devenir un parti électoral et parlementaire. Il n'est pas non plus nécessaire de résoudre le difficile problème de l'élaboration d'un programme «nouveau». Jamais le fascisme ne pourra formuler sa raison d'être dans des tables programmatiques, ni s'en former une conscience exacte, puisqu'il est lui-même le produit du dédoublement du programme et de la conscience de toute une classe et puisque, s'il devait parler au nom d'une doctrine, il devrait rentrer dans le cadre historique du libéralisme traditionnel qui lui a confié la charge de violer sa doctrine «à usage externe» tout en se réservant celle de la prêcher comme par le passé.

Le fascisme n'a donc pas su se définir lui-même au Congrès de Rome et jamais il n'apprendra à le faire (sans pour cela renoncer à vivre et à exercer sa fonction) puisque le secret de sa constitution se résume dans la formule: l'organisation est tout, l'idéologie n'est rien, qui répond dialectiquement à la formule libérale: l'idéologie est tout, l'organisation n'est rien.

Après avoir sommairement démontré que la séparation entre doctrine et organisation caractérise les partis d'une classe décadente, il serait très intéressant de prouver que la synthèse de la théorie et de l'action est le propre des mouvements révolutionnaires montants, proposition corollaire qui répond à un critère rigoureusement réaliste et historique. Ce qui, si on fait acte d'espoir, conduit à cette conclusion que quand on connaît l'adversaire et les raisons de sa force mieux qu'il ne se connaît lui-même, et que l'on tire sa propre force d'une conscience claire des buts à atteindre, on ne peut pas ne pas vaincre!

Le programme fasciste

(«Il comunista» du 27 novembre 1921)

En même temps que le manifeste du parti, le quotidien fasciste a publié un article destiné (ainsi qu'une série d'autres) à défendre le mouvement contre l'accusation de n'avoir ni programme ni idéologie ni doctrine qui a été portée de toutes parts contre lui. Le leader fasciste répond à ce chœur de reproches avec une certaine irritation: Vous réclamez de nous un programme? Vous le réclamez de moi? Il ne vous semble pas que j'aie réussi à le formuler dans mon discours de Rome? et il trouve une parade non dépourvue de valeur polémique: les mouvements politiques qui disent avoir été déçus dans leur attente auraient-ils donc eux-mêmes un programme? Après quoi, il établit deux choses: premièrement, c'est justement parce que les partis bourgeois et petits-bourgeois n'ont pas de programme qu'ils en attendaient un du fascisme; deuxièmement, son manque de programme ne doit pas être reproché au fascisme, car il constitue un élément important pour comprendre et définir sa nature.

Le directeur du quotidien fasciste prétend ensuite montrer que si le fascisme n'a ni tables programmatiques ni canons doctrinaux, c'est parce qu'il relève de la tendance la plus moderne de la pensée philosophique, des théories de la relativité qui, selon lui, auraient fait table rase de l'historicisme (1) pour affirmer la valeur de l'activisme absolu. Cette découverte du Duce prête largement le flanc à la plaisanterie: depuis de nombreuses années, il n'a jamais fait que du relativisme par intuition, mais, demandons-nous, quel est le politicien qui ne pourrait en dire autant et revendiquer l'étiquette de «relativiste pratique»? Mieux vaut relever que cette application du relativisme, du scepticisme et de l'activisme à la politique n'a rien de nouveau. C'est au contraire un repli idéologique très courant qui s'explique objectivement par les exigences de la défense de la classe dominante comme le matérialisme historique nous l'enseigne. A l'époque de sa décadence, la bourgeoisie est devenue incapable de se tracer une voie (c'est-à-dire non seulement un schéma de l'histoire, mais aussi un ensemble de formules d'action); c'est pourquoi, pour fermer la voie que d'autres classes se proposent d'emprunter dans leur agressivité révolutionnaire, elle ne trouve rien de mieux que de recourir au

(1) C'est-à-dire de la doctrine selon laquelle l'histoire obéirait à des lois.

scepticisme universel, philosophie caractéristique des époques de décadence. Laissons de côté la doctrine de la relativité d'Einstein, qui concerne la physique... Son application à la politique et à l'histoire de notre malheureuse planète ne pourrait avoir d'effets bien sensibles: si l'on songe que cette doctrine corrige l'évaluation du temps en fonction de la vitesse de la lumière et que le temps mis par un rayon lumineux à parcourir les plus longues distances mesurables sur notre globe est inférieur à un vingtième de seconde, on comprend que la chronologie des événements terrestres n'en serait aucunement affectée. Que nous importe de savoir si Mussolini fait du relativisme par intuition depuis dix ans ou bien depuis dix ans plus un vingtième de seconde?

Mais les applications du relativisme et de l'activisme philosophique à la politique et à la praxis sociale sont une vieille histoire et elles constituent un symptôme d'impuissance fonctionnelle, tout simplement. La seule application logique de ces doctrines à la vie sociale réside dans le je-m'en-foutisme subjectif des individus; sans programmes de réforme et de révolution de la société, plus de grandes organisations collectives: il ne reste plus que l'action des particuliers et, tout au plus, de groupes limités indépendants et doués du maximum d'initiative.

Les deux formes bien connues de révision du marxisme, le réformisme et le syndicalisme, ont été sceptiques et relativistes, en parfaite logique avec elles-mêmes. Bernstein a dit bien avant Mussolini que le but n'est rien et que l'action, le mouvement, est tout. On essayait d'enlever au prolétariat la vision d'un but final et en même temps on lui enlevait aussi la conception unitaire de la classe qui implique la lutte en fonction d'une orientation unique. On réduisait ainsi le socialisme à la lutte de groupes disparates, pour des buts contingents, avec un éventail illimité de méthodes, c'est-à-dire à ce «mobilisme» que le Duce invoque aujourd'hui. C'est une attitude identique qui a donné naissance au syndicalisme. La critique relativiste semble considérer que le système qui parle à la classe ouvrière de l'unité de son mouvement dans le temps et dans l'espace n'est qu'une vieilleries mille fois réfutée et enterrée. Mais cette critique qui se présente jour après jour comme «nouvelle» n'est elle-même qu'un rabâchage fatigué de petits-bourgeois; elle ressemble à l'élégant scepticisme religieux des derniers aristocrates qui, à la veille de la grande révolution bourgeoise, n'avaient plus la force de lutter pour la conservation de leur propre classe; dans un cas comme dans l'autre, ce sont là les symptômes de l'agonie.

De par sa nature, le fascisme n'a, par contre, aucun droit à se réclamer du relativisme. Tout au contraire, on pourrait dire qu'il représente les ultimes efforts de la classe dominante actuelle pour se donner des lignes de défense sûres et pour soutenir son droit à la vie face aux attaques révolutionnaires. C'est un historicisme négatif, mais un historicisme tout de même. Le fascisme possède une organisation unitaire d'une indiscutable solidité, l'organisation de toutes les forces décidées

à défendre désespérément par l'action des positions depuis longtemps théorisées: voilà pourquoi il apparaît non pas comme un parti apportant un programme nouveau, mais comme une organisation luttant pour un programme qui existe depuis longtemps, celui du libéralisme bourgeois.

L'agnosticisme à l'égard de l'Etat bourgeois dont le manifeste du parti fasciste semble témoigner ne doit ni ne peu induire en erreur. En déduire que pour la pensée et la méthode fascistes, la notion d'Etat elle-même n'est pas une «catégorie fixe» serait faire un jeu de mots dépourvu de sens. Le fascisme met en effet l'Etat et sa fonction en rapport avec une nouvelle catégorie riche d'un absolutisme non moins dogmatique qu'aucun autre: la Nation. La majuscule qu'il a enlevée au mot Etat, le fascisme l'ajoute au mot nation. Comment la volonté et la solidarité nationales pourraient bien ne pas être des expressions «historicistes» et «démocratiques», voilà ce que les philosophes du fascisme devraient nous expliquer! Et il leur faudrait pour cela expliquer la prétendue différence existante entre leur principe suprême, la Nation, et la réelle organisation actuelle de l'Etat.

En réalité le terme de «Nation» équivaut tout simplement à l'expression bourgeoise et démocratique de souveraineté populaire, souveraineté dont le libéralisme prétend qu'elle se manifeste dans l'Etat. Le fascisme n'a donc fait qu'hériter des notions libérales, et son recours à l'impératif catégorique de la Nation n'est qu'une manifestation de plus de la duperie classique consistant à dissimuler la coïncidence entre Etat et classe capitaliste dominante. Il suffit d'une critique superficielle pour démontrer, premièrement, que la Nation du manifeste fasciste est indiscutablement une «catégorie» et qu'elle a dans l'idéologie une valeur tellement absolue que celui qui ose blasphémer contre elle est condamné au sacrifice expiatoire... de la bastonnade; et deuxièmement, que cette Nation n'est rien d'autre que la bourgeoisie et le régime qu'elle défend, c'est-à-dire l'anti-catégorie de la révolution prolétarienne. Beaucoup de mouvements petits-bourgeois qui prennent des attitudes pseudo-révolutionnaires - et qui, aujourd'hui, aussi paradoxal que cela puisse sembler, convergent tous vers le fascisme - se prévalent eux aussi de l'épithète «nationale». Il serait impossible de comprendre pourquoi la Nation réside dans le mouvement des volontaires fascistes plutôt que dans la masse désorganisée (ou organisée dans d'autres minorités) qui est leur ennemie naturelle si le concept de Nation ne dissimulait pas les mêmes éléments qui nous conduisent, nous marxistes, à établir que l'Etat bourgeois, qui parle au nom de tous, est une organisation minoritaire pour l'action d'une minorité: la bourgeoisie. L'hésitation de la puissante organisation des volontaires fascistes face à l'organisation étatique ne dénote pas une indépendance de mouvement de leur part, mais seulement l'existence d'une division des fonctions conforme aux exigences de la conservation bourgeoise. C'est parce qu'il faut que l'Etat garde le droit de se présenter comme l'expression démocratique des intérêts de tous que

cette milice de classe doit nécessairement se former en dehors de lui; et celle-ci ose à son tour si peu être cohérente avec les philosophies qu'elle affiche qu'au lieu de se présenter comme l'expression d'une élite, elle réduit son programme à un vague «nominalisme» qui a en outre la propriété d'être démocratique au sens traditionnel et vulgaire: la Nation.

Le relativisme domine dans les couches bourgeoises dévirilisées et résignées à la défaite auxquelles leur propre désorganisation prouve que la pensée et la domination bourgeoises ont fait faillite. Mais l'organisation unitaire qui regroupe et encadre les ultimes capacités de lutte de la bourgeoisie montre que les forces du passé encore capables de s'unir ne se rassemblent pas sur la base d'un programme à offrir à l'histoire de demain (aucun courant bourgeois, pas même le fascisme, ne peut rien réaliser de pareil) et qu'elles obéissent seulement à la décision instinctive d'empêcher la réalisation du programme révolutionnaire. Si celui-ci avait été battu sur le terrain théorique, s'il n'avait pu réfuter les thèses nouvelles et séduisantes qui brillent dans les articles du leader fasciste et si la bourgeoisie ne flairait en lui un danger, c'est-à-dire la réalité de demain, le Duce pourrait bien licencier ses chemises noires et au nom de la philosophie relativiste et activiste, abolir la discipline immobiliste à laquelle il prétend de plus en plus les astreindre!

Du gouvernement

(«Il comunista» du 2 décembre 1921)

La position des communistes sur toutes les sottises que profèrent à la Chambre les démocrates, les social-démocrates et les socialistes qui se préparent à recommencer la vieille farce du bloc de gauche est extrêmement simple.

Il n'est pas du tout vrai que le fascisme existe parce qu'il n'y a pas de gouvernement capable de le réprimer. C'est un mensonge de faire croire que la formation d'un gouvernement de cette nature et en général le développement des rapports entre l'action de l'Etat et celle du fascisme puisse dépendre de la marche des choses au Parlement. Si un gouvernement fort - c'est-à-dire un gouvernement capable d'imposer la loi actuelle - se constituait, le fascisme entrerait de lui-même en sommeil, parce qu'il n'a pas d'autre but que de faire respecter réellement la loi bourgeoise, loi que le prolétariat tend à démolir, qu'il a commencé à démolir et qu'il continuera à démolir dès que les résistances conservatrices se relâcheront. Pour le prolétariat, les effets du gouvernement fort sont les mêmes que ceux du fascisme: le maximum de duperie.

Apportons quelques éclaircissements à ces trois affirmations que nous opposons au jeu nauséabond de cette «gauche» politique qui se forme dans les contacts et marchandages obscènes du Parlement et à laquelle nous renouvelons de tout coeur l'expression du dégoût qu'elle nous inspire et qui est mille fois supérieur à celui que méritent tous les réactionnarismes, cléricatismes et national-fascismes d'hier et d'aujourd'hui.

L'Etat bourgeois, dont la puissance effective ne réside pas dans le parlement, mais dans la bureaucratie, la police, l'armée, la magistrature, n'est aucunement mortifié d'être supplanté par l'action sauvage des bandes fascistes. On ne peut pas être contre quelque chose qu'on a préparé et qu'on défend. Quel que soit le groupe de pitres installé au pouvoir, la bureaucratie, la police, l'armée et la magistrature sont donc pour le fascisme qui est leur allié naturel.

Pour éliminer le fascisme, il n'y a pas besoin d'un gouvernement plus fort que l'actuel: il suffirait que l'appareil d'Etat cesse de le soutenir. Or l'appareil d'Etat préfère employer contre le prolétariat la force du fascisme, qu'il soutient indirectement, plutôt que sa propre force, et il y a cela des raisons profondes.

Nous, communistes, nous ne sommes pas bêtes au point de réclamer un «gouvernement fort». Si nous croyions qu'il suffit de demander pour obtenir, nous réclamerions au contraire un gouvernement vraiment faible: ainsi l'Etat et sa formidable organisation seraient impuissants à intervenir dans le duel entre blancs

et rouges. Alors les démocrates à la Labriola (1) verraient bien qu'il s'agit d'une véritable guerre civile et le Duce, qu'il n'est pas vrai que ses victoires soient dues au «bas matérialisme» des travailleurs. Du «gouvernement fort», c'est nous, communistes, qui leur en donnerions ensuite, aux uns comme à l'autre. Mais l'hypothèse est absurde.

Le fascisme est né de la situation révolutionnaire. Révolutionnaire parce que la baraque bourgeoise ne fonctionne plus, parce que le prolétariat s'est déjà mis à lui porter les premiers coups. La démagogie vulgaire et l'incomparable bassesse des faux chefs prolétariens de diverses nuances qui sont dans le parti socialiste ont saboté la marche en avant du prolétariat. Mais cela ne change rien au fait que la classe ouvrière révolutionnaire d'Italie a fièrement pris l'initiative de l'attaque contre l'Etat bourgeois, le gouvernement, l'ordre capitaliste, c'est-à-dire contre la loi qui préside à l'exploitation des travailleurs.

La situation peut changer, la crise capitaliste s'aggraver ou s'atténuer momentanément, le prolétariat devenir plus agressif ou succomber aux coups de l'ennemi et se laisser disperser par les infâmes socialistes, autant d'hypothèses dont nous n'avons pas à dire ici quelle est la plus probable. C'est de ces modifications, en tout cas, que dépend le changement de fonction du fascisme par rapport à l'organisation étatique. Si le prolétariat est battu, n'importe quel gouvernement fera automatiquement figure de «gouvernement fort», et les bandes fascistes pourront s'adonner au football ou à l'adoration des codes sacrés du droit en vigueur. Si le prolétariat repart à l'attaque, le petit jeu de l'alliance secrète entre les libéraux du gouvernement et les formations fascistes continuera pendant quelques temps, avec un ministère Nitti, ou Modigliani (2) peut-être; mais le moment où les fascistes et les blocs démocrates du bloc de gauche se mettront d'accord sur le fait - parfaitement exact - que le seul ennemi de l'ordre actuel est le prolétariat révolutionnaire ne tardera pas, et alors il agiront ouvertement ensemble pour le triomphe de la contre-révolution.

L'évolution de ces phénomènes sociaux et historiques n'a rien à voir avec la parade actuelle des idiots et des gredins du Parlement. La constitution de la «gauche bourgeoise» qui, sur 150 députés, compte 145 candidats à des postes de ministres, n'aura aucune influence sur cette évolution, et c'est au contraire celle-ci qui pourrait bien conduire au pouvoir un quelconque Dugoni, un Vavirca ou

(1) Arturo Labriola: socialiste d'abord, puis théoricien des **syndicalistes** révolutionnaires, devint finalement ministre du Travail dans le gouvernement Giolitti de 1920.

(2) Emanuele Modigliani était un député socialiste de l'aile réformiste, très représentatif de ce courant avec Turati et Treves; Dugoni et Vavirca, qui sont cités plus loin, étaient également des députés «turatiens». Nitti, démocrate fut premier ministre d'août 1919 à janvier 1920; généralement considéré comme un «concurrent» de Giolitti dans le gouvernement de la démocratie d'après-guerre, courtisé comme démocrate «de gauche» par les réformistes, il institua la Garde Royale à l'automne 1919. (Comme de juste, tous quatre devinrent «antifascistes» en 1924).

autres personnages du même acabit, défaitistes jusqu'à la moelle quand il s'agit des intérêts prolétariens, et que les travailleurs ont le tort d'élire et de prendre au sérieux quand ils se répandent en jérémiades sur les violences fascistes.

Pour prétendre, comme le critique subtil qu'est Labriola, qu'on peut arriver à un gouvernement capable de désarmer le fascisme et de rendre à l'Etat sa fonction de seul défenseur de l'ordre par de simples manoeuvres parlementaires, il faut être poussé par le carriérisme politique le plus vulgaire, tant l'affirmation est stupide. Admettons pourtant un instant que ce soit vrai, qu'en résulterait-il pour le prolétariat? Une duperie, répétons-le. La plus solennelle des duperies.

Il fut un temps où le jeu de la gauche s'opposait à celui de la droite bourgeoise parce que cette dernière usait de moyens coercitifs pour maintenir l'ordre, tandis qu'elle, elle entendait le maintenir par des moyens libéraux. Aujourd'hui, l'époque des moyens libéraux est close et le programme de la gauche consiste à maintenir l'ordre avec plus d'«énergie» que la droite. On fait avaler cette pilule aux travailleurs sous le prétexte que ce sont des «réactionnaires» qui perturbent l'ordre et que ce sont les bandes armées de Mussolini qui feraient les frais de l'«énergie» du gouvernement de la gauche. Mais comme le prolétariat a pour mission de le détruire, votre ordre maudit; pour instaurer le sien, il n'a pas de pire ennemi que ceux qui proposent de le défendre avec le maximum d'énergie.

Si l'on pouvait croire au libéralisme, le prolétariat exigerait de la bourgeoisie un gouvernement libéral afin de pouvoir instaurer sa dictature avec un sacrifice moindre. Mais il serait coupable de donner aux masses une telle illusion. Les communistes dénoncent donc le programme de la «gauche» comme une fraude, aussi bien quand elle gémit sur les libertés publiques violées que quand elle se lamente que le gouvernement n'est pas assez fort. La seule chose dont on puisse se réjouir est qu'à mesure que cette fraude se dévoile plus nettement, le libéral apparaît davantage comme un gendarme; même s'il endosse l'uniforme pour arrêter Mussolini, il reste toujours un gendarme. Il n'arrêtera certainement pas Mussolini, mais il montera la garde pour protéger l'ennemi de la classe ouvrière: l'Etat actuel. Nous ne sommes donc ni pour le gouvernement faible, ni pour le gouvernement fort; ni pour celui de droite, ni pour celui de gauche. On ne nous fait pas avaler ces distinctions à effet purement parlementaire. Nous savons que la force de l'Etat bourgeois ne dépend pas des manoeuvres de couloir des députés et nous sommes pour un seul gouvernement: le gouvernement révolutionnaire du prolétariat. Nous ne le demandons à personne, nous le préparons contre tous, au sein même du prolétariat.

Vive le gouvernement fort de la révolution!

Le rapport des forces sociales et politiques en Italie

(«Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921.
La fin n'a pas pu paraître en raison des événements politiques)

Quand on se demande si l'Etat italien actuel est un Etat typiquement bourgeois ou au contraire un Etat arriéré par rapport aux Etats capitalistes modernes, on est naturellement amené à chercher la réponse dans une étude du jeu des forces sociales, des partis et des formes constitutionnelles, et à suivre ces facteurs dans leur développement historique.

Avant de tenter de rassembler les éléments d'une réponse, nous voulons élucider une question de méthode qui nous semble la condition préjudicielle d'une telle recherche. En effet, si nous cherchions dans le monde un modèle d'Etat libéral, nous constaterions bien vite que certains caractères qui nous faisaient considérer certains Etats comme typiquement modernes ont évolué au cours des événements récents de façon à donner à ces Etats une physionomie que l'on pourrait superficiellement juger pré-bourgeoise. C'est surtout le cas quand on considère la politique intérieure, le degré de liberté accordé à la population ou à certaines de ses couches, mais aussi la politique militaire et les rapports avec l'extérieur en général et les colonies en particulier. Nous concluons donc que pour définir l'Etat bourgeois moderne, il faut d'abord établir quels sont les caractères que notre doctrine marxiste attribue à ce type historique d'Etat.

L'interprétation marxiste est fondamentalement inconciliable avec la théorie orthodoxe de l'Etat et ce qui prouvera la justesse de notre système critique sera précisément sa capacité d'expliquer l'ensemble du développement historique, chose à laquelle cette dernière est pour sa part impuissante.

Cette considération élémentaire nous amène à faire une autre distinction très utile pour la préparation du bagage de notions et d'arguments qui nous est nécessaire dans notre action politique quotidienne. La critique théorique est un travail pour ainsi dire intérieur qui guide notre Parti; c'est elle qui nous permet d'évaluer exactement nos forces et celles de l'adversaire, ainsi que les développements probables de la situation, faute de quoi il serait impossible de prendre la moindre décision tactique et pratique. Or dans le domaine de la critique théorique, nous devons nous attacher à une étude objective et scientifique des

différents facteurs faite selon les critères que nous fournit notre méthode marxiste. Mais établir les vérités qui nous guideront est tout autre chose qu'élaborer les mots d'ordre dont tout parti se sert pour gagner à sa cause les éléments qui lui restent extérieurs et qui ne sont pas encore capables d'employer la méthode critique propre au parti. Pourtant les deux choses sont étroitement liées et on peut établir que les mots d'ordre de propagande extérieure ont une influence même sur les adhérents du parti, auxquels on ne peut évidemment pas demander de passer un examen de science marxiste. On pourrait même chercher à établir dans quelles couches du parti, quels organes intérieurs et aussi quelles occasions, il convient de faire oeuvre critique plutôt qu'oeuvre de prosélytisme et inversement, mais nous n'entendons pas ouvrir ici cette digression.

Dans nos «mots d'ordre de propagande», donc, et dans l'arsenal des arguments que nous employons pour conquérir les adversaires ou les indifférents, nous n'appliquons pas de façon immédiate, directe, scolastique, les thèses établies par notre critique, aussi convaincus que nous soyons de leur exactitude. Nous appliquons au contraire un procédé dialectique qui doit conduire progressivement et de la façon la plus utile possible les plus larges masses à une conscience conforme à l'orientation marxiste, tout en nous efforçant d'utiliser leur action dans un sens utile à la révolution.

Si l'on voulait obtenir ce résultat indépendamment des directives fondamentales que nous fournit la critique théorique, ou si au cours de l'action, on perdait de vue l'originalité de celle-ci on provoquerait, comme ce fut déjà trop souvent le cas de partis prolétariens, une dégénérescence non seulement de la propagande, mais de l'action elle-même. Sans donc jamais renoncer à établir clairement nos principes critiques, nous devons choisir avec la perspicacité qui s'impose les arguments qui, dans un premier stade, ont prise sur les masses. C'est précisément alors qu'il nous arrive parfois de prendre comme point de départ de notre polémique non point notre doctrine, mais celle de l'adversaire, incitant la masse à exiger de lui qu'il réalise ses promesses et qu'il accorde les avantages qui, selon lui, résulteraient de l'application de son programme politique et social. Il est bien évident, en effet, que c'est la contradiction existant entre sa doctrine et sa pratique, ses promesses et ses actes qui provoquera la défaite de notre adversaire parce qu'elle détachera de lui ceux qui avaient cru à ses déclarations et que, grâce à notre propagande, ils pourront adhérer au communisme

Nous avons des exemples quotidiens de cette méthode et les exemples de sa dégénérescence sont malheureusement très fréquents. C'est, entre autres, le cas lorsque, sous prétexte qu'il serait absurde de mener une campagne philosophique contre les doctrines religieuses et de heurter de front le fanatisme des croyants, on se limite à une critique anti-cléricale vulgaire montrant que les prêtres eux-mêmes trahissent continuellement leur foi. Il en va de même quand, dans une campagne contre une guerre donnée, on se contente de réfuter la thèse selon laquelle cette guerre présenterait des avantages pour la nation au lieu de critiquer le concept même de nation du point de vue prolétarien, chose évidemment plus difficile.

Pourtant, si nous oublions jamais que nous devons défendre nos positions communistes dans leur intégralité si nous voulons que les masses qu'influencent nos mots d'ordre s'orientent réellement vers le communisme, nous finirions par y renoncer nous-mêmes et même par les renier. C'est ainsi qu'au lieu de développer une action et une propagande marxistes, c'est-à-dire de combattre toutes les conceptions bourgeoises, religieuses, nationalistes et démocratiques, les neuf dixièmes des militants socialistes se sont transformés en un chœur de pleureuses se lamentant sur les contradictions des prêtres, des gouvernants et des démagogues infidèles à leurs promesses. Et c'est ainsi que le mouvement socialiste traditionnel a fini par tenter de sauver les idéologies bourgeoises de la banqueroute au lieu de profiter de celle-ci pour aller victorieusement de l'avant.

Si nous voulons résoudre la question que nous avons posée au début, nous ne devons donc pas chercher si l'Etat italien réalise pratiquement les postulats de la doctrine libérale, car c'est là une question purement polémique destinée à soustraire à son influence ceux qui y croient encore et à laquelle on ne peut évidemment répondre que par la négative. Pour reprendre notre distinction, nous devons au contraire comparer les caractéristiques de l'Etat italien avec celles que notre doctrine marxiste reconnaît à l'Etat bourgeois en général. Cela nous conduira à constater que l'attitude de l'Etat italien est en contradiction avec les tâches que le libéralisme bourgeois assigne à l'Etat, mais alors ce résultat s'encadrera dans notre critique marxiste d'ensemble qui démontre précisément que la méthode libérale ne fait que dissimuler la véritable nature de l'Etat bourgeois.

La genèse historique de l'Etat italien nous semble présenter toutes les caractéristiques accompagnant la naissance du régime démocratique moderne. En général, lorsque celui-ci apparaît, marquant la victoire de la bourgeoisie industrielle et commerçante et des couches sociales qui l'appuient contre le pouvoir de l'aristocratie féodale, cléricale et absolutiste, il n'existe encore que des noyaux de capitalisme dans l'économie. En Italie, pendant le Risorgimento, c'est-à-dire dans les années qui vont de 1821 à 1870 où a eu lieu une série de tentatives, réussies ou non, visant à substituer l'Etat unitaire et libéral aux vieux régimes, soit par la guerre civile, soit par l'expansion territoriale, l'économie moderne est certainement beaucoup moins développée que dans d'autres pays; mais nous ne devons pas oublier que l'Italie est aussi en retard par rapport à l'Angleterre, l'Amérique et la France en ce qui concerne l'introduction de la démocratie politique. L'importation mécanique de républiques à la française en 1799 n'a eu, en effet, qu'une importance limitée. La véritable première révolution bourgeoise italienne n'a donc eu lieu qu'à un stade ultérieur, coïncidant avec une affirmation du régime bourgeois qui, dans une grande partie de l'Europe, a revêtu des aspects révolutionnaires en 1830 et 1848. D'autre part, si pour un ensemble de raisons sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici, le capitalisme ne s'est pas développé aussi vite en Italie qu'ailleurs au XIXème siècle, cela ne doit pas nous faire oublier le fait que le capitalisme commercial y est apparu à une époque très antérieure et qu'à cette époque déjà, le capitalisme manufacturier y avait une notable extension.

En Italie, la révolution libérale a été appuyée par quelques familles aristocratiques, mais cela ne constitue pas une exception et s'était déjà produit dans d'autres révolutions bourgeoises. La lutte contre le féodalisme y a par ailleurs joué un rôle essentiel, même si elle n'a pas eu des caractères aussi évidents que dans les pays où existait un Etat national qui rendait plus clairs les termes du problème; par contre l'Italie a connu une campagne caractérisée contre les privilèges économiques et en particulier fonciers du clergé.

En Italie comme ailleurs, c'est le prolétariat naissant qui a fourni ses troupes à la révolution bourgeoise sans toutefois avoir cette physionomie propre qu'il a présentée dans d'autres pays, mais qui n'a commencé à se dessiner qu'à un stade plus avancé de la lutte visant à briser toutes les résistances des vieux régimes et à asseoir définitivement la démocratie.

Le programme politique et idéologique du Risorgimento italien coïncide parfaitement avec le contenu de la révolution libéral-démocratique, qui a même trouvé, si l'on veut, une meilleure expression doctrinale en Italie qu'ailleurs. A ce programme correspondent le mouvement d'indépendance nationale, la lutte typique contre le clergé, les doctrines religieuses et contre les privilèges et les mœurs de la noblesse. On y trouve toutes les revendications d'ensemble du libéralisme: constitutions parlementaires, liberté de culte, de presse, d'association, etc...

A partir de 1859, les gouvernements qui sont à la tête de l'Etat italien et qui émigrent de Turin à Florence et à Rome sont dans les mains de partis qui se placent sur le terrain de la doctrine libérale: une droite et une gauche parlementaires se forment, mais les problèmes qui les opposent ne sont pas d'importance fondamentale, et l'orthodoxie libérale est peut-être encore majeure dans la droite. Les partis de l'Ancien Régime - partis absolutistes, cléricaux revendiquant le pouvoir temporel de l'Eglise, partisans des Bourbons, des Autrichiens et réactionnaires en général - disparaissent sans s'être réconciliés avec les nouvelles institutions, et la bourgeoisie instaure une véritable dictature révolutionnaire, ce qui correspond parfaitement à sa différenciation sociale imparfaite et constituait même une nécessité résultant de celle-ci.

Il serait absolument erroné de tracer le schéma suivant: l'Etat unitaire italien s'appuie sur deux forces sociales nettement distinctes, même dans leur politique gouvernementale, bien que toutes deux alliées: la bourgeoisie du Nord et la classe féodale et terrienne dominant dans le Sud. Les rapports qui se sont créés entre le Nord et le Sud dans l'appareil de gouvernement en Italie doivent être jugés moins superficiellement. Commençons par observer qu'une grande partie de la droite classique est venue de la bourgeoisie industrielle et commerçante du Piémont et de la Lombardie, et qu'une grande partie de la gauche provint des collègues parlementaires du Sud.

En réalité, en Italie du Sud, le féodalisme n'était pas assez puissant pour opposer une grande résistance à la révolution bourgeoise. Formée surtout de propriétaires moyens, la classe dirigeante méridionale s'adapta facilement au

régime parlementaire et n'eut pas de mal à y intégrer une activité sociale et politique encore embryonnaire et terne au point de se réduire à des luttes de partis purement locaux. Si le Sud ne connaît pas aujourd'hui de lutte ouverte entre bourgeoisie et prolétariat, il n'a pas connu davantage de lutte ouverte entre féodalisme et bourgeoisie. Il n'a pas imprimé au nouvel Etat des caractères réactionnaires: il a seulement fourni à l'appareil parlementaire de gouvernement une matière sociale malléable, très facile à utiliser et à influencer par la pratique à grande échelle du favoritisme administratif.

Entre les intérêts économiques du Sud agraire et du Nord industriel, il existe une antithèse évidente puisqu'elle se reflète dans la politique douanière, mais cela ne suffit pas pour conclure à un net dualisme au sein de la classe qui a traditionnellement gouverné l'Italie. Il faut, en effet, tenir compte du fait que certaines mesures de protection douanière favorisent aussi les cultivateurs (sucres - alcools), qu'en réalité, la majeure partie de la production agricole provient du Nord et non du Sud, et que dans la question du protectionnisme, c'est plutôt l'opposition d'intérêts entre la masse des consommateurs prolétariens et semi-prolétariens, d'une part et d'autre part, certaines catégories d'ouvriers industriels qui joue, le rapport existant entre les uns et les autres variant beaucoup du Nord au Sud. Si les attitudes politiques des partis constitutionnels varient elles aussi géographiquement, cela tient à cette situation, et elles correspondent beaucoup plus à des préoccupations de démagogie électorale qu'à un réel conflit d'intérêts au sein de la classe dominante elle-même.

D'autre part, le libre-échange (qui en Italie a été défendu par la droite libérale, même quand elle représentait la classe dirigeante du Nord, comme aujourd'hui) n'est certainement pas une thèse pré-capitaliste, même s'il correspond à un stade de développement économique que les pays les plus avancés ont dépassé au cours des dernières décennies. Il ne peut donc en aucun cas prouver que ce ne sont pas des classes bourgeoises qui ont constitué l'Etat italien.

En conclusion, nous pouvons donc dire que le rapport des forces économiques, sociales et politiques qui existait à l'époque de la formation de l'Etat actuel autorise à définir ce dernier comme un régime pleinement bourgeois, libéral et démocratique.

*
* *

Par sa structure, c'est-à-dire sa théorie et son droit constitutionnels, l'Etat italien répond à la nature historique de l'Etat libéral. Si au lieu de considérer les rapports réels au sein de l'appareil d'Etat, on commettait l'erreur de partir des schémas constitutionnels du libéralisme qui s'efforce de survivre à sa banqueroute historique, ou si l'on comparait la constitution italienne à celle d'autres pays, on pourrait certes en faire des critiques. Du point de vue démocratique, les constitutions américaine, française et suisse, par exemple, sont plus audacieuses; mais qui donc irait prétendre que l'Etat anglais mérite moins que l'Etat italien le nom d'Etat bourgeois moderne, sous le prétexte qu'il conserve un cérémonial aristo-

cratique archaïque et même médiéval en certains cas?

Dans la constitution traditionnelle de l'Etat italien, on trouve tout ce qui permet de reconnaître un mécanisme libéral; dans la seconde moitié du siècle dernier, il s'est en effet parfaitement adapté à la pratique des gouvernements parlementaires, évoluant dans un sens nettement démocratique dans les premières années de ce siècle et pratiquant une politique de gauche décidée face au mouvement ouvrier grandissant jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

Si nous considérons la politique intérieure (ou plutôt de police interne) de l'Etat italien, nous y trouverons sans doute des épisodes de réactions et de répressions brutales contre les mouvements populaires et subversifs, mais c'est précisément aussi le cas de tous les Etats bourgeois contemporains. La véritable erreur serait de considérer l'adoption de mesures policières brutales comme une politique de «droite» au sens bourgeois du terme, car ce serait adopter sans s'en rendre compte la théorie adverse qui prétend que le régime démocratique défend réellement les droits et les libertés de tous les citoyens.

Reconnaissant le caractère démocratique achevé des institutions et des bases sociales de l'Etat italien, nous considérons au contraire qu'il n'est rien d'autre qu'un parfait instrument de classe permettant au patronat de défendre ses intérêts par tous les moyens, et nous ne nous étonnons donc pas qu'il tourne ses armes contre la population prolétarienne et semi-prolétarienne chaque fois que celle-ci donne des signes de mécontentement.

A la fin du siècle dernier, l'Italie a connu une vague de mouvements populaires qui se sont étendus à toute la péninsule et ont culminé dans les événements de 1898 (1). Ces mouvements ne constituaient pas encore une véritable action de classe, mais une étape importante dans la formation du mouvement révolutionnaire du prolétariat italien. La bourgeoisie se divisa sur l'attitude à prendre et ce fut la droite qui l'emporta. Un gouvernement présidé par un général exerça des pouvoirs exceptionnels et déclencha une réaction policière et judiciaire féroce. Mais plus que la prédominance d'une fraction de la classe dominante sur une autre, il s'agissait d'un conflit de méthodes, d'une expérimentation des systèmes de défense du régime. Ce ne sont pas les représentants traditionnels du libéralisme italien classique qui auraient fait une telle expérience de pur style bourbonnien ou autrichien. Le gouvernement responsable de cette réaction tomba aux élections suivantes à cause des votes de la gauche bourgeoise elle-même, et la période des gouvernements démocratiques de gauche commença. La nouvelle méthode est représentée par un homme: Giolitti; mais l'ancienne méthode avait été représentée par un homme du même bord, c'est-à-dire de la gauche bourgeoise: Crispi. Ils représentaient aussi tous deux la même politique extérieure, celle de la Triple Alliance. Nous ne sommes donc pas en présence d'un dualisme social de l'Etat italien, mais d'une recherche des meilleures méthodes de défense par la bourgeoisie face à la naissance du mouvement prolétarien syndical et socialiste qui

(1) Cf. note page 40.

bouleversait les critères du libéralisme classique.

Etat de la classe bourgeoise, le régime italien agit historiquement comme défenseur des intérêts bourgeois. Dans d'autres pays, ceux-ci sont mieux définis et surtout plus puissants, mais les conditions spéciales de l'Italie ont, à notre avis, permis une expérience plus complète des fonctions de classe de l'Etat de la bourgeoisie, jusqu'aux derniers événements d'après-guerre qui, à notre modeste avis, et comme nous allons maintenant le voir, ne sont pas un retour au passé, mais un exemple anticipé des formes que prendra la lutte politique dans les phases les plus avancées de l'évolution du monde capitaliste.

On ne peut même pas prétendre sérieusement que des forces non-démocratiques telles que la cour, la noblesse, les officiers de grade supérieur, les hauts-magistrats et la haute-bureaucratie en général aient exercé une influence décisive sur le mécanisme de l'Etat italien. Il est évident que ces milieux ont fourni des éléments de poids pour la défense du régime bourgeois, mais leur fonction historique ne fut en rien différente de celle de toutes les autres institutions. A l'époque du passage à la méthode démocratique de gauche dont l'anticléricalisme fut un des symptômes, la franc-maçonnerie conquiert une influence décisive dans ces milieux.

Les forces catholiques elles-mêmes ou bien n'ont exercé aucune influence sur l'Etat bourgeois du fait de leur attitude d'ennemies irréconciliables à son égard (qui par contraste donnait une teinte jacobine à tous les fonctionnaires de l'Etat, à commencer par le monarque) ou bien, dans la mesure où elles sont entrées dans le mouvement social et politique, ont été plutôt à gauche qu'à droite des partis traditionnels, quoi qu'il ait pu sembler à l'époque où l'anticléricalisme atteignit son paroxysme.

*
* *

Nous avons déjà évoqué plus haut l'époque du gouvernement ultra-démocratique. A cette époque, la bourgeoisie italienne se pose le problème de la tactique de classe à adopter face au mouvement ouvrier. Elle se trouve, en effet, dans des conditions délicates, car s'il est vrai que l'industrie n'est alors que peu développée, il existe dans la vallée du Pô un mouvement très important de salariés agricoles à tendances socialistes; mais il existe aussi en Italie un groupe d'hommes d'Etat bourgeois libres des préjugés traditionnels et prêts à se poser le problème avec tout le cynisme possible.

La théorie libérale répugne à admettre l'organisation syndicale parce qu'en économie, elle est hostile à tout monopole susceptible de limiter le jeu de la concurrence. Mais au cours de son évolution, le capitalisme devient lui-même syndical et monopoliste, et il voit dans le monopole et l'impérialisme l'issue qui lui permettra de retarder la lutte de principe contre le mouvement ouvrier qu'il suscite irrésistiblement en développant et concentrant ses entreprises. Réduire les citoyens de l'Etat libéral à n'être qu'autant d'unités économiques apparaît dès lors comme une entreprise utopique. Le pouvoir bourgeois doit donc se résigner à

reconnaître aux intérêts analogues le droit de s'associer s'il ne veut pas favoriser le déclenchement immédiat de la lutte révolutionnaire. En reconnaissant le droit d'association, l'Etat bourgeois libéral fait une entorse à sa doctrine, mais il continue à remplir sa fonction de défenseur de la classe bourgeoise. Ce phénomène historique contredit la pure doctrine libérale, mais confirme parfaitement la critique marxiste, qui a maintes fois constaté la faillite des théories économiques bourgeoises. L'Etat ne suffit pas aux citoyens pour défendre leurs intérêts; il n'est pas une forme d'organisation sociale suffisante à tout: pour se défendre, les citoyens doivent se regrouper en fonction de leur situation économique. Par conséquent, l'Etat sert à tout autre chose qu'à ce qu'il prétend, et sa véritable tâche est évidente: elle est de défendre les intérêts de la classe patronale en employant sa propre force, tout en simulant l'impartialité juridique.

Pour la bourgeoisie, le libéralisme est une doctrine à usage externe et interne, mais c'est la force qu'elle possède qui lui permet d'établir sa tactique de gouvernement. Si pour user de cette force, il lui faut violer un principe de cette doctrine, il est logique qu'elle le viole tout en se livrant à mille contorsions pour prouver qu'elle n'a nullement renié celle-ci.

Ceci dit, si l'on entend par méthode démocratique non pas le libéralisme qui s'exprime dans la «déclaration des droits de l'homme et du citoyen», mais la pratique gouvernementale des Etats modernes dans la phase ultérieure, on peut l'identifier à la phase du monopole et de l'impérialisme qui a précédé la première guerre mondiale. Nous allons examiner comment elle s'insère dans la phase actuelle d'offensive économique et politique de la bourgeoisie en étudiant les événements d'Italie.

On pourrait objecter à notre identification entre méthode démocratique et monopolisme impérialiste que l'Italie, qui après 1900 a appliqué cette méthode (que pour éviter toute confusion nous appellerons «démocratique de gauche»), est précisément un pays où le capitalisme n'a évolué qu'avec retard. En réalité, le retard de l'évolution capitaliste en Italie est plus quantitatif que qualitatif. Très tôt, le capital bancaire joue un rôle dans la production de ce pays et par conséquent dans sa vie politique. Dans la période d'avant-guerre, une reprise économique générale a fait suite à des décennies de crise grave. Et c'est précisément parce que, comme nous l'avons souligné, l'aristocratie terrienne féodale et cléricale n'exerce que peu d'influence, que l'Etat peut obéir docilement aux exigences protectionnistes de la bourgeoisie industrielle, qui manoeuvre très bien derrière le paravent de la démagogie avec la complicité du réformisme.

Après la timide tentative de 1898, l'Etat officiel adopte donc dans les premières années du XX^{ème} siècle une attitude de tolérance à l'égard des syndicats prolétariens. Les dirigeants de ces derniers renoncent à toute propagande et toute action subversives en échange de la possibilité qui leur est laissée d'agir dans le cadre légal par des moyens pacifiques. Les bases de la collaboration de classe sont ainsi jetées. Le socialisme évolue à droite tandis que les gouvernements démocratiques de gauche élaborent une législation sociale.

La politique de la classe dirigeante italienne qu'on appelle «giolittisme» constitue selon nous un modèle de politique «démocratique de gauche». Sachant bien que c'est là un moyen sûr de les désarmer, l'Etat conclut sans hésiter un pacte de compromis avec les chefs du prolétariat, et la monarchie se prépare à investir des socialistes de fonctions ministérielles sans que les milieux traditionnalistes fassent la moindre opposition sérieuse. Mais en même temps, le gouvernement bourgeois ne recule pas d'un pouce quand il s'agit de préparer et d'employer les moyens de répression violente qui constituent sa raison d'être. Toute révolte, même embryonnaire, des travailleurs sortant du cadre évangélique des «nouvelles voies au socialisme», que dès cette époque le traître Bonomi avaient décrites dans leurs grandes lignes, est étouffée dans le sang. C'est un épisode de ce genre qui a provoqué les mouvements de juin 1914 à la veille de la première guerre mondiale, mais la grève générale n'a abouti comme toujours qu'à permettre à l'appareil de l'organisation social-démocrate d'emprisonner les masses et de leur fermer la voie à tout succès révolutionnaire. La répression policière fut suivie de sanctions ultra-réactionnaires contre les cheminots, bien que de leurs bancs de ministres les hommes de la démocratie aient hautement reconnu le droit de grève jusque dans les services publics.

Déjà auparavant, le double jeu de la politique démocratique était apparu de façon évidente, se manifestant dans le même contraste. C'est le même ministère Giolitti qui avait élargi les lois réformistes tout en multipliant les fusillades qui, dans le domaine politique, élaborera aussi la grande réforme électorale au moment précis où il déclenchait la guerre de Libye, acte authentiquement impérialiste (quoique cette politique ait été pratiquée avec une stupidité qui étonne, même de la part de la bourgeoisie) qui prélude à la grande orgie sanglante de l'impérialisme international lors des guerres balkaniques. Croire que toutes ces contradictions autorisent à affirmer que ledit gouvernement était rétrograde et fausement démocratique signifie accepter le point de vue ennemi, selon lequel la politique démocratique conduit à la coexistence pacifique des classes et des peuples, c'est-à-dire à la paix intérieure et internationale.

Selon la critique marxiste, la méthode démocratique répond au contraire parfaitement aux buts de la classe capitaliste, puisqu'elle concilie les moyens violents dont l'appareil d'Etat se montre toujours plus décidé à user avec une habile politique de concessions apparentes qui détourne le mouvement ouvrier de ses propres buts sans imposer le moindre sacrifice réel à la classe dominante. Cela est vrai non seulement de la bourgeoisie italienne, mais de la bourgeoisie mondiale, puisque la guerre impérialiste a partout été préparée dans une atmosphère de démocratie politique avancée et de réformes sociales, toutes deux stupidement présentées comme preuves d'un authentique pacifisme social. On en a un exemple dans le fait qu'en France la campagne anticléricale du gouvernement Combes a été faite en même temps que la campagne pour les trois ans de service militaire; de même, en Angleterre, ce sont les libéraux qui ont introduit la conscription obligatoire.

Pendant la guerre, la thèse fondamentale des socialistes de gauche en Italie fut que, contrairement à ce que prétendaient les interventistes dans leur colossale campagne de mensonges, il n'existait aucune antithèse entre le militarisme et la démocratie, thèse démontrée par le fait que ce sont précisément les Etats non-démocratiques qui s'effondrèrent militairement les premiers.

Immédiatement avant la guerre, l'anti-cléricalisme le plus poussé fut un élément indispensable de la politique démocratique en Italie, parce qu'il constituait un terrain de collaboration politique entre la bourgeoisie soi-disant avancée et le prolétariat. Les gouvernements se plaçaient ouvertement sur le terrain de la politique franc-maçonne, mais cela ne les empêchait nullement d'agir de concert avec les forces catholiques de la bourgeoisie à l'occasion des élections, au Parlement, et jusque dans l'expédition de Tripoli, qui fut patronnée par les milieux bancaires cléricaux. L'anti-cléricalisme constituait donc, lui aussi, une politique à usage externe qui ne changeait rien à la fonction spécifique de l'Etat: la répression de toute attaque révolutionnaire.

Au début de la guerre, l'attitude des partis italiens confirma parfaitement nos thèses. Le parti giolittien se trouva sur le même terrain que les éléments cléricaux et nationalistes, représentants directs de la sidérurgie naissante, mais impossibles à confondre avec une tentative d'organisation de la droite bourgeoise: ce terrain fut celui de la solidarité avec les Empires centraux contre les pays «démocratiques». Une solidarité sembla donc s'établir entre les forces politiques du prolétariat et celles de la démocratie bourgeoise d'extrême-gauche, traditionnellement anti-autrichienne. Mais la possibilité d'une guerre aux côtés de l'Entente déplaça de façon éloquente les forces en présence; alors que les giolittiens et les catholiques restaient hostiles à la guerre (ce qui ne les empêcha pas de s'aligner comme un seul homme sur les autres patriotes bourgeois quand elle éclata), les nationalistes et en général les représentants de l'industrialisme devenus des partisans fougueux de la guerre contre l'Autriche se retrouvèrent aux côtés des démocrates de gauche, des républicains et de représentants douteux du prolétariat tels que les réformistes et que quelques éléments anarchisants, parmi lesquels Mussolini, chef de la fraction intransigeante des socialistes.

A un moment aussi caractéristique, comment reconnaître une division entre la droite et la gauche bourgeoises? Evidemment cette division n'existait pas réellement, puisqu'on pouvait trouver dans le même camp Salandra et Bissolati, l'un provenant de l'extrême-droite parlementaire et l'autre de l'extrême-gauche; l'un comptant parmi les propriétaires fonciers du Sud et l'autre étant membre des organisations social-démocrates du Nord, et tous deux ayant contre eux à la fois les pires cléricaux et certains franc-maçons radicaux. En lançant le cri de guerre, le **réactionnaire** Salandra tint à se présenter comme un «modeste bourgeois» en opposition au «comte» Bethmann-Hollweg, chancelier du Kaiser.

*
**

La guerre une fois finie, la méthode giolittienne continue à inspirer la politique

de l'Etat italien. Maître de faire la guerre aux côtés de l'Allemagne, Giolitti aurait fait mitrailler sans hésitation les manifestations des masses contre le massacre; mais en posant sa candidature au nouveau gouvernement de 1919, le même Giolitti profite largement de son neutralisme passé pour se faire accepter par les masses, négocie un programme de réformes encore plus audacieux que le précédent et rappelle les motifs de l'invitation à collaborer qu'il lance aux socialistes.

De ces propositions, qui du reste ont été largement réalisées par le gouvernement Nitti immédiatement après la fin de la guerre, il ressort une vision exacte de la situation. La guerre laisse la bourgeoisie dans une situation inquiétante; la crise économique et le retour dans le pays de masses démobilisées ayant appris le maniement des armes et le mépris de la mort constituent un danger évident. Le gouvernement bourgeois est décidé à lutter contre ce danger s'il devait prendre une forme précise, mais le déplacement de ses forces armées du front de la guerre étrangère sur le front intérieur pose un problème technique difficile. Il faut des diversions politiques opportunes pour couvrir cette manoeuvre.

Quand les responsables de la contre-offensive bourgeoise d'aujourd'hui critiquent le prétendu défaitisme de l'autorité gouvernementale sous Nitti et Giolitti, ils savent très bien qu'ils ne disent pas la vérité. A l'époque, pour l'appareil d'Etat, la tactique de la lutte frontale était pour le moins risquée. Il fallait laisser l'exubérance populaire se donner libre cours, tout en préparant la consolidation de l'appareil d'Etat. La bourgeoisie italienne n'a donc pas abandonné une méthode politique ultra-libérale pour se convertir à la méthode actuelle de réaction: elle a manoeuvré son appareil d'Etat selon les exigences «techniques» de sa fonction. Nitti et Giolitti ont énormément renforcé les différents corps de police, le premier en créant la garde royale, le second en multipliant le nombre des carabiniers; ce sont eux qui ont effectivement jeté les bases du fascisme.

Dans l'immédiat après-guerre, prétendre contenir la pression des masses qu'il fallait démobiliser, ce qui n'était pas supportable même économiquement, prétendre empêcher de nouvelles grèves, maintenir la censure, continuer à gouverner sans Parlement, se payer le luxe d'une célébration patriotique permanente des prétendues victoires nationales aurait voulu dire pour la bourgeoisie obliger immédiatement le prolétariat à se poser tous les problèmes de la nouvelle vie économique et politique de façon révolutionnaire, et donc le pousser à se donner une organisation révolutionnaire avant que l'Etat ait assuré des chances de victoire à la contre-révolution.

La bourgeoisie ne put empêcher que la reconversion de l'industrie après la guerre provoque des luttes syndicales; elle fut contrainte à supprimer la censure, à amnistier les déserteurs, à mettre une sourdine à l'ivresse patriotique face au délire de joie de la population lorsque le cauchemar d'une guerre impopulaire fut terminé et qu'il devint évident que, même du point de vue des intérêts nationaux et des rapports avec les alliés, elle n'avait produit que des fruits amers. C'est Nitti qui réalisa tout cela. Sans se préoccuper du fait qu'un grand nombre de socialistes seraient immanquablement élus, il ouvrit la foire électorale, confiant dans les

traditions légalitaires du socialisme italien (que son opposition à la guerre n'avait en rien entamées) pour remplacer l'expérience révolutionnaire dont le prolétariat avait besoin par les succès faciles d'une démagogie qui bâtit aveuglément dans le vide.

Fait sensationnel, il y eut alors une manifestation antimonarchique au Parlement, mais en même temps le parti socialiste s'enhardit à négliger toute préparation révolutionnaire au Congrès de Bologne, le mirage parlementaire empêcha l'évolution du parti socialiste dans le sens indiqué par l'expérience de la révolution russe et l'épuration de ses rangs, sans laquelle il était impossible qu'il adoptât une nouvelle méthode d'action politique; ce fait enleva toute portée au changement formel de programme qui fut acclamé par le Congrès.

Un bond en avant des salaires dû au fait qu'avant-guerre ils étaient au-dessous de la moyenne mondiale et au soudain relâchement des contraintes du temps de guerre provoqua une intense agitation dans les masses. C'était là un terrain favorable à l'organisation révolutionnaire de celles-ci. Si ce mouvement qui était irrésistible puisqu'il découlait de faits économiques inéluctables s'était produit dans une atmosphère de réaction bourgeoise ouverte, toutes les conditions pour la formation d'une armée prolétarienne auraient été réunies. L'essor des syndicats en 1919 ne pouvait être stoppé par la violence; elle l'aurait plutôt contraint à se transformer en lutte générale, ce qui aurait représenté pour le moins un grave risque de défaite pour la bourgeoisie. Il fallait laisser passer la vague. Une interprétation superficielle prétend que le gouvernement bourgeois fit en cela preuve de faiblesse, mais la vérité est qu'il s'agissait d'une tactique de temporisation qui devait permettre de renforcer l'appareil d'Etat et d'attendre la crise qui ne manquerait pas de succéder à la prospérité apparente de l'après-guerre. Considérer Nitti et Giolitti comme des défaitistes de la cause bourgeoise par amour de la démocratie serait pour le moins le comble de la naïveté.

Giolitti pratiqua dans le domaine social et syndical une politique audacieuse. Il réussit ainsi à passer le moment crucial. Le parti prolétarien n'avait pas encore formé l'embryon d'une armée rouge et les organisations économiques avaient jusque-là vaincu par des méthodes pacifiques. Mais lorsque la crise industrielle s'annonça et que le patronat se refusa à de nouvelles concessions, le problème de la gestion prolétarienne se posa de façon locale et empirique. Les ouvriers occupèrent les usines. Cette occupation ne fut pas dirigée de façon unitaire, mais elle était armée, et elle coïncidait avec l'occupation des terres par les paysans. L'Etat comprit qu'une attaque frontale de sa part aurait été maladroite, que la manoeuvre réformiste était une fois de plus tout indiquée et qu'on pouvait encore faire un semblant de concession. Avec le projet de loi sur le contrôle ouvrier, Giolitti obtint des chefs ouvriers qu'ils fassent évacuer les usines.

Il nous semble qu'ainsi la bourgeoisie a joué la partie de sa façon classique. Par la suite, cette partie va se développer logiquement. Nous ne sommes pas des métaphysiciens, mais des dialecticiens; dans le fascisme et dans la contre-offensive générale actuelle de la bourgeoisie, nous ne voyons pas un changement

de la politique de l'Etat italien, mais la continuation naturelle de la méthode employée avant et après la guerre par la «démocratie». Nous ne croirons pas plus à l'antithèse entre démocratie et fascisme que nous n'avons cru à l'antithèse entre démocratie et militarisme. Et nous n'accorderons pas plus de crédit, pour lutter contre le fascisme, au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.

(l'article s'interrompt ici)

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste

(12ème séance - 16 novembre 1922)

(L'orateur aborde la question des origines du fascisme après avoir rappelé que, des événements n'ayant pas permis de garder le contact avec l'Italie on attend un rapport de Togliatti sur les derniers développements de la situation et après avoir promis de revenir sur la question de l'attitude pratique du Parti à l'égard du fascisme au cours de la discussion).

Quant à l'origine pour ainsi dire immédiate et extérieure du fascisme, elle remonte aux années 1914-15, c'est-à-dire à l'époque précédant l'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale. Les groupes qui réclamaient cette intervention et qui, du point de vue politique, étaient formés de représentants de diverses tendances, en ont constitué la première manifestation. On y trouvait un groupe de droite, avec Salandra, c'est-à-dire les grands industriels intéressés à la guerre et qui, avant de réclamer l'intervention aux côtés de l'Entente, avaient préconisé la guerre contre elle. On y trouvait d'autre part des tendances bourgeoises de gauche: les radicaux italiens, c'est-à-dire les démocrates de gauche, et les républicains, partisans traditionnels de la libération de Trente et de Trieste. On y trouvait en troisième lieu quelques éléments du mouvement prolétarien, syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes. A ces groupes appartenait également (il s'agit, il est vrai, d'un cas individuel, mais il a une importance particulière) le chef de l'aile gauche du Parti socialiste, directeur de l'«Avanti!»: Mussolini.

On peut dire, grosso modo, que le groupe intermédiaire n'a pas participé au mouvement fasciste, et est resté dans le cadre de la politique bourgeoise traditionnelle. Les groupes d'extrême-droite et ceux d'extrême-gauche (éléments ex-anarchistes, ex-syndicalistes et ex-syndicalistes-révolutionnaires) sont par contre restés dans le mouvement des groupes fascistes de combat. Ces groupes politiques avaient remporté une grande victoire en mai 1915 en imposant la guerre à l'Italie contre la volonté de la majorité du pays et même du Parlement, qui ne surent pas résister à ce coup de force inattendu. Mais après la guerre et même au cours du conflit, ils avaient vu leur influence diminuer. Ayant présenté la guerre comme une entreprise extrêmement facile, ils perdirent toute leur popularité, qui

n'avait d'ailleurs jamais été bien grande, quand on vit que celle-ci traînait en longueur. A la fin de la guerre, leur influence tomba presque à zéro.

Pendant et après la période de mobilisation, vers la fin de 1918, au cours de 1919 et dans la première moitié de 1920, cette tendance politique n'eut aucun poids dans le mécontentement général suscité par les conséquences du conflit, mais il est facile d'établir le lien politique et organique qui existe entre ce mouvement alors apparemment près de disparaître et celui qui se développe puissamment sous nos yeux aujourd'hui.

Les groupes fascistes de combat n'avaient jamais cessé d'exister. Le chef du mouvement fasciste avait toujours été Mussolini, et son organe, le «Popolo d'Italia». Aux élections politiques de la fin octobre 1919, les fascistes furent complètement battus à Milan où leur journal était publié et où résidait leur chef. Ils n'obtinrent qu'un nombre infime de voix, mais ne cessèrent pas pour autant leur activité.

Le courant socialiste-révolutionnaire du prolétariat s'était notablement renforcé après la guerre grâce à l'enthousiasme révolutionnaire qui s'était emparé des masses mais il n'avait pas réussi à exploiter cette situation favorable, et il perdit ultérieurement une partie de son influence du fait que tous les facteurs objectifs et psychologiques favorables ou renforcement d'une organisation révolutionnaire ne rencontrèrent pas de parti capable de s'appuyer sur eux et de fonder une organisation stable. Je ne veux pas dire par là qu'en Italie, le Parti socialiste aurait pu faire la révolution, comme l'affirmait ces jours-ci le camarade Zinoviev; je veux dire qu'il aurait dû au moins donner aux forces révolutionnaires des masses ouvrières une organisation solide. Malheureusement, il n'était pas à la hauteur d'une telle tâche. Nous avons donc assisté à une diminution de la popularité dont la tendance socialiste, qui s'était toujours opposée à la guerre, jouissait en Italie.

Dans la mesure où, dans la crise de la société italienne, le mouvement socialiste commettait faute sur faute, le mouvement opposé - le fascisme - commença à se renforcer, réussissant, en particulier, à exploiter la crise économique qui s'annonçait, et dont l'influence commençait à se faire sentir sur les organisations syndicales du prolétariat. En outre, au moment le plus difficile, le mouvement fasciste trouva un appui dans l'expédition de D'Annunzio à Fiume, dont il tira une certaine force morale; c'est de cette époque que datent son organisation et sa force armée, bien que le mouvement de D'Annunzio et le fascisme aient été deux choses différentes.

Nous avons parlé de l'attitude du mouvement socialiste prolétarien: l'Internationale a souvent critiqué ses erreurs. Une conséquence de celles-ci a été un changement complet dans l'état d'esprit de la bourgeoisie et des autres classes. Le prolétariat était désorienté et démoralisé. Lorsqu'il vit la victoire lui échapper, son état d'esprit subit une transformation profonde. On peut dire qu'en 1919 et dans la première moitié de 1920, la bourgeoisie italienne s'était dans une certaine mesure résignée à assister à la victoire de la révolution. La classe moyenne et la petite bourgeoisie tendaient à jouer un rôle passif, à la remorque non de la grande

bourgeoisie, mais du prolétariat qu'elles croyaient à la veille de la victoire. Cet état d'esprit s'est radicalement modifié par la suite. Au lieu d'assister à la victoire du prolétariat, on vit la bourgeoisie organiser avec succès sa défense. Quand la classe moyenne constata que le Parti socialiste n'était pas capable de prendre l'avantage, elle perdit peu à peu confiance dans les chances du prolétariat et se tourna vers la classe opposée. C'est à ce moment que l'offensive capitaliste et bourgeoise commença. Elle exploita essentiellement le nouvel état d'esprit dans lequel la classe moyenne se trouvait. Grâce à sa composition extrêmement hétérogène, le fascisme représentait la solution au problème de la mobilisation des classes moyennes en faveur de l'offensive capitaliste. L'exemple italien est un exemple classique d'offensive du capital. Comme l'a dit hier à cette tribune le camarade Radek, cette offensive est un phénomène complexe qui doit être étudié non seulement du point de vue de la diminution des salaires ou de l'allongement de la durée du travail, mais aussi sur le terrain général de l'action politique et militaire de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. En Italie, pendant la période de développement du fascisme, nous avons vu apparaître toutes les formes caractéristiques de l'offensive capitaliste. Si nous voulons considérer celle-ci dans son ensemble, nous devons examiner les lignes générales de la situation, d'une part dans le domaine de l'industrie et de l'autre dans celui de l'agriculture.

Dans l'industrie, l'offensive capitaliste exploite directement la situation économique. La crise commence, et avec elle le chômage. Les patrons sont contraints de licencier une partie des ouvriers et ils ont beau jeu de le faire du fait de la lâcheté des directions syndicales et des maximalistes. La crise industrielle leur fournit un prétexte qui leur permet de réclamer la diminution des salaires et la révision des concessions morales qu'ils avaient dû faire auparavant aux ouvriers de leurs entreprises. La Confédération générale de l'industrie, organisation de classe des entrepreneurs est née au début de cette crise, et elle dirige leur lutte en subordonnant à sa direction l'action de chaque branche d'industrie. Dans les grandes villes, il ne fut pas tout de suite possible de recourir à des méthodes violentes contre la classe ouvrière. Les ouvriers urbains constituaient une masse trop considérable pour cela. Il était relativement facile de les rassembler et ils pouvaient donc opposer à l'attaque une résistance sérieuse. La bourgeoisie préféra donc imposer au prolétariat des luttes à caractère essentiellement syndical, dont les résultats lui furent généralement défavorables du fait de l'acuité de la crise et de l'augmentation continue du chômage. L'unique possibilité de mener victorieusement les luttes économiques qui éclataient dans l'industrie aurait été de transporter l'action du terrain syndical au terrain révolutionnaire et d'exercer une dictature de véritable parti communiste. Mais le parti socialiste italien n'était pas ce parti et au moment décisif, il ne sut pas transporter l'action du prolétariat italien sur le plan révolutionnaire. La période des grands succès des organisations syndicales italiennes dans la lutte pour l'amélioration des conditions de travail fit place à une nouvelle période dans laquelle les grèves prirent un caractère défensif, les syndicats subissant défaite sur défaite.

Puisqu'en Italie les classes rurales ont une grande importance dans le mouvement révolutionnaire - surtout les salariés agricoles, mais aussi les couches semi-prolétariées - les classes dominantes se virent contraintes à combattre l'influence que les organisations rouges avaient conquise dans les campagnes. La situation qui se présentait dans une grande partie de l'Italie, et même dans la partie la plus importante, c'est-à-dire dans la vallée du Pô, ressemblait à une espèce de dictature locale du prolétariat ou tout au moins des salariés agricoles. Dans cette zone, jusqu'à la fin de 1920, le Parti socialiste avait conquis de nombreuses communes qui avaient localement pratiqué une politique fiscale défavorable à la bourgeoisie moyenne et agraire. Nous y possédions des organisations syndicales florissantes, d'importantes coopératives et de nombreuses sections du parti socialiste. Même là où le mouvement se trouvait dans les mains des réformistes, la classe ouvrière des campagnes avait une attitude révolutionnaire. Elle contraignait les patrons à verser à ses organisations une certaine somme qui garantissait dans une certaine mesure leur soumission aux contrats imposés par la lutte syndicale. Il se détermina ainsi une situation dans laquelle la bourgeoisie agraire ne pouvait plus vivre à la campagne et était contrainte de se retirer dans les villes.

Malheureusement, les socialistes Italiens commirent une série d'erreurs (1), en particulier dans la question de l'appropriation du sol et de la tendance des petits fermiers à acheter des terres après la guerre pour devenir petits propriétaires. Les organisations réformistes contraignirent ces petits fermiers à rester, pour ainsi dire, les caudataires du mouvement des ouvriers agricoles; dans ces circonstances, le mouvement fasciste trouva parmi eux un appui notable.

Dans l'agriculture, il n'y avait pas de crise liée à un chômage étendu qui aurait permis aux propriétaires fonciers de lancer une contre-offensive victorieuse sur le terrain de la lutte syndicale. C'est pourquoi, dans ce secteur, le fascisme a commencé à se développer et à appliquer la méthode de la violence physique, de la violence armée, en s'appuyant sur la classe des propriétaires terriens et en exploitant le mécontentement suscité dans les couches moyennes de la classe paysanne par les erreurs organisatives du Parti socialiste et des syndicats réformistes, et bien entendu en exploitant aussi la situation générale, c'est-à-dire le malaise et l'insatisfaction croissants de toutes les couches petites-bourgeoises, des petits commerçants, des petits propriétaires, des militaires en congé, des ex-officiers qui, après la situation dont ils avaient joui pendant la guerre, se sentaient

(1) Le texte fait ici allusion au fait que sous-prétexte d'orthodoxie marxiste, le Parti socialiste italien ne s'était jamais posé - même en théorie - la question de l'attitude à observer à l'égard des couches petites-bourgeoises des campagnes et n'avait jamais mené une action politique ou syndicale dans leur direction fût-ce seulement pour les neutraliser. Pour voir la question agraire posée, même pratiquement, dans ses termes exacts, il faudra attendre la formation du P. C. d'Italie, dirigé par la Gauche, dont l'intransigeance n'a jamais signifié ignorance ou sous-estimation du rôle, positif ou négatif, des classes moyennes dans (Suite note 1 page suivante)

déchus. Tous ces éléments furent exploités et, en les organisant, les encadrant dans des formations armées, on put donner naissance à un mouvement visant à détruire les organisations rouges des campagnes.

La méthode dont le fascisme s'est servi est on ne peut plus caractéristique. Il a rassemblé les démobilisés qui ne réussissaient plus, après la guerre, à retrouver une place dans la société; il a tiré profit de leur expérience militaire et commença à constituer des groupes armés non dans les grandes villes industrielles, mais dans des chefs-lieux agricoles, comme Bologne et Florence; dans ce but, il s'est appuyé, comme nous le verrons, sur les autorités légales. Les fascistes disposent d'armes et de moyens de transport; ils jouissent d'immunité face à la loi et ils exploitent ces avantages même là où leurs effectifs sont encore inférieurs à ceux de leurs ennemis, les révolutionnaires. Ils organisent surtout ce que l'on appelle des «expéditions punitives» en procédant de la façon suivante: ils envahissent un petit territoire, détruisent les sièges centraux des organisations ouvrières, obligent par la force les conseils municipaux à se démettre, blessent et, s'il le faut, tuent les dirigeants adverses ou, dans le meilleur des cas, les obligent à émigrer. Les travailleurs des localités en question ne sont pas en mesure d'opposer une résistance à ces troupes armées, soutenues par la police et disséminées dans tout le pays. Les groupes fascistes locaux, qui au début n'osaient pas affronter les forces prolétariennes, réussissent maintenant à prendre l'avantage parce que les paysans et les ouvriers sont terrorisés et savent que s'ils osaient entreprendre une action quelconque contre eux, les fascistes pourraient recommencer leurs expéditions punitives avec des forces supérieures auxquelles il serait impossible de résister.

C'est ainsi que le fascisme a conquis une position dominante dans la politique italienne et il a poursuivi sa marche pour ainsi dire territorialement, selon un plan très facile à suivre sur une carte géographique. Son point de départ est Bologne où en septembre et octobre 1920 s'était instaurée une administration socialiste, ce qui avait donné lieu à une grande mobilisation des forces rouges. Des incidents

se produisirent: les réunions furent troublées par des provocations de l'extérieur; des coups de feu tirés - peut-être par des agents provocateurs - sur les bancs de la minorité bourgeoise. Ce fut le prétexte du premier grand coup de main fasciste. Déchaînée, la réaction procéda à des destructions et des incendies, sans compter les voies de fait contre les dirigeants prolétariens. Avec l'aide du pouvoir d'Etat, les fascistes s'emparèrent de la ville. Ces événements - l'historique 21 novembre - marquent le début de la terreur et à partir de cette date, le conseil municipal de Bologne ne put plus reprendre le pouvoir.

A partir de Bologne, le fascisme poursuit une offensive que nous ne pouvons pas décrire dans le détail. Nous nous limiterons à dire qu'il prend deux directions: d'une part vers le triangle industriel du Nord-Ouest (Milan, Turin et Gênes) et d'autre part vers la Toscane et le centre de l'Italie, afin d'encercler et de menacer la capitale. Dès le début, il était clair qu'il ne pouvait pas surgir de mouvement fasciste en Italie du Sud, pour les mêmes raisons qui avaient empêché la naissance d'un fort mouvement socialiste. Le fascisme représente donc si peu un mouvement de la fraction rétrograde de la bourgeoisie qu'il apparaît pour la première fois non pas en Italie méridionale, mais justement là où le mouvement prolétarien est le plus développé et où la lutte de classe s'est manifestée le plus nettement.

*
**

Sur la base de ces données, comment devons-nous expliquer le mouvement fasciste? Est-ce un mouvement purement agraire? Ce n'est pas du tout ce que nous voulions dire en affirmant que le mouvement était né essentiellement dans les campagnes. On ne peut pas considérer le fascisme comme le mouvement indépendant d'une fraction particulière de la bourgeoisie, comme l'expression des intérêts de la bourgeoisie terrienne en opposition à ceux du capitalisme industriel. D'ailleurs, même dans les provinces où son action ne s'est encore exercée qu'à la campagne, l'organisation politique et militaire du fascisme est née dans les grandes villes.

Lorsqu'à la suite des élections de 1921, le fascisme obtint une représentation parlementaire, le parti agraire qui se forma à la Chambre était indépendant de lui. Au cours des événements qui suivirent, les industriels appuyèrent le mouvement fasciste. La déclaration par laquelle la Confédération générale de l'Industrie se prononçait en faveur de Mussolini pour la formation d'un nouveau gouvernement est caractéristique de la situation qui s'est créée ces tout derniers temps, mais à cet égard, la formation d'un mouvement syndical fasciste est encore plus intéressante. Comme nous l'avons déjà noté, les fascistes ont profité du fait que les socialistes n'ont jamais eu de politique agraire propre, et ont abandonné certaines couches rurales n'appartenant pas directement au prolétariat et ayant donc des intérêts différents de ceux que les socialistes représentaient. Tout en usant (et étant forcé d'user) de la violence la plus sauvage, le fascisme sut aussi faire la démagogie la plus cynique et il créa des organisations de classe avec les paysans et même avec des salariés agricoles, allant jusqu'à prendre position contre les

(Suite note 1) l'affrontement des deux classes fondamentales de la société bourgeoise. Pratiquement, il fallait s'appuyer essentiellement sur le prolétariat agricole, non seulement très nombreux, mais combatif (les journaliers de la vallée du Pô avaient mené, par exemple, des batailles de classe épiques), mais ne pas oublier pour autant de faire oeuvre de propagande, d'agitation et même d'organisation syndicale parmi les couches rurales toujours plus durement écrasées par le capital et son Etat et progressivement prolétarisées, non pour les courtiser et les tromper, mais pour les attirer vers le parti de la révolution ou du moins les influencer politiquement.

Au IIème Congrès de Moscou, les Maximalistes italiens et les Indépendants allemands prirent une position de fausse intransigeance dans la question agraire et la question nationale et coloniale qui lui est à certains égards connexe. Chose caractéristique, ils accusèrent les bolcheviks d'«opportunisme» en cette matière (Crispien), admettant (Serrati) qu'il faudrait inévitablement faire des concessions aux petits paysans, métayers, etc., après la prise du pouvoir à laquelle ils ne se préparaient en aucune façon, mais qu'avant, cela aurait «nui aux intérêts des masses prolétariennes»!

propriétaires fonciers dans un certain sens. C'est ainsi qu'on a des exemples de luttes syndicales dirigées par des fascistes qui ressemblent beaucoup à celles des organisations rouges. Nous ne pouvons bien entendu pas considérer ce mouvement, qui a créé une organisation syndicale par la contrainte et la terreur, comme une forme de la lutte anti-patronale, mais nous ne devons pas non plus conclure qu'il représente un mouvement des entrepreneurs ruraux. La vérité est que le mouvement fasciste est un grand mouvement unitaire de la classe dominante capable de mettre à son service, d'utiliser et d'exploiter tous les moyens, tous les intérêts partiels et locaux des groupes patronaux aussi bien agricoles qu'industriels.

Le prolétariat n'ayant pas su se grouper en temps opportun dans une organisation unitaire capable de lutter pour le pouvoir et de sacrifier ses intérêts immédiats et partiels à ce but, la bourgeoisie en a profité pour faire sa propre tentative. Suivant un plan unitaire d'offensive anti-prolétarienne, la classe dominante s'est donné une organisation pour défendre le pouvoir qui se trouvait dans ses mains.

Le fascisme a créé une organisation syndicale. Dans quel but? Pour diriger la lutte de classe? Jamais de la vie. Il a créé un mouvement syndical sur le mot d'ordre suivant: tous les intérêts économiques ont le droit de se syndiquer. Les ouvriers, les paysans, les commerçants, les capitalistes, les grands propriétaires terriens, etc..., peuvent constituer des unions, tous peuvent s'organiser sur la base du même principe, mais l'action syndicale de toutes ces organisations doit se subordonner à l'intérêt national, à la production nationale, à la grandeur nationale, etc... Il s'agit donc d'un syndicalisme de collaboration entre les classes, non de lutte de classe. Tous les intérêts doivent se fondre en une prétendue unité nationale. Nous savons ce que signifie cette unité: la conservation contre-révolutionnaire de l'Etat bourgeois et de ses institutions.

La genèse du fascisme doit, selon nous, être attribuée à trois principaux facteurs: l'Etat, la grande bourgeoisie et les classes moyennes. Le premier de ces facteurs est l'Etat. En Italie, l'appareil d'Etat a joué un rôle important dans la fondation du fascisme. Certes, les crises successives du gouvernement bourgeois ont fait naître l'idée que la bourgeoisie avait un appareil d'Etat tellement instable qu'il suffirait d'un coup de main pour l'abattre, mais il n'en est rien. Au contraire, c'est précisément dans la mesure où son appareil d'Etat se renforçait que la bourgeoisie a pu construire son organisation fasciste.

Il est exact qu'immédiatement après la guerre, l'appareil d'Etat a traversé une crise dont la cause fut manifestement la démobilisation. Tous les éléments qui avaient jusque-là participé à la guerre furent brusquement jetés sur le marché du travail; à ce moment critique, l'appareil d'Etat qui, jusque-là, avait tout mis en oeuvre pour remporter la victoire sur l'ennemi extérieur dut se transformer en un organe de défense contre la révolution. Cela posait à la bourgeoisie un problème gigantesque. Elle ne pouvait pas le résoudre militairement par une lutte ouverte contre le prolétariat: elle devait donc le résoudre par des moyens politiques. C'est

à cette époque que se forment les premiers gouvernements de gauche de l'après-guerre, à cette époque que le courant politique de Nitti et de Giolitti accède au pouvoir.

C'est justement cette politique qui a permis au fascisme de s'assurer par la suite la victoire. Tout au début, il fallait faire des concessions au prolétariat. Au moment où l'appareil d'Etat sentit le besoin de se consolider, le fascisme apparut. Quand il critique les gouvernements de gauche d'après-guerre et qu'il les accuse de lâcheté devant les révolutionnaires, le fascisme fait donc de la pure démagogie. En réalité, les fascistes sont redevables de leur victoire aux concessions faites par les premiers ministres démocrates de l'après-guerre. Nitti et Giolitti ont fait des concessions à la classe ouvrière. Quelques revendications du Parti socialiste, telles que la démobilisation, le régime politique, l'amnistie pour les déserteurs, ont été satisfaites. Ces diverses concessions visaient à gagner du temps pour pouvoir reconstruire l'appareil d'Etat sur des bases plus solides. Ce fut Nitti qui créa la Garde Royale, qui n'était pas à proprement parler une police, mais bien une organisation militaire de caractère nouveau. Une des grosses erreurs des réformistes a été de ne pas considérer ce problème comme fondamental, alors que, même d'un point de vue purement constitutionnel, ils auraient pu protester contre la création d'une seconde armée par l'Etat. Mais ils ne comprirent pas l'importance de la question et virent au contraire en Nitti un homme avec lequel on aurait pu collaborer dans un gouvernement de gauche. Nouvelle preuve de l'incapacité du P.S.I. à comprendre l'évolution politique en Italie.

Giolitti compléta l'oeuvre de Nitti. Sous son ministère, le ministre de la guerre Bonomi donna son appui aux premières tentatives du fascisme en mettant à la disposition du mouvement naissant des officiers démobilisés qui, même après leur retour à la vie civile, continuaient à recevoir la plus grande partie de leur solde. L'appareil d'Etat fut largement mis à la disposition des fascistes, et il leur fournit tout le matériel nécessaire pour se créer une armée.

Au moment de l'occupation des usines, le ministre Giolitti comprit fort bien que le prolétariat armé s'étant emparé des usines et que le prolétariat agricole étant sur le point de s'emparer de la terre dans son élan révolutionnaire, cela aurait été une grosse erreur d'accepter la bataille avant que les forces contre-révolutionnaires aient été complètement organisées. Pour rassembler les forces réactionnaires destinées à écraser un jour prochain le mouvement ouvrier, le gouvernement put exploiter la manoeuvre des chefs traîtres de la C.G.T. qui étaient alors membres du mouvement socialiste. Promettant une loi qui ne fut jamais appliquée ni même votée sur le contrôle ouvrier, le gouvernement réussit à sauver l'Etat bourgeois dans une situation critique.

Le prolétariat s'était emparé des usines et de la terre, mais le Parti socialiste démontra une nouvelle fois qu'il était incapable de résoudre le problème de l'unité d'action des travailleurs industriels et des travailleurs agricoles. Cette erreur devait permettre à la bourgeoisie de réaliser un jour l'unité contre-révolutionnaire et c'est grâce à cette unité qu'elle parviendra à battre séparément les ouvriers des

usines et ceux des campagnes. Comme on voit, l'Etat a joué un rôle capital dans la genèse du mouvement fasciste.

Après les ministères Nitti, Giolitti et Bonomi, on eut le gouvernement Facta. Celui-ci servit à masquer la complète liberté d'action laissée au fascisme dans son avance territoriale. A l'époque de la grève d'août 1922, des luttes sérieuses éclatèrent entre fascistes et ouvriers, le gouvernement appuyant ouvertement les premiers. Nous pouvons citer l'exemple de Bari, où, malgré un grand déploiement de forces, les fascistes ne vinrent pas à bout des ouvriers qui s'étaient barricadés dans leurs maisons de la vieille ville et qui s'y défendirent les armes à la main pendant plus d'une semaine. Les chemises noires durent se retirer, laissant beaucoup des leurs sur le terrain. Or, que fit le gouvernement Facta? Il fit encercler de nuit la ville par des milliers de soldats, des centaines de carabinieri et de gardes royaux et il commanda le siège de la ville. Du port, un torpilleur bombardait les maisons; les mitrailleuses, les chars et les fusils entrèrent en action. Surpris dans leur sommeil, les ouvriers furent battus et la Bourse du Travail occupée. L'Etat agit exactement de la même façon partout. Partout le fascisme était contraint de battre en retraite devant les ouvriers, et partout le pouvoir d'Etat intervenait en faisant tirer sur les ouvriers qui se défendaient, arrêtant et condamnant les ouvriers dont le seul délit avait été de se défendre, tandis que les fascistes qui avaient commis des délits de droit commun étaient systématiquement acquittés.

Le premier facteur est donc l'Etat. Le second est, comme nous l'avons déjà noté plus haut, la grande bourgeoisie. Les capitalistes de l'industrie, des banques, du commerce et les grands propriétaires terriens avaient un intérêt naturel à la fondation d'une organisation de combat capable d'appuyer leur offensive contre les travailleurs.

Mais le troisième facteur ne joue pas un rôle moins important dans la genèse du pouvoir fasciste. Pour créer à côté de l'Etat une organisation réactionnaire illégale, il fallait enrôler encore d'autres éléments que ceux des couches supérieures de la classe dominante. On y parvint en s'adressant à ces couches des classes moyennes que nous avons déjà mentionnées et en les persuadant qu'elles défendraient ainsi leurs intérêts. C'est ce que le fascisme a cherché à faire et à quoi, il faut le reconnaître, il a réussi. Dans les couches les plus proches du prolétariat, il a trouvé des partisans parmi ceux que la guerre avaient laissés insatisfaits, parmi les petits-bourgeois, les semi-bourgeois, les commerçants et surtout parmi les intellectuels de la jeunesse bourgeoise qui, en adhérant au fascisme, et en prenant l'uniforme de la lutte contre le prolétariat, retrouvaient assez d'énergie pour se racheter moralement et qui sont tombés dans le patriotisme et l'impérialisme le plus exalté. Ces éléments fournirent au fascisme un nombre considérable de partisans et lui permirent de s'organiser militairement.

Tels sont les trois facteurs qui ont permis à nos ennemis de nous opposer un mouvement dont la grossièreté et la brutalité sont sans égales, mais qui, il faut le reconnaître, dispose d'une organisation solide et de chefs d'une grande habileté politique. Le Parti socialiste n'est jamais arrivé à saisir la signification et

l'importance du fascisme naissant. L'«Avanti!» n'a jamais rien compris à ce que la bourgeoisie était en train de préparer grâce à une habile exploitation des erreurs monumentales des chefs ouvriers. Il n'a même jamais voulu citer Mussolini par crainte de lui faire trop de publicité en le mettant trop en lumière!

Comme on voit, le fascisme ne représente pas une nouvelle doctrine politique, mais il possède par contre une grande organisation politique et militaire et une presse importante dirigée avec une grande habileté journalistique et avec beaucoup d'éclectisme.

Il n'a pas d'idées, pas de programme, mais maintenant qu'il est au pouvoir et qu'il se trouve placé devant des problèmes concrets, il est contraint de se consacrer à l'organisation de l'économie italienne. Dans ce passage d'une oeuvre négative à une oeuvre positive, il révélera ses faiblesses, en dépit de ses capacités d'organisation.

LE PROGRAMME FASCISTE

Après avoir traité les facteurs historiques et la réalité sociale qui ont engendré le fascisme, nous devons nous occuper de l'idéologie qu'il a adoptée et du programme à l'aide duquel il s'est assuré l'adhésion des éléments qui le suivent.

Notre critique nous amène à la conclusion que, dans le domaine de l'idéologie et du programme bourgeois traditionnels, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité et sa caractéristique distinctive résident entièrement dans son organisation, sa discipline et sa hiérarchie. Mais à part ces aspects militaires exceptionnels, il ne lui reste qu'une situation hérissée de difficultés dont il est incapable de venir à bout. La crise économique renouvellera continuellement les causes de reprise révolutionnaire, alors que le fascisme sera incapable de réorganiser la société bourgeoise. Le fascisme, qui ne saura jamais surmonter l'anarchie économique du système capitaliste, a une autre tâche historique que nous pourrions définir comme la lutte contre l'anarchie politique, c'est-à-dire l'anarchie de l'organisation de la classe bourgeoise en parti politique. Les différentes couches de la bourgeoisie italienne ont traditionnellement formé des groupes solidement organisés, qui se combattaient à tour de rôle du fait que leurs intérêts particuliers et locaux étaient concurrents, et qui, sous la direction de politiciens professionnels, se livraient à toutes sortes de manoeuvres dans les couloirs du Parlement. L'offensive contre-révolutionnaire obligea les forces de la classe dominante à s'unir dans la lutte sociale et dans la politique gouvernementale. Le fascisme n'est que la réalisation de cette nécessité de classe. En se plaçant au-dessus de tous les partis bourgeois traditionnels, le fascisme les prive peu à peu de leur contenu, les remplace dans leurs activités et, grâce aux erreurs et aux insuccès du mouvement prolétarien, réussit à exploiter à ses propres fins le pouvoir politique et le matériel humain des classes moyennes. Par contre, il ne réussira jamais à se donner une idéologie concrète et un programme de réformes sociales et administratives dépassant les limites de la politique bourgeoise

traditionnelle qui a déjà fait faillite mille fois.

La partie critique de la soi-disant doctrine fasciste n'a pas grande valeur. Elle se donne un vernis anti-socialiste et en même temps anti-démocratique. En ce qui concerne l'anti-socialisme, il est clair que le fascisme est un mouvement anti-prolétarien et il est donc naturel qu'il se déclare adversaire de toutes les formes économiques socialistes au semi-socialistes, sans d'ailleurs réussir à offrir rien de nouveau pour maintenir le système de la propriété privée, à part des lieux communs sur la faillite du communisme en Russie. Quant à la démocratie, elle devrait faire place à un Etat fasciste parce qu'elle n'a pas su combattre les tendances révolutionnaires et antisociales. Mais ceci n'est qu'une phrase vide.

Le fascisme n'est pas une tendance de la droite bourgeoise s'appuyant sur l'aristocratie, le clergé, les hauts fonctionnaires civils et militaires et visant à remplacer la démocratie du gouvernement bourgeois et de la monarchie constitutionnelle par une monarchie autoritaire. Le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis; c'est pourquoi il ne lui est nullement nécessaire et indispensable de remplacer les institutions démocratiques par d'autres. Pour nous, marxistes, cette circonstance n'a rien de paradoxal, parce que nous savons que le système démocratique ne représente rien de plus qu'une somme de garanties mensongères derrière laquelle se dissimule la lutte réelle de la classe dominante contre le prolétariat.

Le fascisme unit tout à la fois la violence réactionnaire et l'astuce démagogique; du reste, la gauche bourgeoise a toujours su tromper le prolétariat et mettre en évidence la supériorité des grands intérêts capitalistes sur toutes les exigences sociales et politiques des classes moyennes. Quand les fascistes passent d'une prétendue critique de la démocratie bourgeoise à la formulation d'une doctrine positive et se mettent à prêcher un patriotisme exaspéré et à discourir de la mission historique du peuple italien, ils divaguent sur un mythe historique qui, à la lumière d'une véritable critique sociale, apparaît d'autant plus dépourvu de base que l'Italie est le pays des fausses victoires. Quant à l'influence du fascisme sur les masses, elle résulte d'une imitation de l'attitude classique de la démocratie bourgeoise: quand on affirme que tous les intérêts doivent se subordonner à l'intérêt national supérieur, cela signifie qu'on préconise en principe une collaboration de toutes les classes, alors qu'en pratique, on défend tout simplement les institutions bourgeoises contre les tentatives d'émancipation révolutionnaire du prolétariat. C'est ce qu'a toujours fait la démocratie libérale.

La nouveauté du fascisme réside dans l'organisation du parti gouvernemental de la bourgeoisie. Les événements politiques qui se sont produits dans l'arène du parlement italien ont donné l'impression que l'appareil d'Etat bourgeois était tombé dans une telle crise qu'il aurait suffi d'une chiquenaude pour l'abattre. En réalité, il s'agissait seulement d'une crise des méthodes bourgeoises de gouvernement provoquée par l'impuissance des groupes et des dirigeants traditionnels de la politique italienne à diriger la lutte contre les révolutionnaires au cours d'une crise profonde. Le fascisme créa donc un organe capable d'assurer le rôle de chef

de l'appareil d'Etat. Mais quand à côté de leur lutte pratique contre les prolétaires, les fascistes exposèrent un programme positif et concret d'organisation sociale et d'administration de l'Etat, ils se bornèrent au fond à répéter les thèses banales de la démocratie et de la social-démocratie: ils ne créèrent jamais un système organique de propositions et de projets qui leur fût propre. Par exemple, ils ont toujours soutenu que le programme fasciste se proposait de réduire l'appareil bureaucratique dans tous les domaines de l'administration, en commençant par les ministres. Mais, s'il est vrai que Mussolini a renoncé au wagon spécial de premier ministre, il a par contre augmenté le nombre des ministres et des sous-secrétaires pour pouvoir placer ses prétoriens.

De la même façon, après avoir pris des attitudes républicaines ou du moins ambiguës à l'égard de la monarchie, le fascisme s'est décidé pour le loyalisme à l'égard du roi, et après avoir fait beaucoup de tapage contre la corruption parlementaire, il est retombé en plein dans les pratiques parlementaires.

Le fascisme a montré si peu de propension à s'approprier les tendances de la réaction pure qu'il a laissé le plus large champ d'action au syndicalisme. Au Congrès de Rome en 1921 où le fascisme fit des efforts presque bouffons pour fixer sa doctrine, il tenta également de caractériser le syndicalisme fasciste par la prédominance en son sein du mouvement des catégories de travailleurs intellectuels. Mais cette orientation prétendument théorique a été depuis longtemps démentie par la sèche réalité. Le fascisme qui a fondé ses organisations syndicales par la force et parce que les entrepreneurs lui avaient cédé le monopole des questions de travail pour démolir les organisations rouges, n'a même pas réussi à étendre son influence aux catégories techniquement les plus spécialisées; il n'a obtenu de succès qu'auprès des travailleurs agricoles et auprès de rares catégories d'ouvriers urbains qualifiés, par exemple parmi les dockers, mais il n'est pas parvenu à conquérir la partie la plus évoluée et la plus intelligente du prolétariat. Il n'a même pas donné d'impulsion nouvelle au mouvement des employés et des artisans sur le terrain syndical. Le syndicalisme fasciste ne s'appuie sur aucune doctrine sérieuse. L'idéologie et le programme du fascisme contiennent un trouble mélange d'idées et de revendications bourgeoises et petite-bourgeoises, et l'emploi systématique de la violence contre le prolétariat ne l'empêche pas de puiser aux sources de l'opportunisme social-démocrate. Le fait qu'après avoir pratiqué pendant un certain temps une politique apparemment antifasciste et après avoir cru pouvoir constituer un gouvernement de coalition bourgeois-prolétarien contre les fascistes, les réformistes italiens se soient mis à la remorque du fascisme après sa victoire en est la preuve. Ce rapprochement n'a rien de paradoxal; il dérive d'une série de circonstances et bien des choses le laissaient prévoir, entre autres le mouvement de D'Annunzio qui, d'une part, est lié au fascisme, et de l'autre a tenté de se rapprocher des organisations prolétariennes sur un programme tiré de la constitution de Fiume qui avait des prétentions prolétariennes et même socialistes.

Il y aurait encore quelques points que je considère comme très importants pour

la question du fascisme à rappeler, mais je n'en ai pas le temps. D'autres camarades italiens pourront au cours de la discussion compléter mon discours. J'ai volontairement négligé l'aspect sentimental de la question et les souffrances que les ouvriers et les communistes italiens ont dû subir parce que cela ne me semblait pas l'aspect essentiel de la question.

LES DERNIERS EVENEMENTS D'ITALIE

Je dois maintenant parler des derniers événements advenus en Italie et sur lesquels notre Congrès attend des informations précises. Notre délégation a quitté l'Italie avant qu'ils ne se produisent et n'en a été informée que tout dernièrement lorsqu'un délégué de notre C.C. est arrivé et nous a fait un tableau des événements dont je vous garantis l'exactitude. Je répéterai les nouvelles qui nous ont été données.

Comme je vous l'ai déjà dit, le gouvernement Facta avait laissé aux fascistes toute liberté d'appliquer leur politique. Je ne vous en donnerai qu'un exemple. Le fait que dans les ministères successifs, le parti populaire italien, qui est paysan et catholique, ait joui d'une forte représentation n'a pas empêché les fascistes de continuer la lutte contre les organisations, les membres et les institutions de ce parti. Le gouvernement établi n'était qu'une ombre de gouvernement dont la seule activité consistait à appuyer l'offensive fasciste vers le pouvoir, offensive que nous avons définie purement territoriale et géographique. Le gouvernement préparait en réalité le terrain au coup d'Etat fasciste. Pendant ce temps, la situation se précipitait. Une nouvelle crise ministérielle s'ouvrit. On exigea la démission de Facta. Les dernières élections avaient donné au Parlement une composition telle qu'il était impossible de s'assurer une majorité stable sur la base de l'ancien système des partis bourgeois traditionnels. En Italie, on avait coutume de dire que «le puissant parti libéral» était au pouvoir. En réalité, celui-ci ne constituait pas un parti au sens propre du mot; il n'avait jamais eu d'organisation digne de ce nom, ne constituant qu'un mélange de cliques personnelles de politiciens du Nord et du Sud et de coteries d'industriels ou de propriétaires fonciers manoeuvrées par des politiciens de métier. L'ensemble de ces parlementaires formait le noyau de toutes les combinaisons ministérielles. Le moment était donc venu pour le fascisme de changer cette situation, s'il ne voulait pas tomber dans une grave crise intérieure. C'était aussi pour lui une question pratique: il lui fallait satisfaire les exigences du mouvement fasciste et payer les frais de son organisation. La classe dominante a dans une large mesure avancé les moyens matériels nécessaires, ainsi que, semble-t-il, certains gouvernements étrangers. La France a financé le groupe Mussolini. A une séance secrète du gouvernement français, on a discuté un bilan qui comprenait les sommes énormes fournies à Mussolini en 1915. Le Parti socialiste a pris connaissance de ces documents et de quelques autres, mais il ne leur a pas donné suite parce qu'il considérait Mussolini comme un homme fini. D'autre part, le gouvernement italien a toujours facilité la tâche aux fascistes qui,

par exemple, ont pu faire voyager gratuitement en chemin de fer des bandes entières de chemises noires. Mais étant données les énormes dépenses du mouvement fasciste, sa situation financière serait devenue critique s'il n'avait décidé de prendre directement le pouvoir. Il n'aurait pas pu attendre de nouvelles élections, même si son succès avait été certain.

Les fascistes possèdent une forte organisation politique. Ils comptent déjà trois cent mille hommes et même davantage selon eux. Ils auraient pu l'emporter même avec des moyens démocratiques. Mais il fallait faire vite et ils firent vite. Le 24 octobre, le conseil national fasciste s'est réuni à Naples. On dit aujourd'hui que cet événement, auquel toute la presse bourgeoise a fait de la publicité, n'a été qu'une manoeuvre pour détourner l'attention du coup d'Etat. A un certain moment, on dit aux congressistes: mettons un terme aux débats, il y a mieux à faire; que chacun retourne à son poste. Une mobilisation fasciste commença alors. C'était le 26 octobre. Dans la capitale régnait encore un calme complet. Facta avait déclaré qu'il n'entendait pas donner sa démission avant d'avoir réuni encore une fois le cabinet pour observer la procédure normale, ce qui ne l'empêcha pas de remettre sa démission au roi. Les négociations pour un nouveau ministère commencèrent. Les fascistes se mirent en marche vers Rome, centre de leur activité (ils sont particulièrement actifs en Italie centrale, spécialement en Toscane). On les laissa faire.

Chargé de former le nouveau gouvernement, Salandra y renonça par suite de cette attitude des fascistes. Il est probable que si on ne leur avait pas donné satisfaction en chargeant Mussolini de former le nouveau gouvernement, les fascistes se seraient comportés comme des bandits, même contre la volonté de leurs chefs, et qu'ils auraient tout saccagé et détruit dans les villes et les campagnes. L'opinion publique commença à montrer des signes d'inquiétude. Le gouvernement Facta déclara: nous proclamons l'état de siège. Il fut en effet proclamé et pendant toute une journée, l'opinion publique attendit un heurt entre le pouvoir d'Etat et les forces fascistes. A cet égard, nos camarades restèrent extrêmement sceptiques. De fait, nulle part sur leur passage les fascistes ne se heurtèrent à une résistance sérieuse. Pourtant, certains milieux de l'armée leur étaient défavorables; les soldats étaient prêts à se battre contre eux, mais la majorité des officiers sympathisaient avec eux.

Le roi refusa de signer le décret d'état de siège. Cela signifiait accepter les conditions des fascistes qui, dans le «Popolo d'Italia», écrivaient: il suffit de charger Mussolini de former un nouveau gouvernement et on aura trouvé une solution légale; dans le cas contraire, nous marcherons sur Rome et nous nous en emparerons.

Quelques heures après l'abrogation de l'état de siège, on apprit que Mussolini partait pour Rome. Une défense militaire avait été déjà préparée et des troupes réunies, mais les accords étaient désormais conclus, et le 31 octobre, les fascistes entrèrent sans coup férir dans la capitale.

C'est Mussolini qui forma le nouveau gouvernement, dont la composition est

connue. Le parti fasciste qui, au Parlement, ne comptait pas plus de 35 sièges, obtint au gouvernement la majorité absolue. Pour lui-même, Mussolini ne prit pas seulement la présidence du conseil, mais aussi les portefeuilles de l'intérieur et des Affaires étrangères. Ce furent des fascistes qui se virent attribuer les autres ministères importants. Mais puisqu'ils n'étaient pas arrivés à une rupture complète avec les partis traditionnels, il y eut également dans le gouvernement deux représentants de la démocratie sociale, c'est-à-dire de la gauche bourgeoise, ainsi que des libéraux de droite et un partisan de Giolitti. La tendance royaliste fut représentée par le général Diaz au ministère de la Guerre et l'amiral Thoon di Revel au ministère de la Marine. Le parti populaire, qui avait beaucoup de poids à la Chambre, s'est montré prêt à un compromis avec Mussolini. Sous le prétexte que les organes officiels du parti ne pouvaient pas se réunir à Rome, la responsabilité d'accepter les propositions de Mussolini fut laissée à la réunion officieuse de quelques parlementaires. On a pourtant réussi à obtenir de Mussolini quelques concessions et la presse du parti populaire a pu déclarer que le nouveau gouvernement ne changeait pas grand chose à la représentation électorale du peuple.

Le compromis s'est étendu jusqu'aux sociaux-démocrates et pendant un moment, il sembla que le réformiste Baldesi participerait au gouvernement. Mussolini a eu l'habileté de le faire sonder par un de ses lieutenants, et Baldesi répondit qu'il serait heureux d'accepter le poste. C'est alors que Mussolini ébruïta le fait que sa démarche avait été faite par un de ses amis sous sa responsabilité personnelle et Baldesi n'entra pas dans le nouveau cabinet. Mussolini n'a pris aucun représentant de la C.G.T. réformiste dans son gouvernement parce que les éléments de droite de son cabinet s'y sont opposés. Mais en ce qui le concerne, il reste d'avis qu'une représentation de cette organisation dans sa «grande coalition nationale» est nécessaire, maintenant que la C.G.T. s'est rendue indépendante de tout parti révolutionnaire.

Dans ces événements, nous voyons un compromis entre les cliques politiques traditionnelles et les diverses couches de la classe dominante - industriels, banquiers, propriétaires fonciers - toutes bien disposées à l'égard du nouveau régime instauré grâce à l'appui de la petite-bourgeoisie au mouvement fasciste.

A notre avis, le fascisme est un moyen pour renforcer le pouvoir par tous les moyens dont dispose la classe dominante, non sans mettre à profit les enseignements de la première révolution prolétarienne victorieuse, la révolution russe. Face à une grave crise économique, l'Etat ne suffit plus à défendre le pouvoir de la bourgeoisie. Il faut un parti unitaire, une organisation contre-révolutionnaire centralisée. Par ses liens avec l'ensemble de la classe bourgeoise, le parti fasciste est, dans un certain sens, ce qu'est le parti communiste en Russie par ses liens avec le prolétariat, c'est-à-dire un organe de direction et de contrôle bien organisé et discipliné de tout l'appareil d'Etat. En Italie, le parti fasciste a occupé presque tous les postes importants dans l'appareil d'Etat: il est l'organe bourgeois dirigeant de l'Etat à l'époque de décomposition de l'impérialisme. C'est là à mon

avis une explication historique suffisante du fascisme et des derniers événements d'Italie.

Les premières mesures du nouveau gouvernement montrent qu'il n'entend pas modifier la base des institutions traditionnelles. Naturellement, je ne prétends pas que la situation soit favorable au mouvement prolétarien et communiste, bien que je prévoie que le fascisme sera libéral et démocratique. Les gouvernements démocratiques n'ont jamais rien donné au prolétariat si ce n'est des proclamations et des promesses. Par exemple, le gouvernement Mussolini a donné l'assurance que la liberté de la presse serait respectée. Mais il n'a pas oublié d'ajouter que la presse devait se montrer digne de cette liberté. Qu'est-ce que cela signifie? Que le gouvernement promet bien de respecter la liberté de la presse, mais qu'il laissera ses organisations militaires fascistes libres de bâillonner la presse communiste si elles en ont envie, comme c'est déjà arrivé dans certains cas. D'autre part, il faut reconnaître que si le gouvernement fasciste fait quelques concessions aux libéraux bourgeois, on ne doit pas prêter grande foi à sa promesse de transformer ses organisations militaires en associations sportives ou autres (nous savons que des douzaines de fascistes ont été maintenus en état d'arrestation pour s'être opposés à l'ordre de démobilisation lancé par Mussolini).

Quelle influence ces faits ont-ils sur le prolétariat? Celui-ci n'a pu jouer aucun rôle important dans la lutte et a été contraint de se comporter de façon presque passive. Quant au parti communiste, il a toujours bien compris que la victoire du fascisme serait une défaite du mouvement révolutionnaire. Le problème est essentiellement de savoir si la tactique du P.C. a permis d'obtenir le maximum de résultats dans la défense du prolétariat italien, et si nous parlons de défensive, c'est que nous n'avons jamais pensé que le prolétariat fût aujourd'hui en mesure de lancer une offensive contre la réaction fasciste. Si au lieu du compromis entre la bourgeoisie et le fascisme, un conflit armé, une guerre civile avait éclaté entre eux, le prolétariat aurait peut-être pu jouer un rôle, créer un front unique pour la grève générale et obtenir des succès; mais la situation étant ce qu'elle était, le prolétariat n'a pas pu participer aux actions. Quelle que soit l'importance des événements en cours, il ne faut pas oublier que le changement politique a été en réalité moins brusque qu'il a pu sembler puisque même avant l'offensive finale du fascisme, la situation se tendait de jour en jour davantage. A Crémone, la lutte contre le pouvoir d'Etat et le fascisme a fait par exemple six morts. Le prolétariat n'a combattu qu'à Rome où les troupes ouvrières révolutionnaires se sont heurtées à des groupes fascistes armés et où il y a eu des blessés. Le lendemain, la garde royale a occupé le quartier ouvrier, l'a privé de tout moyen de défense, si bien que les fascistes accourus ont pu tirer de sang-froid sur les ouvriers. C'est là l'incident le plus sanglant qui se soit produit dans les luttes récentes.

Quand le P.C. proposa la grève générale, la C.G.T. le désarma en incitant les prolétaires à ne pas obéir aux dangereuses exhortations des révolutionnaires, et elle fit par ailleurs courir le bruit que le P.C. s'était dissous au moment précis où, dans l'impossibilité de faire sortir ses journaux, il ne pouvait démentir la nouvelle.

A Rome, l'événement le plus grave pour le parti fut l'occupation du siège de la rédaction du «Comunista». La typographie fut occupée le 31 octobre au moment où le journal allait sortir et où 100.000 fascistes tenaient la ville en état de siège. Tous les rédacteurs avaient réussi à se mettre en sécurité en quittant l'immeuble par des issues secondaires, à l'exception du rédacteur en chef, le camarade Togliatti, qui était resté dans son bureau. Les fascistes s'emparèrent de lui. Il déclina fièrement sa qualité de rédacteur en chef du «Comunista» et il avait déjà été collé au mur pour être exécuté, tandis que les fascistes repoussaient la foule, quand le bruit courut que les autres rédacteurs s'étaient échappés par les toits; les agresseurs se mirent alors à leur poursuite et c'est uniquement à cette circonstance que Togliatti dut son salut. Cela n'a pas empêché notre camarade de tenir quelques jours plus tard un discours au meeting tenu à Turin pour l'anniversaire de la révolution russe.

Mais il s'agit d'un cas isolé. L'organisation de notre parti est en assez bon état. Si «il comunista» ne paraît pas, ce n'est pas à cause d'une interdiction gouvernementale, mais parce que l'imprimerie refuse de le publier. Nous l'avons donc fait imprimer dans une imprimerie illégale. Les difficultés de publication étaient d'ordre financier et non pas technique.

A Turin, le siège de l'«Ordine nuovo» a été occupé et les armes qui s'y trouvaient confisquées. Mais actuellement le quotidien est lui aussi publié ailleurs. A Trieste, la police a envahi l'imprimerie du «Lavoratore», qui maintenant paraît illégalement lui aussi. Notre parti a encore la possibilité de travailler publiquement et notre situation n'a en fait rien de tragique. Mais on ne sait pas comment les choses tourneront par la suite, et je suis donc contraint de m'exprimer avec une certaine réserve sur la situation et le travail du parti dans l'avenir. Le camarade qui vient d'arriver d'Italie est un des dirigeants d'une importante organisation locale du parti, et son avis, partagé par d'autres militants, est qu'à partir de maintenant, nous pourrons mieux travailler que par le passé. Je ne veux pas présenter cette opinion comme une vérité définitive, mais le camarade qui l'exprime est un militant qui travaille vraiment parmi les masses et son avis a une grande importance.

Je vous ai déjà dit que la presse adverse a diffusé la fausse nouvelle selon laquelle notre parti se serait dissous. Nous avons publié un démenti et rétabli la vérité. Nos organes politiques centraux, notre centrale militaire clandestine, notre centrale syndicale sont en pleine activité, et les contacts avec la province ont été repris presque partout. Les camarades restés en Italie n'ont jamais perdu la tête et font tout ce qui est nécessaire. En ce qui concerne les socialistes, le siège de l'«Avanti!» a été détruit par les fascistes et il faudra quelque temps avant que le journal puisse à nouveau paraître. Le siège du Parti socialiste à Rome a été lui aussi détruit et ses archives brûlées. En ce qui concerne la position des maximalistes dans la polémique entre le P.C. et la C.G.T., nous ne possédons ni manifeste ni déclaration. Quant aux réformistes, il ressort clairement de leur presse, qui continue à paraître, qu'ils se rangeront derrière le nouveau gouvernement.

En ce qui concerne la situation syndicale, le camarade Repossi, membre du nouveau comité syndical, est d'avis que le travail pourra continuer. Telles sont les informations que nous avons reçues et qui datent du 6 novembre.

Mon discours est déjà long et je n'aborderai pas la question de la prise de position de notre parti pendant toute la période de développement du fascisme, parce que je me réserve de le faire à propos d'autres points de l'ordre du jour. Nous voulons seulement poser la question des perspectives d'avenir. Nous avons soutenu que le fascisme devra compter avec le mécontentement provoqué par la politique du gouvernement. Mais nous ne savons que trop bien que quand on dispose non seulement de l'Etat, mais d'une organisation militaire, il est plus facile de mater les mécontents et de se rendre maître même d'une situation économique défavorable. Cela est beaucoup plus vrai sous la dictature du prolétariat où le développement historique va dans notre sens.

Mais il n'y a pas de doute que les fascistes sont très bien organisés et qu'ils ont des buts précis, et dans ces conditions, on peut prévoir que la position du fascisme sera tout autre que précaire.

Comme vous l'avez vu, je n'ai pas exagéré les conditions dans lesquelles notre parti a lutté, car nous ne voulons pas soulever une question sentimentale. Le P.C. d'Italie a peut-être commis des erreurs, on peut le critiquer, mais je crois que l'attitude des camarades dans le moment actuel prouve que nous avons fait du bon travail, un travail de formation du parti révolutionnaire du prolétariat, base de la reprise de la classe ouvrière italienne.

Les communistes italiens ont le droit de demander à être reconnus pour ce qu'ils sont même si leur attitude n'a pas été toujours approuvée, ils sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la Révolution et devant l'Internationale communiste.

Rome et Moscou

(«Il lavoratore» du 17 janvier 1923)

La presse s'est occupée d'un article du président Mussolini dans la revue fasciste «Gerarchia» qui brosse une rapide comparaison entre «Rome et Moscou».

Le chef du gouvernement fasciste, qui veut rester et reste le chef de son parti, saisit l'occasion pour tenter de théoriser dans leurs grandes lignes les rapports entre fascisme et Etat. Ce n'est ni la volonté ni le temps qui lui manquent pour le faire de façon systématique, mais la matière, alors que les chefs de l'Etat russe nous ont donné des volumes entiers sur les problèmes du communisme.

Il ne s'agit pas ici d'établir une comparaison et une antithèse historiques entre bolchevisme et fascisme, comme si la mission de tous les hommes et de tous les pays du monde moderne avaient la même importance: ce serait tomber dans une disproportion ridicule. Mais la comparaison peut être tentée si l'on se pose la question suivante: le bolchevisme est un échantillon de la politique que le prolétariat tend à appliquer dans tous les pays; peut-on en dire autant du fascisme comme méthode de la classe bourgeoise?

Avant de répondre à cette question, nous constatons que, dans sa tentative de théorisation, le leader du fascisme ne part pas de critères propres à cette idéologie politico-historique (qui selon nous n'est pas une construction nouvelle), mais bien de la manière communiste de poser le problème, qui consiste à définir les rapports entre le parti au pouvoir et la «machine d'Etat», et qu'il va jusqu'à user d'une terminologie qui nous appartient.

Ayant ainsi posé le problème, Mussolini établit une différence indéniablement exacte entre la tâche du fascisme et celle du bolchevisme. Au lieu de briser la vieille machine d'Etat comme l'a fait ce dernier, le fascisme s'apprête à la réparer pièce par pièce. Nous devons accepter cette distinction, mais alors nous devons du même coup dénier le caractère d'une révolution à l'avènement du fascisme au pouvoir. Qu'est-ce qui permet en effet de définir une révolution politique? Le passage de la machine d'Etat d'un parti à un autre n'est pas suffisant. En l'occurrence, ce passage n'a même pas été **subit et violent**, contrairement à ce que prétend l'article. Il n'a pas été **subit** puisqu'il a résulté de la pression que le fascisme a exercée de l'extérieur sur la machine gouvernementale pendant une longue période et de façon progressive; il n'a pas davantage été **violent**, puisque les partis et les coteries dépossédées n'ont opposé aucune résistance, s'entendant de façon ouverte avec leur successeur au lieu de se servir contre lui de l'appareil d'Etat qu'elles avaient en mains. Or il est bien évident que toute révolution doit présenter deux caractères: un conflit ouvert de forces politiques et la destruction

de la machine d'Etat par celui qui a remporté la victoire et s'est emparé de celle-ci. Une telle destruction se manifeste dans un changement des rapports existant entre les institutions étatiques et de façon particulièrement évidente dans les formes de la représentation politique. Or il est bien connu que le fascisme n'a aboli ni le parlement, ni la loi démocratique formelle et nous admettons même qu'il ne l'a pas **voulu**, la volonté ne modifiant nullement la signification des faits concrets. L'accession du fascisme au pouvoir ne présente donc aucun des deux caractères sans lesquels on ne peut parler de révolution: conflit armé et changement brusque des institutions. Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur les affirmations qui complètent notre conception du phénomène, à savoir qu'il ne peut y avoir de révolution sans lutte de classe économique et sociale, et que le fait même de tendre à la destruction de la machine d'Etat exclut la possibilité d'une prise de possession pacifique de celle-ci par le parti révolutionnaire.

Le fascisme admet qu'il n'a pas démoli la machine d'Etat et doit donc logiquement renoncer à se déclarer révolutionnaire; s'il se prétend néanmoins tel, ce n'est pas en fonction d'une conscience critique de sa propre mission, mais parce qu'il ne saurait se passer de la démagogie habituelle. Le chef du gouvernement fasciste annonce donc ou, pour mieux dire, avoue que la machine d'Etat ne sera pas démolie, mais il fait en même temps un autre aveu fort précieux: la machine est usée. Tandis que les ministères succédaient cinématographiquement aux ministères, le vieil appareil bureaucratique continuait à fonctionner comme il pouvait. Ce n'est donc pas la politique des gouvernements successifs des dernières années qui a détraqué la machine, mais un phénomène de toute évidence plus grave et plus profond. La méthode du gouvernement fasciste est-elle capable d'en arrêter les effets?

Voilà ce que nous ne croyons pas, convaincus que nous sommes qu'au moment où l'usure de la machine rouillée aura atteint son point extrême, l'histoire mettra à l'ordre du jour une révolution sérieuse qui n'hésitera pas à la détruire sans pitié.

Quelle est donc la nouvelle méthode fasciste pour diriger ladite machine? Nous admettons volontiers que le gouvernement fasciste présente un coefficient de volonté, de décision et de vigueur très supérieur à celui des gouvernements précédents quand il s'agit de s'emparer du volant. Mais tout cela ne suffit pas; pour diriger la machine étatique, et à plus forte raison diriger et régulariser la vie sociale, ce qui est un problème autrement vaste, il faut d'autres ressources, qu'on chercherait vainement dans la doctrine fasciste. Il est évidemment commode de répondre que le mouvement fasciste est un mouvement pratique et non pas théorique, mais une telle réponse masque mal l'impuissance. Notre thèse, à nous communistes, est que, s'il est arrivé à des mouvements qui s'étaient payé le luxe d'une théorie complète et élégante de faire faillite, on n'a par contre jamais vu un mouvement politique laisser de traces durables dans l'histoire sans principes clairs et rigoureux et sans conscience théorique de sa mission. L'agnosticisme et l'empirisme sont un bagage trop léger pour pouvoir se présenter comme les pionniers d'une ère nouvelle sur la scène tourmentée de la politique mondiale

contemporaine

Or la méthode de gouvernement que le chef du fascisme a tenté de caractériser n'annonce en rien une science nouvelle. Les formules dont il use - «procéder par degrés», «Processus de développement logique, sûr et régulier», «nulla dies sine linea» - sont des formules empruntées. Et à quoi le sont-elles? Au bagage doctrinal du réformisme et de la démocratie sociale.

Il est donc facile de faire le bilan: le fascisme, qui se vante de liquider le marxisme révolutionnaire et la démocratie socialisante vole au premier les termes dans lesquels il pose le problème historique et politique, et rêve de le résoudre par les vieilles méthodes de la seconde.

Dans ces conditions, l'antithèse entre Rome et Moscou apparaît comme une antithèse entre le réformisme conservateur collaborant avec le Capital, d'une part, et le communisme qui se propose de révolutionner la société présente, de l'autre.

Nous soutenons depuis longtemps que fascisme et réformisme se touchent. Politiquement, la chose devient toujours plus évidente bien que ces premières critiques puissent sembler paradoxales. Cependant, nous reconnaissons que le fascisme a introduit dans la politique gouvernementale un élément qu'on ne trouve pas dans les programmes de la gauche bourgeoise réformiste, pas plus d'ailleurs que dans ceux des partis de la droite traditionnelle. Mais le fascisme ne sait pas théoriser la mission qui lui incombe, et même s'il le savait il n'aurait pas intérêt à l'inscrire sur son drapeau. Il est symptomatique que pour masquer sa véritable essence, il n'ait pas fabriqué de théorie nouvelle et différente, comme le libéralisme, la démocratie et le réformisme savent le faire. Notre explication en est que loin de remplacer ces mouvements, le fascisme les continue et les complète, dans un certain sens, en faisant la synthèse de tous leurs vieux expédients.

Quel est donc l'élément nouveau qu'on peut reconnaître au fascisme dans une interprétation générale? L'auteur de cet article a essayé de le mettre en lumière dans son rapport au IV^{ème} Congrès de l'Internationale communiste (1), et de le développer en comparant la méthode fasciste et la méthode communiste, comparaison qui pourrait devenir une antithèse si, comme il est très possible, l'exercice du pouvoir par la classe bourgeoise menacée d'une crise révolutionnaire conduit dans d'autres pays aux mêmes expériences et aux mêmes événements que ceux dont le fascisme italien est sorti.

En Russie, la machine de l'Etat est dirigée par un parti représentant une classe - la classe prolétarienne - dans son unité. Le parti communiste résout le problème de sa force révolutionnaire dans la mesure où il réussit à être le parti de la classe travailleuse, car c'est dans la centralisation d'un tel parti que se réalise l'unité d'action de tous les groupes du prolétariat et même du semi-prolétariat. Au sein de ces classes, il existe des catégories, des groupes sociaux ou locaux dont les intérêts ne sont pas identiques. Le parti de classe unifie les efforts résultant de ces

intérêts multiples et les oriente dans une direction unique, faisant taire dans l'intérêt général et en vue du succès final les appétits secondaires divergents. Le parti dirige alors la machine d'Etat dans ce sens et il réalise l'effort maximum dont la classe qu'il représente est capable dans sa lutte contre l'ennemi intérieur et extérieur. Telle est la fonction du parti communiste dans notre doctrine et dans la première réalisation qu'elle a eue en Russie.

On peut considérer que la tâche de l'organisation fasciste est analogue à l'égard de la bourgeoisie et des différentes couches semi-bourgeoises. Entre les intérêts de ces dernières et ceux des fractions bourgeoises, il existe d'innombrables conflits qui compromettent sérieusement les chances de succès de la défense commune contre la révolution prolétarienne. Le fascisme intervient avec son organisation unitaire de parti gouvernemental pour centupler la force de résistance de la contre-révolution. Placé à la tête de l'Etat bourgeois, il remplace les vieilles coalitions de politiciens par une union de toutes les forces sociales qui, dans le chaos de la désorganisation politique bourgeoise, se tenaient derrière elles.

Nous n'exposerons pas ici à nouveau tous les faits qui confirment cette explication du fascisme. Notons seulement l'évidence de l'analogie qui existe entre la pratique du parti communiste de Russie et certaines des pratiques que le parti de Mussolini a introduites dans la politique gouvernementale au grand scandale des bien-pensants, comme par exemple la nomination de commissaires fascistes à tous les postes-clefs de l'appareil d'Etat, la discussion des problèmes de l'Etat par les conseils du parti et enfin les campagnes bien orchestrées des fonctionnaires fascistes pour faire exécuter par les institutions étatiques les décisions prises, etc...

Le fascisme est par conséquent, selon cette interprétation, le parti unitaire, l'organisation centralisée et fortement disciplinée de la bourgeoisie et des classes qui gravitent dans son orbite. C'est l'Etat démocratique bourgeois complété par une organisation des citoyens. L'Etat de tous ayant parfaitement servi à administrer les intérêts de quelques-uns, il en ira de même avec le parti de masse qu'est le fascisme. Pour se libérer des hésitations réelles de tous les vieux partis ou semi-partis bourgeois, ce parti combine sans contredit les méthodes de la violence réactionnaire avec la démagogie démocratique. La confluence avec le réformisme est claire. Les communistes repoussent le réformisme comme un agent de la cause bourgeoise dans les rangs du prolétariat. Le fascisme prétend le repousser comme un agent de la cause révolutionnaire ou sein des institutions bourgeoises. Mais comme le réformisme est bien ce que les communistes disent, il est condamné à s'intégrer finalement dans la synthèse fasciste des moyens de défense de la bourgeoisie contre la révolution, après lui avoir fourni bon nombre d'idées et d'expédients, comme par exemple celui qui consiste à réparer peu à peu la vieille machine d'Etat usée, en tirant des traites sur la patience des masses, ou encore de pratiquer un syndicalisme corporatif dénué de toute fécondité révolutionnaire et de toute capacité d'offensive contre le patronat. Pour cela, il n'y a nullement besoin d'une doctrine nouvelle: il suffit d'un mythe, l'idée nationale, non pas théorisée

(1) Voir ci-dessus, p. 67

clairement comme dans la pensée «nationaliste» au sens propre, mais présentée de façon à pouvoir convenir aussi bien à l'impérialisme grand-capitaliste qu'à l'esprit de collaboration de classe du réformisme petit-bourgeois.

Dans une telle interprétation, il existe donc une certaine analogie entre Rome et Moscou. Au cours d'une conversation avec un des leaders bolcheviks, je lui dis que je ne prévoyais pas une chute prochaine du fascisme, m'appuyant sur le fait qu'un parti centralisé et une force militaire compacte avaient bien permis à l'Etat soviétique de vaincre les terribles difficultés d'une triste situation économique. Ce camarade ayant naturellement objecté que la position historique et sociale des communistes comportait des avantages sur lesquels je reviendrai plus loin, je lui répondis qu'en revanche le parti communiste avait eu à combattre le sabotage de sa politique par tout l'appareil d'Etat qu'il avait dû détruire, tandis que le fascisme jouissait de la solidarité de cet appareil traditionnel (armée, police, magistrature, haute bureaucratie, etc...). Le fait de ne pas avoir démolé la machine de l'Etat donne au fascisme un avantage qui ne réside bien entendu pas dans les calculs du Duce, mais dans la situation historique. C'est là que la différence entre les deux méthodes complète l'analogie brossée par nous: deux partis se sont emparés du pouvoir, l'un, le parti bolchévique, pour briser l'appareil d'Etat - l'autre, le parti fasciste, pour le réparer. Comment les perspectives se présentent-elles?

Dans son bref article, Mussolini considère naturellement qu'elles sont tout à son avantage, raisonnant de façon typiquement... turatienne: Moscou qui a voulu forcer les possibilités réelles succombera et devra revenir au passé, pendant que Rome ira lentement, mais sûrement de l'avant. Laissons de côté l'image mussolinienne du pendule qui, lancé dans une direction donnée, revient en arrière, à laquelle même un rhéteur comme lui ne saurait opposer d'autre image que celle d'un pendule immobile et donc privé même de la simple possibilité d'osciller. De toutes façons, le prétendu avantage du fascisme n'existe pas en réalité.

En Russie, le parti communiste a réalisé l'unification disciplinée et centralisée des forces politiques. Il se trouve placé devant une tâche programmatique terrible, mais non irréalisable: l'organisation centralisée des forces économiques. Parti de l'unification d'intérêts séparés par des oppositions secondaires, il procède logiquement dans la voie de l'administration d'intérêts collectifs. Ce processus n'ira pas sans défaites ni sans replis, puisque le problème est par nature **mondial**, mais l'effort révolutionnaire accompli en Russie a tout à gagner à des bouleversements dans la situation des autres pays, car ceux-ci élargiront le domaine historique et géographique de l'économie collective aux dépens de celui de l'économie capitaliste privée en pleine crise.

Par contre, si en Italie (et peut-être demain dans d'autres pays) le fascisme a discipliné les intérêts et les appétits des groupes bourgeois au moyen du parti unique, il ne peut procéder logiquement dans cette ligne; cette ligne se brise en raison même de l'orientation historique qui a empêché le fascisme de détruire l'appareil d'Etat. Appliquée à l'Etat, l'unité d'organisation du parti sera employée à défendre l'économie libre, la décentralisation des activités économiques et

sociales, bref, le capitalisme, c'est-à-dire la désorganisation de la production et de la vie sociales. En économie, le fascisme est décentralisateur et libéral par nature.

L'opposition des intérêts que, par un effort notable des classes dominantes, le fascisme a réussi à réduire au silence par sa victoire, ne sera nullement abolie, mais deviendra plus profonde que jamais. Telle est la contradiction inhérente au fascisme, même si sa tentative est d'une portée formidable.

De nouvelles victoires à l'étranger ne seraient d'aucune aide au fascisme parce que, loin de tendre à une organisation internationale des intérêts, il les pousse à l'affrontement et à la guerre.

Voilà pourquoi Moscou, qui a osé détruire la vieille machine d'Etat, a ouvert de nouvelles voies à l'Histoire, tandis que Rome, qui a tenté au contraire de la rajeunir, ne fera que synchroniser la défaite de la fureur réactionnaire et celle du délire réformiste.

Rome est, elle aussi, un pouvoir fort, une dictature, et elle a énergiquement dénoncé les faiblesses du libéralisme et du réformisme, employant sans préjugés toutes les armes de la lutte politique. Mais elle défend une forme d'organisation économique qui n'est rien d'autre que le libéralisme, et elle applique une méthode politique qui est le réformisme typique. Voilà pourquoi cette dictature disparaîtra sans avoir engendré d'ordre nouveau.

Il nous semble, quant à nous, que la contradiction fondamentale qui existe entre la liberté laissée aux forces économiques capitalistes, d'une part et la centralisation imposée aux activités politiques de la bourgeoisie, de l'autre, commence à se manifester par des heurts et des conflits au sein du parti fasciste lui-même. Et pourtant, comme nous l'avons déjà dit ci-dessus, nous ne pensons pas que le processus sera très rapide.

De toutes façons, c'est Moscou qui survivra (2).

(2) Il ne s'agit bien entendu pas d'une prévision allant dans le sens de la future doctrine boukharino-stalinienne du «socialisme dans un seul pays» (doctrine explicitement repoussée par avance une page plus haut), mais d'un acte de foi général dans le prolétariat et le communisme.

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste

(23ème séance - 2 juillet 1924)

(Dans la première partie de son discours, l'orateur résume son rapport sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale communiste, fait le 16 novembre 1922, peu après la «marche sur Rome»).

Dans mon premier rapport, je n'ai pas encore abordé la question qui a surgi dans nos rangs au IVème Congrès, mais à laquelle le camarade Zinoviev a fait allusion dans son discours: qu'est-il arrivé en Italie après le départ de la délégation italienne à Moscou, un coup d'Etat ou une comédie? Je traiterai brièvement cette question qui, à mon avis, est triple: était-ce une révolution, un coup d'Etat ou une comédie?

Je rappellerai les faits qui ont caractérisé la conquête du pouvoir par les fascistes. Il n'y a pas eu de lutte armée, mais seulement une mobilisation des troupes fascistes qui menaçaient de conquérir révolutionnairement le pouvoir, et une espèce de mobilisation défensive de l'Etat qui, à un moment donné, proclama même l'état de siège. Mais pratiquement, l'Etat ne s'est pas défendu et les choses n'allèrent pas jusqu'à la lutte armée. Au lieu de heurts violents, il y eut un compromis et à un certain point la lutte fut pour ainsi dire remise à plus tard, non parce que le roi s'était refusé au bon moment à signer le décret d'état de siège, mais parce que de toute évidence le compromis était préparé de longue date. Le gouvernement fasciste s'est donc constitué de façon normale. Après la démission du cabinet Facta, le roi a convoqué Mussolini pour former le nouveau ministère. Le chef de la prétendue révolution a fait le voyage de Milan à Rome en wagon-lit, salué à toutes les stations par les représentants officiels de l'Etat. On ne peut donc parler de révolution, non seulement parce qu'il n'y a pas eu d'attaque insurrectionnelle au pouvoir constitué, mais aussi pour toutes les autres raisons que nous avons exposées en traitant de la signification historique du fascisme. Du point de vue social, le fascisme ne représente pas un bouleversement. Il ne possède aucun programme nouveau; il ne représente même pas la négation historique des

vieilles méthodes de gouvernement de la bourgeoisie; il représente seulement l'achèvement logique et dialectique complet de la phase précédente de gouvernements bourgeois dits démocrates et libéraux.

Nous nous dressons résolument contre l'affirmation mille fois répétée des fascistes selon laquelle leur prise du pouvoir constituerait une révolution. Dans ses discours, Mussolini dit: nous avons accompli une révolution. Nous répliquons: il n'y a eu aucune révolution, aucune lutte, aucune terreur révolutionnaire, parce qu'il n'y a pas eu de «conquête du pouvoir» au sens propre, ni d'anéantissement véritable de l'ennemi. Alors Mussolini répond par un argument qui, du point de vue historique, est assez ridicule: nous avons encore le temps pour cela, nous pouvons toujours compléter notre révolution. Seulement la révolution ne peut être mise au frigidaire, même par le plus puissant et le plus audacieux des chefs. Ce n'est pas avec des arguments pareils que l'on peut repousser notre critique. On ne peut dire: c'est vrai, ces faits sont exacts, mais on peut y remédier à n'importe quel moment. Naturellement, il est toujours possible qu'éclatent de nouvelles luttes. Mais la marche sur Rome n'a été ni une bataille ni une révolution. Et si l'on objecte qu'il y a pourtant eu un changement insolite dans le gouvernement, un coup d'Etat, je ne m'attarderai pas sur ce point, parce que la question se réduit en dernière analyse à un jeu de mots. Même quand nous parlons simplement de coup d'Etat; nous désignons un changement de gouvernement qui ne se limite pas à un changement pur et simple de personnes, à un simple remplacement de l'état-major ou pouvoir, mais qui élimine de façon violente le type de gouvernement jusque-là en place. Or cela le fascisme ne l'a pas fait. Il a beaucoup discoursu contre le parlementarisme; sa théorie était antidémocratique et antiparlementaire. Mais dans l'ensemble, son programme social n'est rien d'autre que le vieux programme démocratique mensonger, c'est-à-dire qu'une simple arme idéologique pour le maintien de la domination de la bourgeoisie. Le fascisme est devenu très rapidement parlementaire - avant même la prise du pouvoir. Il a gouverné pendant un an et demi sans dissoudre la vieille chambre qui était composée en grande majorité de non-fascistes et pour le reste d'antifascistes. Avec la souplesse qui caractérise les politiciens bourgeois, cette chambre s'est empressée de se mettre à la disposition de Mussolini pour légaliser sa position et lui accorder tous les votes de confiance qu'il lui plairait de demander. Le premier cabinet Mussolini lui-même (il revient lui-même continuellement sur ce fait dans ses «discours de gauche») n'était pas purement fasciste, mais comprenait des représentants des plus importants partis bourgeois (parti de Giolitti; parti Populaire, de la gauche démocratique). Il s'agissait donc d'un gouvernement de coalition. Voilà ce qu'a engendré le prétendu coup d'Etat. Un parti qui comptait 35 députés à la Chambre a pris le pouvoir et a occupé la grande majorité des postes de ministres et de sous-secrétaires.

Au reste, il faut signaler un fait historique très important qui ne s'est pourtant pas produit pendant la marche sur Rome: je veux parler de l'occupation de toute l'Italie par les fascistes, occupation favorisée par le cours des événements et qui

peut être géographiquement étudiée. La prise du pouvoir par Mussolini ne fut que la reconnaissance d'un rapport de forces antérieurement créé. Tous les gouvernements qui avaient été au pouvoir (surtout celui de Facta) avaient laissé le champ libre au fascisme. C'est lui qui gouvernait l'Italie; il avait les mains complètement libres et pouvait disposer de l'appareil d'Etat. Le gouvernement Facta ne s'est maintenu que pendant deux mois, en attendant le moment où le fascisme jugerait convenable d'assumer officiellement le pouvoir.

C'est pour cette raison que nous avons employé le terme de «comédie». En tous cas, nous maintenons pleinement qu'il ne s'est pas agi d'une révolution. Il y a bien eu un changement dans les forces dirigeantes de la bourgeoisie, mais ce changement a été préparé et accompli peu à peu. Il ne marque aucune modification du programme de la bourgeoisie italienne, ni sur le plan économique et social, ni même sur celui de la politique extérieure. En effet, la grande force de choc de la prétendue révolution fasciste, que ce soit après ou avant la marche sur Rome, n'a pas résidé dans l'emploi officiel de l'appareil d'Etat, mais dans la réaction illégale tacitement soutenue par la police, les administrations municipales, la bureaucratie et l'armée. Cet accord tacite, il faut le souligner énergiquement, était déjà total **avant** la prise du pouvoir par les fascistes.

Dans ses premiers discours à la Chambre, Mussolini a dit: je pourrais vous faire chasser de cette salle par mes troupes. J'en ai le pouvoir, mais je ne le fais pas. La Chambre peut continuer à exercer ses fonctions, si elle est prête à collaborer avec moi. Eh bien, l'énorme majorité de la vieille Chambre s'est soumise bien volontiers aux ordres du nouveau chef.

On peut établir qu'après la prise du pouvoir, les fascistes n'ont introduit aucune législation nouvelle. Sur le plan de la politique intérieure, aucune loi d'exception n'a été promulguée. Certes, il y a eu des persécutions politiques dont nous reparlerons; mais officiellement, les lois n'ont pas été modifiées et il n'y a pas eu de décrets exceptionnels du type de ceux que les gouvernements bourgeois ont promulgués dans le passé aux époques révolutionnaires, comme par exemple sous Crispi et Pelloux qui se défendirent pendant un certain temps contre les partis révolutionnaires et leurs dirigeants par l'état de siège, les tribunaux militaires et les mesures répressives.

Le fascisme continue au contraire à employer contre les forces prolétariennes la même méthode qu'avant la prise du pouvoir. Il a même déclaré que ses troupes d'assaut illégales seraient dissoutes dès que les autres partis en auraient fait autant. En réalité, les organisations fascistes de combat n'ont disparu en tant qu'organisations extérieures à l'Etat que pour se voir intégrées à celui-ci comme «Milice nationale». Tout comme avant, cette force armée reste à la disposition du parti fasciste et de Mussolini en particulier. Elle représente une nouvelle organisation absorbée officiellement dans l'appareil d'Etat. C'est le pilier du fascisme.

La question de savoir s'il faut laisser cette organisation disparaître ou non reste à l'ordre du jour. Peut-on exiger du fascisme qu'il use de moyens constitutionnels en politique intérieure au lieu d'utiliser ces nouveaux organes? Naturel-

lement, il n'a pas encore reconnu les vieilles normes du droit constitutionnel et la Milice reste l'adversaire le plus à craindre pour tous ceux qui aspirent à abattre le pouvoir fasciste.

Sur le plan judiciaire il n'existe pas chez nous de lois d'exception. Quand, en février 1923, des milliers de communistes italiens furent arrêtés, on crut que le fascisme commençait une campagne judiciaire contre nous, qu'il prendrait des mesures énergiques et ferait prononcer les sentences les plus graves. Mais la situation se développa très favorablement et nous fûmes jugés sur la base des vieilles lois démocratiques. Le code pénal italien (oeuvre du représentant de l'extrême-gauche bourgeoise, le ministre Zanardelli) est extrêmement libéral et laisse ouvertes de nombreuses possibilités; surtout dans le domaine des délits politiques et d'opinion, il est modéré et élastique. Il nous fut donc facile de prendre la position suivante: *«nous comprendrions parfaitement que le fascisme se débarrasse de ses adversaires et prenne des mesures dictatoriales contre nous. Il a parfaitement raison de nous juger et de nous condamner parce que nous sommes communistes et que notre but est de renverser le gouvernement existant par une action révolutionnaire; mais du point de vue juridique, ce que nous faisons n'est pas défendu. Certes, d'autres choses sont interdites, mais vous ne possédez aucune preuve de la prétendue conjuration et de la prétendue association de malfaiteurs sur laquelle repose l'accusation»*. Non seulement nous avons soutenu ce point de vue, mais il nous a valu l'acquiescement du tribunal parce qu'il était absolument impossible de nous condamner sur la base des lois en vigueur.

Nous pûmes alors constater que l'appareil judiciaire et policier n'était nullement à la hauteur de sa tâche du point de vue fasciste. Le fascisme s'était emparé de l'appareil d'Etat, mais il n'avait pas été capable de le transformer à ses propres fins. Il n'entendait pas se débarrasser des chefs communistes par voie de procès. Il avait ses cadres, ses propres organisations terroristes, mais sur le terrain de la justice, il ne croyait pas avoir besoin d'armes nouvelles. Cela démontre à mon avis une nouvelle fois que pour lutter contre le prolétariat, les garanties que la justice libérale offre à la bourgeoisie sont complètement insuffisantes. Il est vrai que dans de telles circonstances, notre défense elle-même a dû passer par des voies légales, mais si l'adversaire se trouve en possession d'une organisation illégale grâce à laquelle il pourrait résoudre la question de façon bien différente, ces garanties démocratiques perdent pour lui toute signification.

Le fascisme continue la vieille politique des mensonges démocratiques de gauche, de l'égalité de tous devant la loi, etc... Cela ne l'empêche pas de se livrer à de graves persécutions contre le prolétariat, mais en ce qui concerne les procès purement politiques contre les dirigeants du prolétariat révolutionnaire, le fascisme n'a rien ajouté de nouveau au système classique des gouvernements démocratiques bourgeois. Or une révolution est toujours caractérisée par la transformation des lois politiques.

Je traiterai maintenant de façon brève les événements advenus après la conquête du pouvoir par le fascisme.

Avant tout, quelques mots de la situation économique en Italie. Les fascistes continuent à répéter que la crise économique de 1920-21 a fait place à la prospérité depuis qu'ils sont au pouvoir. Ils prétendent que, depuis deux ans, cette situation s'est stabilisée, que l'équilibre économique a été rétabli, que l'ordre a été restauré et que l'ensemble de la situation s'est notablement amélioré. Tels seraient les avantages du fascisme pour toutes les classes sociales, les bénédictions dont tout le peuple italien lui serait redevable. Cette thèse officielle est appuyée par une mobilisation de grand style de toute la presse et par tous les moyens dont dispose un parti solidement installé au pouvoir. Mais elle n'est rien d'autre qu'un mensonge officiel. En Italie, la situation économique est actuellement mauvaise. Le cours de la lire n'a jamais été plus bas depuis la fin de la guerre: elle vaut à peine 4,3 cents américains... Le fascisme n'est pas parvenu à améliorer la situation. Il est vrai que selon Mussolini, le cours de la lire serait tombé encore plus bas s'il n'était pas au pouvoir, mais on ne peut prendre cet argument au sérieux.

Les fascistes prétendent en outre avoir rétabli l'équilibre du budget. C'est vrai du point de vue matériel: il est notoire qu'avec les bilans d'Etat, on peut démontrer tout ce qu'on veut. De toutes façons, les fascistes n'ont pas démenti les techniciens de l'opposition qui ont démontré, chiffres en mains, que si le prix du charbon n'avait pas baissé par rapport à 1920-21 et si les dépenses de guerre n'avaient pas été enregistrées d'une façon nouvelle du point de vue purement comptable, le déficit de l'Etat apparaîtrait aujourd'hui très supérieur à celui de 1920-21.

Quant aux indices économiques, ils révèlent une aggravation générale de la situation. Il est vrai que le nombre des chômeurs reste très inférieur à celui de 1920, et surtout de 1921, qui était énorme, mais pendant les derniers mois, le chômage a recommencé à augmenter et la crise industrielle n'a pas été définitivement surmontée. Dans le domaine des affaires, la situation est extrêmement tendue et le commerce connaît de graves difficultés, comme le montre la statistique des faillites qui ont considérablement augmenté par rapport aux dernières années. L'indice du coût de la vie dans les grandes villes a lui aussi augmenté. Bref, il est clair que l'ensemble de la situation économique en Italie s'aggrave et n'est nullement stabilisée. Sous la pression de la bourgeoisie tout ce que le fascisme a réussi à produire est seulement une stabilité extérieure. Les indices officiels montrent que tout ce qui a été obtenu est exclusivement le fruit de cette terrible pression exercée sur le prolétariat, que tout ce qui a été réalisé l'a été aux dépens de la classe prolétarienne et dans l'intérêt exclusif de la classe dominante. On ne doit pas oublier que l'existence même de cette pression impitoyable laisse présager une explosion des classes qui ont été sacrifiées à la tentative faite par le fascisme pour rétablir la situation économique dans l'intérêt exclusif de la grande bourgeoisie.

J'en viens maintenant à l'attitude du gouvernement fasciste envers les

ouvriers. J'ai déjà noté que les grands procès politiques intentés contre nous ont donné la preuve de l'insuffisance de l'appareil judiciaire de l'Etat fasciste. Mais de graves persécutions contre le prolétariat ont eu lieu dès qu'on a été en mesure d'accuser nos camarades non de délits considérés par le code comme «politiques», mais de délits de droit commun. De nombreux heurts se sont produits et continuent à se produire entre fascistes et prolétaires, surtout communistes, et il y a chaque fois des morts et des blessés des deux côtés. Il est notoire que longtemps encore après la conquête du pouvoir par le fascisme, une complète impunité était assurée aux fascistes qui avaient tué des ouvriers, même lorsqu'il existait contre eux des preuves accablantes. Par contre, les ouvriers qui blessaient ou tuaient des fascistes pour se défendre étaient condamnés aux peines les plus graves. L'amnistie qui vient d'être prononcée est à l'avantage exclusif de ceux qui ont commis des délits de droit commun **à des fins nationales**: c'est une amnistie pour les assassins fascistes, tandis que les délinquants qui ont agi dans un but antinational, c'est-à-dire qui ont combattu contre le fascisme, doivent s'attendre aux peines les plus terribles. C'est donc une pure amnistie de classe.

Une autre amnistie a réduit les peines atteignant 2 à 3 ans, mais il faut savoir que nos camarades ont presque toujours été condamnés à 10, 15 et 20 ans de détention. Des centaines et des centaines d'ouvriers et de camarades italiens sont actuellement en prison parce qu'ils n'ont pas pu passer à temps la frontière après les combats armés avec les fascistes auxquels ils ont participé et que les fascistes avaient presque toujours provoqués. Le gouvernement actuel exerce ainsi la répression la plus féroce contre la classe ouvrière. Celle-ci ne peut même pas tenter de se défendre contre la terreur fasciste sans que la justice intervienne immédiatement contre elle d'une façon qui ne diffère pas des procès politiques classiques pour «trahison». Juridiquement, toutes les garanties permettant au parti communiste, au mouvement anarchiste, etc... d'exister subsistent tout comme avant. Qu'y a-t-il d'impossible en théorie?

Les choses vont de même en ce qui concerne la presse. Officiellement, la liberté de presse reste en vigueur. Tous les partis sont autorisés à publier leurs organes, mais bien qu'il n'existe pas de dispositions officielles dans ce sens, les questeurs peuvent empêcher la parution d'un journal. Jusqu'à maintenant seuls des journaux communistes ont été interdits. Notre quotidien **Il Lavoratore** de Trieste l'a été en application d'une loi autrichienne encore en vigueur dans cette ville. Ainsi, les vieilles lois autrichiennes sont employées contre les révolutionnaires que, pendant la guerre, on dénonçait comme complices de l'Autriche à cause de leur défaitisme.

Il faut signaler aussi le système connu qui consiste à faire supprimer des journaux, persécuter leurs rédacteurs ou saboter les associations de journalistes par des bandes armées et qui rend impossible la publication de la presse prolétarienne. Encore aujourd'hui, nos journaux, de même que les organes de l'opposition, sont souvent détruits ou brûlés lorsqu'ils arrivent à destination.

Le gouvernement fasciste exerce aussi une terrible pression sur les syndicats.

Les ouvriers sont contraints par la force à entrer dans les syndicats fascistes. Les sièges des syndicats rouges ont été détruits. Malgré cela, les fascistes n'ont pas réussi à rassembler les masses dans leurs organisations et les chiffres d'adhérents qu'ils publient relèvent du bluff. En réalité, le prolétariat est aujourd'hui syndicalement inorganisé. Parfois, les masses participent à des mouvements dirigés par les fascistes, mais c'est seulement parce qu'elles n'ont pas d'autre possibilité de faire la grève en général. Certains ouvriers, certaines catégories qui dans leur grande majorité ne sont pas partisans des syndicats fascistes et qui votent contre eux et pour les candidats révolutionnaires lors des élections aux commissions internes, sont obligés d'adhérer au syndicat fasciste pour pouvoir même seulement essayer de lutter contre la bourgeoisie. Il en résulte un grave conflit au sein du mouvement syndical fasciste. Celui-ci ne peut empêcher les grèves et est entraîné dans la lutte contre les organisations fascistes d'entrepreneurs. Ce conflit au sein des organisations fascistes et gouvernementales se résout toujours au préjudice des ouvriers. De là un mécontentement et une crise graves que les chefs du mouvement syndical fasciste n'ont pas pu dissimuler dans les réunions de ces derniers mois. Leur tentative d'organiser le prolétariat industriel s'est donc soldée par un échec complet. Leur action tend à créer un prétexte, d'ailleurs superflu, pour freiner l'activité des syndicats libres et pour perpétuer la désorganisation du prolétariat.

Dernièrement, le gouvernement a pris des mesures contre les syndicats libres en décrétant que le travail d'organisation et d'administration internes des syndicats devait être contrôlé par l'Etat. C'est là un fait très grave, mais il ne change rien à la situation, puisque le travail des syndicats libres était déjà presque complètement paralysé par d'autres mesures.

Les syndicats libres continuent à exister, de même que les Bourses du Travail, les fédérations de métier, etc... mais il est absolument impossible de dire quel est actuellement le nombre de leurs adhérents, même là où ils ont réussi à garder le contact avec les masses, car la perception des cotisations et la propagande sont presque impossibles. Jusqu'à maintenant, il n'a pas été possible de reconstituer les cadres des organisations syndicales en Italie. Mais le grand avantage du fascisme résiderait justement selon lui dans le fait qu'il n'y a plus de grèves: pour la bourgeoisie et pour les philistins de la classe moyenne, c'est là le point décisif.

On prétend qu'en 1920, quand le fascisme n'existait pas, des masses d'ouvriers descendaient tous les jours dans les rues, tantôt pour une grève, tantôt pour une manifestation, tantôt pour des bagarres, tandis qu'aujourd'hui, il n'y a plus ni grèves, ni agitations, le travail se poursuit sans interruptions dans les usines et l'ordre et la paix règnent. C'est là le point de vue patronal.

Cependant, il y a toujours des grèves, et au cours de celles-ci des incidents dignes d'être mentionnés se sont produits, qui résultaient des rapports entre syndicats fascistes, ouvriers révolutionnaires, gouvernement et patrons. La situation est profondément instable. La lutte de classe continue, comme une série d'événements significatifs en témoigne. Malgré tous les obstacles, il n'y a pas de

doute qu'elle continue à se développer. L'action du gouvernement fasciste est aussi dirigée contre les ouvriers des entreprises d'Etat. Par exemple, les cheminots sont soumis à une véritable terreur. Un grand nombre d'entre eux a été licencié, parmi lesquels, en premier lieu, les membres actifs d'organisations révolutionnaires, les syndicats de cheminots comptant parmi ceux dont la direction était de loin le plus à gauche. Le gouvernement a procédé de même dans une série d'autres entreprises dépendant de l'Etat.

Les fascistes répètent continuellement qu'ils ont accordé aux prolétaires une grande conquête, la journée de 8 heures, et ils demandent dans quel autre grand Etat le gouvernement a promulgué une loi semblable. Or l'application de cette loi est soumise à des clauses qui annulent le principe de la journée de 8 heures. Même en l'appliquant à la lettre, on pourrait imposer une journée de travail très supérieure à huit heures. En outre, la loi n'est pas appliquée. Avec l'approbation des syndicats fascistes, les patrons font ce qu'ils veulent dans les entreprises. D'ailleurs, le prolétariat italien avait déjà conquis la journée de 8 heures avec ses organisations, et certaines fédérations professionnelles avaient même obtenu un temps de travail plus court. Il ne s'agit donc pas d'un «cadeau» que le fascisme aurait fait au prolétariat italien. En réalité, on peut dire que si le chômage augmente, c'est que les patrons obligent les ouvriers à travailler beaucoup plus de 8 heures. Les autres «conquêtes» ne méritent même pas d'être citées. Les ouvriers qui s'étaient déjà assurés certains droits, une certaine liberté de mouvement et d'agitation dans les usines, subissent maintenant une discipline de fer. L'ouvrier italien travaille aujourd'hui sous le knout.

Tous les chiffres dont on dispose montrent que les salaires ont énormément diminué après avoir momentanément atteint un niveau correspondant au renchérissement des denrées de première nécessité, qui coûtent aujourd'hui 4 à 5 fois plus qu'avant-guerre. Le niveau de vie des ouvriers a beaucoup baissé. S'il est vrai que l'«ordre» a été rétabli dans les usines, c'est un ordre réactionnaire, dans l'intérêt exclusif de l'exploitation patronale. Certains exemples le montrent bien. Bien que dirigée par des opportunistes notoires comme Giuletti (ou précisément pour cette raison), l'organisation des travailleurs maritimes avait réussi jusqu'à un certain point à résister au pouvoir fasciste et à survivre à la marche sur Rome. A côté de cette organisation existait une coopérative de dockers appelée «Garibaldi», qui, pour le nouveau contrat qui devait être signé entre le gouvernement et les armateurs, avait l'intention de faire des offres très avantageuses. Pour les grands armateurs, c'était là une concurrence dangereuse, qui les aurait obligés à faire à leur tour des offres moins rentables pour eux. Qu'ont-ils fait? Un groupe des rois de la navigation a donné un ordre au gouvernement fasciste qui s'est empressé de l'exécuter: sous prétexte d'un conflit provoqué par les autorités locales, il a fait occuper par la police les bureaux de la coopérative et l'a contrainte à interrompre son activité.

La situation est très compliquée, mais il est clair que l'appareil d'Etat fasciste est au service des groupes capitalistes qui luttent contre la classe ouvrière. Toute

la vie du prolétariat, toute la vie industrielle en Italie prouvent de la façon la plus claire que chez nous s'est réalisée la forme la plus extrême de développement du gouvernement en organe dirigeant et comité d'affaires des capitalistes. On peut signaler les mêmes phénomènes à propos des ouvriers agricoles. Je donnerai pour exemple la grève des «mondines» des rizières de la Lomellina. Cette grève avait été déclenchée avec l'approbation du syndicat fasciste, mais elle se heurta à la terreur de toute la réaction dressée contre elle: les grévistes furent attaqués par la police et la milice, c'est-à-dire par les organes du gouvernement fasciste, et le mouvement fut écrasé dans le sang. Il existe des centaines d'exemples semblables qui donnent une image de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le prolétariat italien. La politique syndicale fasciste permet aux ouvriers d'essayer de lutter, mais à peine le conflit a-t-il éclaté entre ouvriers et patrons, que le gouvernement intervient avec brutalité pour protéger l'exploitation capitaliste.

Quels sont maintenant les rapports entre le fascisme et les classes moyennes? Toute une série de faits prouve que celles-ci sont déçues. Au début, elles voyaient dans le fascisme leur propre mouvement et l'aube d'une nouvelle époque historique. Elles croyaient que le temps de la domination de la grande bourgeoisie et de ses chefs politiques était révolu, sans que celui de la dictature prolétarienne - la révolution bolchévique qui les avait fait trembler en 1919 et 1920 - fût encore venu. Elles croyaient que la domination des classes moyennes, de ceux qui avaient fait la guerre et remporté la victoire, était près de s'instaurer; elles s'imaginaient pouvoir créer une puissante organisation pour prendre en mains la direction de l'Etat. Elles voulaient mener une politique autonome pour défendre leurs intérêts, une politique dirigée à la fois contre la dictature capitaliste et contre la dictature prolétarienne. La faillite de ce programme est prouvée par les mesures du gouvernement fasciste qui frappent durement non seulement le prolétariat, mais ces classes moyennes qui s'imaginaient avoir instauré leur propre pouvoir, leur propre dictature et qui s'étaient même laissées entraîner à des manifestations contre le vieil appareil de domination bourgeois qu'elles croyaient abattu grâce à la révolution fasciste. Les mesures gouvernementales du fascisme montrent qu'il est au service de la grande bourgeoisie, du capital industriel, financier et commercial et que son pouvoir est dirigé contre les intérêts **de toutes les autres classes...**

Ses mesures dans la question du logement, par exemple, frappent toutes les classes sans distinction. Pendant la guerre, un moratoire imposait aux propriétaires de logements certaines limitations dans l'augmentation des loyers. Les fascistes l'ont supprimé. Il est vrai qu'après avoir rétabli une liberté illimitée dans ce domaine, ils ont été obligés de promulguer une nouvelle loi limitant les droits de propriétaires de logements. Mais cette loi est purement démagogique et son but se limite à apaiser la colère suscitée par la première loi. Jusqu'à maintenant, la pénurie de logements reste énorme. On peut en dire autant de la réforme de l'école, «la plus fasciste de toutes les réformes» comme l'a définie Mussolini, qui a été préparée par le célèbre philosophe Gentile. Du point de vue technique, c'est une réforme qui doit être prise au sérieux. Pour résoudre la question sur de nouvelles

bases, un travail vraiment remarquable a été accompli. Mais la tendance de cette réforme est entièrement aristocratique: elle rend impossible aux fils d'ouvriers, de gens sans moyens, de petits-bourgeois de recevoir une bonne instruction. Seules les familles qui peuvent payer les frais élevés de l'enseignement à leurs fils auront le privilège de la culture. C'est pourquoi la classe moyenne et la petite bourgeoisie ont accueilli cette réforme avec une grande mauvaise humeur, en particulier les enseignants et les professeurs, dont les conditions économiques ont encore été aggravées et qui sont soumis à une discipline plus stricte.

Un autre exemple: pour réformer la bureaucratie, le fascisme a procédé à une révision des traitements des fonctionnaires selon le principe suivant: diminution des salaires les plus bas, augmentation de ceux des fonctionnaires supérieurs. Cette réforme a provoqué elle aussi du ressentiment contre le gouvernement fasciste dans le personnel subalterne de l'Etat.

Nous ne pouvons traiter à fond ici la question des impôts, mais la fiscalité fasciste démontre clairement le caractère de classe du gouvernement. Ce dernier voulait remettre le budget en équilibre, mais il n'a pris aucune mesure contre les capitalistes: pour augmenter les recettes, il a seulement accru les charges pesant sur le prolétariat, sur les consommateurs, sur la classe moyenne et la petite bourgeoisie.

Une des principales causes du mécontentement réside dans la façon dont le fascisme a traité la population agricole, les petits fermiers, etc... S'il est l'ennemi juré du prolétariat industriel, il a aggravé de façon non moins sensible les conditions de vie de la classe paysanne. Les gouvernements précédents avaient déjà pris des dispositions pour régler l'impôt foncier, mais celles-ci n'avaient pas été appliquées. Le ministre fasciste De Stefani a veillé, lui, à leur application de façon si draconienne qu'une charge fiscale réellement insupportable pèse sur toute la petite propriété terrienne et même sur les revenus des petits paysans, fermiers et travailleurs agricoles. Cette charge a été rendue encore plus pesante par les impôts municipaux et provinciaux qu'autrefois les administrations locales socialistes avaient réglementés dans un sens anticapitaliste et favorable aux ouvriers. Aujourd'hui, au contraire, les impôts sur le bétail et les autres taxes rendent plus difficile que jamais la vie des petits paysans. Récemment, l'impôt sur le vin a été légèrement diminué pour apaiser le mécontentement dans les campagnes. Mais tous ces impôts continuent à représenter une charge terrible pour la population agricole.

Je donnerai seulement l'exemple d'un camarade de la délégation italienne qui est lui-même petit paysan. Pour une superficie de 12 hectares dont il est en partie propriétaire et qu'il loue pour l'autre partie, et qui lui rapporte 12.000 liras, il doit payer un impôt de 1.500 liras, c'est-à-dire de 12,5 %. Il est facile d'en déduire ce qu'il faudrait tirer de la terre pour assurer l'existence d'une famille et du personnel!

Dans le Sud, il s'est produit un phénomène qui mérite d'être noté. L'année dernière, la vendange avait été excellente. Les prix ont énormément baissé, et cette

année le vin se vend à des prix très bas. Les fermiers, qui sont très nombreux dans cette région, déclarent qu'ils ne réalisent plus aucun bénéfice. En effet, là où, en dehors de la vigne, on pratique d'autres cultures, les fermiers comptent en général sur ces autres productions pour couvrir bien ou mal leurs coûts de production et c'est la viticulture qui leur fournit de quoi vivre. Mais avec le prix actuel du vin, les impôts et les coûts de fabrication du vin, il ne leur reste plus rien. Les prix de vente sont égaux aux coûts de production. Le paysan et sa famille, n'ayant plus de quoi vivre, sont contraints à s'endetter, à demander des avances aux petits-bourgeois des centres ruraux ou aux grands propriétaires et donc, dans ce dernier cas, à hypothéquer leur terre. Immédiatement après la guerre, la loi interdisait l'augmentation des loyers de fermage. Les fascistes ont abrogé cette loi, et les loyers que les petits fermiers doivent aujourd'hui payer aux propriétaires fonciers ont augmenté de 100 à 400 %. Même les clauses relatives au partage de la récolte entre propriétaires et locataires ont été radicalement modifiées au détriment de ces derniers. Pour vivre, le petit propriétaire est contraint à vendre une partie de sa terre, ou à renoncer à la parcelle qu'il avait achetée moitié au comptant, moitié à tempérament. Aujourd'hui, s'il ne peut pas payer, il perd immédiatement soit le terrain, soit l'argent déjà versé. Une véritable expropriation des petits propriétaires est en train de se produire. Ayant acheté la terre à des prix élevés après la guerre, ils ne possèdent actuellement plus d'argent liquide et ils sont contraints de la revendre à des prix inférieurs. Cette expropriation authentique par les grands propriétaires est un phénomène qui tend toujours plus à se généraliser. Toutes les mesures du gouvernement fasciste dans ce domaine ont eu pour seul résultat d'aggraver les conditions de vie du prolétariat agricole.

Dans le passé, les socialistes conduisirent une agitation avec laquelle nous ne pouvions pas être pleinement d'accord: il cherchaient à faire exécuter par le gouvernement de grands travaux de bonification pour occuper les travailleurs et les salariés agricoles et combattre le chômage en allégeant le marché du travail dans les campagnes. Le gouvernement fasciste a suspendu ces travaux pour rétablir l'équilibre du budget. Un grand nombre de travailleurs agricoles a donc été jeté sur le marché, la misère dans les campagnes s'est accrue et les conditions de vie du prolétariat rural se sont aggravées d'autant.

Le mécontentement est directement dirigé contre le gouvernement. Les fascistes ont beaucoup parlé du parasitisme des vieilles coopératives rouges qui exploitaient systématiquement l'Etat grâce à une pression sur le Parlement en faveur des travaux publics; mais aujourd'hui, ils font exactement la même chose. Ils cherchent avec leurs coopératives fascistes (presque tout l'ancien appareil socialiste est passé dans leurs mains) à conduire une politique analogue dans l'intérêt de la nouvelle bureaucratie fasciste.

Les conditions dans lesquelles le fascisme a jeté la paysannerie sont telles qu'aujourd'hui cette classe reconnaît dans le gouvernement une puissance hostile à ses intérêts et prend peu à peu une attitude de lutte à son égard. On a déjà des exemples de révoltes paysannes armées contre les impôts et les administrations

municipales fascistes. C'est là un fait extrêmement important, qui caractérise bien la situation.

Après ces remarques sur la politique sociale du fascisme, je passerai à d'autres secteurs, et en particulier à la politique fasciste dans le domaine religieux. Elle constitue un bon exemple de sa versatilité théorique. A l'origine, pour exploiter certains états d'esprit traditionnels dans les couches moyennes et chez les intellectuels, le fascisme s'était donné un programme anticlérical et avait combattu le parti populaire catholique pour miner son influence dans les campagnes. Dans une seconde période, entrant en concurrence avec le parti populaire, le fascisme est devenu le parti officiel de la religion et du catholicisme. C'est un fait à noter du point de vue historique et théorique. Le Vatican fait une politique pro-fasciste. Il a accepté avec satisfaction les concessions que le gouvernement fasciste lui a faites en améliorant les conditions de vie du clergé et en rétablissant l'enseignement religieux. Mussolini qui, en Suisse, avait édité une bibliothèque antireligieuse (une série de fascicules à 5 sous démontrant l'inexistence de Dieu et rappelant les méfaits des papes, l'histoire de la femme élue au trône pontifical et toutes les autres sottises dont on s'est servi pendant des siècles pour obscurcir le cerveau des travailleurs), Mussolini en personne invoque aujourd'hui le Père Eternel chaque fois qu'il le juge opportun et proclame qu'il gouverne l'Italie «au nom de Dieu».

L'opportunisme politique du Vatican dissimule pourtant un antagonisme fondamental qui apparaît au contraire clairement dans les rapports entre fascistes et membres du parti populaire (qui constitue une espèce de démocratie chrétienne): l'idée catholique en tant que telle est opposée au fascisme parce qu'il représente une divinisation de la patrie et de la nation qui, du point de vue catholique, constitue une hérésie. Le fascisme voudrait faire du catholicisme une affaire nationale italienne. Mais l'église catholique pratique une politique fondamentalement internationale, universelle, pour étendre son influence politique et morale pardessus toutes les frontières. Ce contraste extrêmement significatif est momentanément résolu par un compromis.

Passons maintenant brièvement à la politique extérieure du fascisme. Les fascistes prétendent qu'avant leur arrivée au pouvoir l'Italie était dans une situation internationale très défavorable, qu'elle était méprisée par tous, mais que depuis qu'elle a un gouvernement fort, on la traite tout différemment et que sa situation internationale a profondément changé. Les faits démontrent que le fascisme n'a pu que continuer la politique extérieure traditionnelle de la bourgeoisie italienne. Matériellement, rien n'a changé. Après avoir joué sa carte principale lors du célèbre épisode de Corfou, Mussolini a renoncé à des coups de force de cette sorte, il est revenu à la raison, il a été accueilli dans les rangs des diplomates orthodoxes et il s'est bien gardé de répéter cette première erreur dans les autres questions. Les grands journaux anglais et français écrivent que Mussolini est un homme politique très habile et qu'après l'expédition de Corfou, qui était de l'enfantillage, il est devenu très sage et très prudent. En réalité, la politique

internationale de Mussolini est une politique de second rang, la seule que l'on puisse faire actuellement en Italie, puisque dans la lutte des grandes puissances mondiales, celle-ci joue un rôle subalterne. Dans la question des réparations et dans le conflit franco-allemand, Mussolini a toujours pris une attitude intermédiaire qui n'a exercé aucune influence dans un sens ou dans l'autre sur le rapport des forces existant. Son attitude oscillante a été accueillie avec satisfaction tantôt par l'Allemagne, tantôt par la France, tantôt par la Grande-Bretagne.

Il est vrai que le fascisme a pu modifier et même renverser le rapport des forces à l'intérieur de l'Italie. Mais il n'a pu réaliser la même chose à l'échelle internationale parce qu'il n'a aucune influence sur les rapports entre les Etats. En l'absence de ses présuppositions historiques et sociales, on ne peut parler sérieusement aujourd'hui d'un impérialisme italien.

Certains faits mettent en lumière l'extrême modestie à laquelle Mussolini est contraint dans sa politique extérieure. La question de Fiume a été réglée par un compromis avec la Yougoslavie succédant aux menaces de guerre contre elle. Là aussi, le nationalisme impérialiste a dû céder devant la réalité internationale. Le fait qu'il ait dû reconnaître aussi la Russie soviétique montre que la prise du pouvoir par le fascisme lui a permis de pratiquer une politique d'extrême-droite en Italie, mais non de l'étendre à l'échelle internationale.

Quelle impression cette reconnaissance a-t-elle faite sur le prolétariat italien? Ce dernier a une éducation révolutionnaire assez bonne et il ne s'est pas laissé abuser par la campagne de presse fasciste qui, après avoir reproduit toutes les calomnies contre les bolchéviks, et toutes les fables qui courent sur la Russie s'est mise tout à coup sur commande à écrire tout le contraire, c'est-à-dire qu'il ne s'agit plus d'une révolution communiste, que le bolchevisme est liquidé et que la Russie est un pays bourgeois comme un autre, qu'entre l'Italie et la Russie il existe des intérêts communs, que la Russie et l'Italie fasciste peuvent parfaitement collaborer. Le fascisme a même tenté d'accréditer cette thèse grossière: nous sommes en présence de deux révolutions, de deux dictatures, de deux exemples de la même méthode politique d'élimination de la démocratie, qui par nature doivent aboutir à des actions parallèles. Mais cette explication n'a suscité que de l'hilarité. N'ayant pas su éviter une évolution défavorable du commerce extérieur, les capitalistes italiens avaient intérêt à entrer en contact avec la Russie pour trouver de nouveaux marchés.

Le prolétariat italien y a vu une preuve de la faiblesse du fascisme, non de la Russie soviétique. Je suis pourtant obligé de relever que la juste interprétation politique de cet événement international de première importance par le prolétariat italien a été troublée par un incident déplaisant; certains camarades russes ont fait des déclarations qui allaient trop loin dans l'explication de cet acte politique, des déclarations d'amitié envers l'Italie qui pouvaient être interprétées en faveur de l'Italie **officielle** et du grand duce Mussolini, ce qui devait nécessairement provoquer un certain malaise dans le prolétariat persécuté par les fascistes. Sans ce faux pas, tout le reste aurait été parfaitement compris par le prolétariat

révolutionnaire d'Italie.

Venons-en maintenant aux rapports entre l'appareil du parti fasciste et l'appareil de l'Etat sous le nouveau gouvernement. Ces rapports ont soulevé des problèmes très épineux qui ont provoqué une crise grave et des frictions continuelles dans les rangs fascistes eux-mêmes. La vie intérieure des organisations fascistes a été depuis le début très agitée. Il s'agit d'ailleurs d'une organisation très vaste englobant 700.000 adhérents et où les conflits sont donc naturellement inévitables. Mais l'âpreté et la violence des contradictions internes du mouvement fasciste en Italie sont exceptionnelles. Au début, le problème des rapports entre parti et Etat fut résolu de façon très défectueuse, en doublant les autorités étatiques par des commissaires politiques tirés des rangs du parti et exerçant une certaine influence sur les fonctionnaires, c'est-à-dire disposant du pouvoir réel. Cela provoqua des frictions qui obligèrent à réviser cette méthode d'organisation et à rendre ses anciens droits à l'appareil d'Etat en éliminant les commissaires fascistes. Mais la crise n'a été surmontée qu'à grand peine et elle n'est pas définitivement résolue parce que deux courants se sont formés dans le mouvement fasciste. L'un tend à la révision du fascisme extrémiste, veut revenir à la légalité et déclare: nous avons le pouvoir, nous avons notre grand chef politique Mussolini, nous pouvons donc gouverner en nous contentant des moyens normaux et légaux; tout l'appareil d'Etat est à notre disposition, c'est nous qui formons le gouvernement, notre duce jouit de la confiance de tous les partis, donc le parti n'a plus besoin de s'immiscer directement dans les questions d'administration. Ce courant voudrait renoncer à la lutte violente, aux moyens illégaux et revenir **aux rapports normaux**. Il cherche à attirer Mussolini à lui en l'isolant des éléments fascistes extrémistes. Ces derniers se recrutent parmi les chefs locaux et on les désigne du terme abyssin de «ras». Les «ras» sont pour la dictature locale des troupes d'occupation fascistes dans toute l'Italie, et même pour une «seconde» vague de terreur contre les opposants. Un de leurs représentants caractéristiques est le député Farinacci qui a récemment proposé la peine de mort pour les antifascistes. Entre ces deux extrêmes, c'est-à-dire entre la tendance qui dit: si Mussolini lui-même reconnaît que la révolution n'est pas encore accomplie, alors il faut la compléter, il faut commander «cinq minutes de feu» pour **anéantir** définitivement tous les ennemis du fascisme, et l'autre tendance qui voudrait un rapprochement entre le fascisme et certains opposants et jusqu'à des réformistes comme certains dirigeants de la C.G.T., Mussolini a jusqu'alors maintenu un certain équilibre en faisant d'habiles concessions tantôt aux uns, tantôt aux autres. Il a rétabli les fonctionnaires dans leurs anciens droits, mais il n'entend pas renoncer aux organisations indépendantes de l'Etat qui font la force du fascisme et qui lui permettent de se défendre contre des attaques révolutionnaires.

Le fascisme n'a pas dissous le Parlement. L'ancienne chambre a voté plusieurs fois la confiance à Mussolini, elle lui a accordé les pleins pouvoirs et tout ce qu'il demandait en plus. Mais le fascisme a voulu modifier le droit électoral. En Italie, les élections se faisaient à la proportionnelle. Le fascisme voulait

s'assurer la majorité. A mon avis, cela aurait été possible même avec l'ancien système. Même avec la proportionnelle, le fascisme aurait obtenu la même chose qu'aujourd'hui. Avec la nouvelle loi électorale, la liste rassemblant la majorité des voix et obtenant en tout les 25 % des suffrages exprimés a droit aux deux tiers des sièges dans le nouveau parlement. Cela signifie qu'un quart des votes effectifs suffit pour occuper les deux tiers des sièges, à condition naturellement qu'une autre liste n'obtienne pas les 26 ou 27 % des suffrages. La liste nationale majoritaire comprenait 375 noms. En réalité, donc, ces députés ont été élus par Mussolini puisqu'on était par avance certain qu'elle réunirait plus de 25 % des voix. Les candidatures donnèrent lieu à une véritable et ardente bataille au sein du parti fasciste. Environ 10.000 «ras» fascistes avaient l'ambition de devenir un des 375 élus, mais on n'avait même pas pu réserver à des fascistes toutes les candidatures de la liste.

Dans les élections, le fascisme a appliqué une double tactique. Dans le Nord, où les organisations fascistes sont très fortes, tout compromis a été repoussé et seuls des candidats fascistes ont été présentés. Dans le Sud, où son organisation est beaucoup plus faible, le fascisme s'est vu contraint à un compromis avec certaines personnalités politiques de l'ancien régime et une place importante leur a été faite sur la liste nationale. Ainsi, les candidats furent en partie des hommes nouveaux sortis des rangs du parti fasciste et en partie des personnalités politiques traditionnelles.

Pendant les élections, la terreur fasciste n'est notoirement pas allée jusqu'à empêcher l'opposition d'exercer son droit de vote. Le gouvernement a manœuvré avec une certaine habileté parce qu'il savait qu'en empêchant l'opposition de voter, il aurait enlevé tout sens politique aux élections. Il s'est donc limité à influencer les résultats en sa faveur. Mussolini dit maintenant: *«les élections ont eu lieu; l'énorme majorité a voté pour nous; ce consensus de l'énorme majorité légalise notre pouvoir; on ne peut parler de la domination d'une minorité»*. Pour juger des résultats des élections, il faut distinguer nettement entre le Nord et le Sud. Dans le Nord, le fascisme est fortement organisé surtout dans les campagnes, mais aussi dans les villes industrielles. Il pouvait donc surveiller ses électeurs et contrôler si les membres du parti votaient conformément aux ordres, c'est-à-dire supprimer presque complètement le vote secret. Les fascistes ont certes combattu sans pitié leurs adversaires, mais en définitive, ils ont dû les laisser voter, parce qu'ils comptaient sur leur force. C'est pourquoi, dans le Nord, ils n'ont obtenu qu'une très faible majorité, à peine plus de 50 %...; dans certaines villes comme Milan, on sait parfaitement que la liste fasciste a recueilli moins de voix que les listes d'opposition.

Dans le Sud, au contraire, la liste fasciste a recueilli une imposante majorité. Le nombre total des votes dans toute l'Italie a été de 7,3 millions, dont 4,7 pour les fascistes, c'est-à-dire la moitié, plus presque un million. Cette énorme majorité a été obtenue grâce au Sud où le fascisme ne peut compter sur des organisations solides. C'est là l'aspect le plus curieux de la chose.

A l'exception de certains districts qui ont connu des conflits agraires comparables à ceux de la vallée du Pô, le Sud n'a jamais connu de véritable mouvement fasciste. Là-bas, il s'est implanté de la façon suivante: après la venue du fascisme au pouvoir, les cliques bourgeoises locales ont cru bon d'adhérer au parti pour garder l'appareil administratif en mains et continuer à l'exploiter. Lors des élections, les représentants des listes d'opposition ont été persécutés, des escouades fascistes ont été organisées et on leur a remis des certificats électoraux mis à la disposition des administrations communales, et chaque membre de ces escouades a voté 30, 40 et jusqu'à 50 fois. Etant données ces circonstances, Mussolini s'est vu contraint à cette affirmation extraordinaire: le Sud de l'Italie a sauvé la patrie, le Sud dispose de forces plus aguerries dans la lutte contre la démocratie révolutionnaire, le Sud ne s'est pas laissé entraîner sur la mauvaise voie en 1919-20, etc... Il a ainsi complètement révisé son interprétation politique précédente qui reconnaissait dans le Nord la partie la plus avancée et civilisée du pays et le soutien le plus solide de l'Etat. Dans ses derniers discours, il revient, il est vrai, à cette vieille théorie, oubliant de mettre ses paroles en accord avec les résultats statistiques officiels des élections. Dans le Sud, le fascisme est extrêmement faible; on peut même dire que dans l'affaire Matteotti, le Sud s'est prononcé unanimement contre le gouvernement. Ce fait important montre par quels moyens artificieux le fascisme se maintient au pouvoir.

Etudions maintenant les autres partis qui ont participé aux élections. Avant d'aborder les partis pro-fascistes, je veux mentionner le parti nationaliste qui aujourd'hui se confond officiellement avec le parti fasciste. Le parti nationaliste existait bien avant qu'on parle du fascisme; il a exercé une grande influence sur le développement de ce dernier et c'est lui qui lui a fourni le misérable bagage théorique qu'il possède. L'aile droite des libéraux, dirigée par Salandra, s'est elle aussi totalement unie au fascisme; ses membres ont été candidats sur la liste fasciste; d'autres personnalités et groupes «libéraux», qui ne se sont pas présentés sur les listes fascistes, ont présenté parallèlement à celles-ci des listes purement fascistes afin d'arracher si possible quelques-uns des sièges réservés à la minorité. A côté des listes officielles et de ces listes parallèles, il y eut des listes libérales officieusement appuyées par le gouvernement et d'autres qui, comme celle de Giolitti, n'étaient pas ouvertement antifascistes et que le gouvernement a laissées conquérir des sièges en s'abstenant de les combattre.

En ce qui concerne l'opposition, il faut souligner la défaite des partis parlementaires entre lesquels s'était traditionnellement divisée la «démocratie» et qui dans le passé avaient eu un grand nombre de députés. Bonomi (social-réformiste d'extrême-droite) n'a pas été réélu. Di Cesare et Amendola n'ont sauvé qu'un petit groupe d'adhérents après la lutte acharnée que le gouvernement a menée contre eux, et surtout contre le second. Même le parti populaire a subi une grave défaite. Dans l'ancienne Chambre, il était allé jusqu'à participer au gouvernement fasciste; son attitude a toujours été équivoque, et il n'a rompu ouvertement avec Mussolini qu'en luttant contre la nouvelle loi électorale; celui-ci s'est alors

débarrassé des ministres «populaires». La crise qui s'en est suivie a contraint le chef du parti, Don Sturzo, à se démettre officiellement de sa charge, mais il continue à diriger la politique du parti. Cela a provoqué une scission. Un groupe de populaires nationaux s'est détaché du parti et s'est prononcé pour la liste fasciste. La masse du parti continue à suivre Don Sturzo. L'extrême-gauche dirigée par Migliori s'est détachée, elle aussi, menant à la campagne une agitation qui, parfois, s'est rapprochée de celle des organisations révolutionnaires. A l'intérieur du parti, l'influence des grands propriétaires terriens reste prépondérante sous la forme du centre conciliateur de Don Sturzo, mais le mouvement populaire a reçu de durs coups.

Un autre petit parti digne d'être noté a participé aux élections: c'est le parti paysan qui a présenté ses propres listes dans deux ou trois circonscriptions. Ce parti est composé de petits paysans insatisfaits qui, ne voulant confier la représentation de leurs intérêts à aucun des partis existants, ont préféré former un parti autonome. Il se peut que ce mouvement ait de l'avenir. Il est peut être appelé à prendre une importance nationale. Le petit parti républicain qu'il faut considérer en partie comme un parti prolétarien a une attitude plutôt confuse, mais fait une opposition assez énergique au gouvernement fasciste. Il a conquis deux nouveaux sièges au Parlement puisqu'il a 7 députés dans la nouvelle Chambre contre 5 dans l'ancienne.

Il faut maintenant considérer les trois partis qui sont sortis du vieux parti socialiste traditionnel: le parti socialiste unitaire, le parti socialiste maximaliste et le parti communiste. On sait qu'avant leur scission, ces partis détenaient ensemble 150 sièges. Aujourd'hui les unitaires (réformistes) en ont 24, les maximalistes 22 et les communistes 19. Les communistes ont présenté une liste commune avec la fraction «terzinternationaliste» du parti maximaliste sous le drapeau de l'unité prolétarienne. On peut dire que le parti communiste est le seul de tous les partis d'opposition qui non seulement soit retourné au parlement avec des forces intactes, mais qui ait conquis de nouveaux sièges. En 1921, il en avait 15, aujourd'hui 19. Il est vrai qu'un des mandats est contesté et que nous ne resterons peut être que 18, mais c'est là un détail.

En dehors des petites listes des irrédentistes allemands et des Slaves annexés à l'Italie, il y a un parti né il y a quelques années en Sardaigne qui revendique sinon la séparation complète de l'Italie, du moins une large autonomie régionale. Il s'agit d'un mouvement visant à la décentralisation de l'Etat, à un relâchement des liens entre la Sardaigne et l'Italie et il peut engendrer des mouvements analogues dans d'autres régions dont la situation est encore pire. Il semble que ce soit déjà le cas en Basilicate. Le mouvement a certains rapports avec le mouvement purement intellectuel de Turin qui publie la revue **Révolution libérale** défendant les thèses du libéralisme et en partie du fédéralisme. Ce groupe fait une opposition énergique au fascisme et a rassemblé un certain nombre de sympathisants parmi les intellectuels. Comme on voit, l'opposition est divisée en un grand nombre de petits groupes.

Il faut citer également quelques courants politiques qui n'ont pas participé aux élections. C'est par exemple le cas du mouvement dirigé par D'Annunzio et qui attend un signal de son chef pour entrer en action. Mais l'attitude de D'Annunzio a été plutôt contradictoire ces derniers temps, et il observe pour l'instant le silence. Son mouvement a son origine dans le mouvement des classes moyennes et des combattants qui ne voulaient pas se soumettre à la mobilisation officielle par la grande bourgeoisie et qui, étant donné que le fascisme reniait son programme pour s'orienter dans un sens nettement conservateur, se sont retirés à l'écart. Il faut citer également le mouvement de l'«Italie libre», c'est-à-dire l'opposition antifasciste au sein des organisations d'anciens combattants dont l'influence tend à croître de façon sensible. Un autre mouvement antifasciste qui se livre à une intense activité est la franc-maçonnerie. Les loges franc-maçonnnes ont traversé une crise grave, face au fascisme. Il s'est même produit une scission, du reste sans grande importance: il s'agissait d'isoler du mouvement franc-maçon un petit groupe d'opposition qui s'était déclaré pro-fasciste.

Les fascistes ont fait campagne contre la franc-maçonnerie. En tant que fasciste, Mussolini a fait approuver la même décision à l'égard de la franc-maçonnerie qu'en 1914 lorsqu'il était socialiste: il l'a fait déclarer incompatible avec son mouvement. La franc-maçonnerie n'a pas manqué de répondre énergiquement à ces attaques. Elle a accompli à l'étranger, dans les milieux bourgeois, une oeuvre notable de clarification contre le fascisme par sa propagande contre la terreur qu'il exerce. Elle fait la même chose, en Italie même, dans la petite bourgeoisie et parmi les intellectuels où les francs-maçons sont très influents et ce travail a une certaine importance.

Le mouvement anarchiste ne joue pas aujourd'hui de rôle notable dans la politique Italienne. Comme on voit, les divers courants d'opposition à la puissante majorité fasciste forment un tableau très compliqué.

Cette opposition a une certaine force dans la presse, mais que représente-t-elle sur le terrain de l'organisation politique et militaire, c'est-à-dire en ce qui concerne la possibilité pratique d'une attaque contre le fascisme dans un avenir prévisible? Sur ce terrain, elle ne représente presque rien. Certains groupes, comme les républicains et les francs-maçons, voudraient bien, il est vrai, faire croire qu'ils possèdent une organisation antifasciste illégale, mais il ne faut pas prendre ces allégations au sérieux. La seule chose sérieuse est le fort courant d'opposition dans l'opinion et dans la presse. L'opposition bourgeoise dispose d'une presse assez importante et certains journaux de large diffusion prennent une attitude d'hostilité sinon d'opposition ouverte au fascisme. Le «Corriere della Sera» de Milan et la «Stampa» de Turin influencent l'opinion - surtout dans la moyenne bourgeoisie - dans le sens d'une opposition tenace, quoique discrète. Tout cela prouve que le mécontentement contre le fascisme s'est accru depuis qu'il a pris le pouvoir.

Bien qu'il soit difficile de définir et de classer les divers groupes d'opposition, on peut tracer une frontière très nette entre l'état d'esprit du prolétariat et

celui de la classe moyenne.

Le prolétariat est antifasciste par conscience de classe. Il voit dans la lutte contre le fascisme une grande bataille destinée à renverser radicalement la situation et à remplacer la dictature du fascisme par la dictature révolutionnaire. Le prolétariat veut sa revanche, non au sens banal et sentimental du terme, mais au sens historique. Le prolétariat révolutionnaire comprend d'instinct qu'au renforcement et à la prédominance de la réaction, il faut répondre par une contre-offensive des forces d'opposition; il sent que l'état de choses actuel ne pourra être radicalement changé que par une nouvelle période de dures luttes et, en cas de victoire, qu'à l'aide de la dictature prolétarienne. Il attend ce moment pour rendre à l'adversaire de classe, avec une énergie décuplée par l'expérience faite, les coups qu'il lui faut aujourd'hui subir.

L'antifascisme des classes moyennes a un caractère moins actif. Il s'agit, il est vrai, d'une forte et sincère opposition, mais cela n'empêche pas cette opposition d'être fondée sur une orientation pacifiste: on voudrait de tout coeur rétablir en Italie une vie politique normale, avec pleine liberté d'opinion et de discussion... mais sans coups de matraque, sans emploi de la violence. Tout doit retourner à la normale, les fascistes aussi bien que les communistes doivent avoir le droit de professer leurs convictions. Telle est l'illusion des couches moyennes qui aspirent à un certain équilibre des forces et à la liberté démocratique.

Entre ces deux états d'esprit qui naissent du mécontentement suscité par le fascisme, il faut faire une nette distinction, car le second présente pour notre action des difficultés qu'il ne faut pas sous-estimer.

Même la bourgeoisie au sens étroit nourrit aujourd'hui des doutes sur l'opportunité du mouvement fasciste, préoccupations dont les deux derniers organes de presse plus haut cités sont, jusqu'à un certain point, les porte-parole.

Ceux-ci se demandent: est-ce la méthode juste? N'est-elle pas exagérée? Dans notre intérêt de classe, nous avons créé un certain appareil qui devait répondre à certaines exigences. Mais ne va-t-il pas outrepasser les fonctions que nous lui attribuions et les buts que nous lui fixions? Ne sera-t-il pas contraint à faire plus qu'il n'est bon? Les couches les plus intelligentes de la bourgeoisie italienne sont pour une révision du fascisme et de la contrainte réactionnaire qu'il fait peser sur la société par crainte que celle-ci ne porte à une explosion révolutionnaire. Naturellement, il est dans le strict intérêt de la bourgeoisie que ces couches de la classe dominante mènent dans la presse une campagne contre le fascisme pour le ramener sur le terrain de la légalité, pour en faire une arme plus souple et plus docile de l'exploitation de la classe ouvrière. Tout en exprimant leur enthousiasme pour les résultats obtenus par le fascisme, pour le rétablissement de l'ordre bourgeois et la sauvegarde de son fondement, la propriété privée, ces couches sont favorables à une habile politique d'apparentes concessions au prolétariat. Cet état d'esprit est de grande importance.

Par exemple, le sénateur Agnelli, directeur de la principale firme automobile italienne et capitaliste le plus puissant du pays, est un libéral. Mais quand, comme

cela est arrivé à certains de nos camarades, on surestime ce fait, on se heurte immédiatement à la résistance des ouvriers de Fiat qui assurent que dans leur entreprise règne exactement la même réaction que dans les usines dirigées par des capitalistes personnellement membres du parti fasciste. Agnelli est un magnat intelligent, et il sait qu'il est dangereux de provoquer les masses ouvrières; il se souvient des moments pénibles par lesquels il est passé quand les ouvriers occupèrent ses usines et y hissèrent le drapeau rouge; c'est pourquoi il donne au fascisme des conseils bénévoles pour qu'il conduise la lutte contre le prolétariat de façon plus habile. Evidemment, le fascisme n'est pas sourd à de tels conseils.

Avant l'affaire Matteotti, le fascisme s'orientait vers la gauche. A la veille de l'assassinat, Mussolini avait tenu un discours dans lequel, se tournant vers l'opposition, il disait: «*Vous formez la nouvelle Chambre. Nous n'aurions pas eu besoin d'élections; nous aurions pu exercer dictatorialement le pouvoir; mais nous avons voulu nous adresser au peuple lui-même, et vous devez reconnaître qu'aujourd'hui, le peuple a répondu en nous donnant son adhésion pleine et entière, et une majorité écrasante*». Ce fut précisément Matteotti qui le contesta en déclarant que du point de vue démocratique et constitutionnel, le fascisme avait subi une défaite, que le gouvernement avait été mis en minorité, que sa majorité était artificielle et trompeuse. Le fascisme ne reconnut naturellement pas le fait. Mussolini répliqua: «*Sur la base des chiffres officiels, nous avons la majorité. Je m'adresse à l'opposition. On peut faire opposition de deux façons. D'abord à la façon des communistes; à ces messieurs, je n'ai rien à dire. Ils sont complètement logiques. Leur but est de nous abattre un jour par la violence révolutionnaire et d'instaurer la dictature du prolétariat. Nous leur répondons: nous ne céderons que face à une force supérieure. Vous voulez vous hasarder à lutter contre nous? Très bien! Aux autres groupes d'opposition, nous disons: votre programme n'admet pas l'emploi de la violence révolutionnaire; vous ne préparez pas d'insurrection contre nous; que cherchez-vous donc? Comment pensez-vous vous emparer du pouvoir? La durée légale de la présente législature est de cinq ans. De nouvelles élections nous donneraient d'ailleurs le même résultat. Le mieux est donc d'en arriver à un accord avec nous. Peut-être avons-nous exagéré et dépassé la mesure. Nous avons usé de méthodes illégales que je m'efforce de réprimer. Je vous invite à la collaboration! Faites des propositions, exposez votre pensée! Nous trouverons un moyen terme*». C'était là un appel à la collaboration avec tous les groupes d'opposition non révolutionnaires. Seuls les communistes étaient exclus de l'offre de Mussolini. Au reste, celui-ci a déclaré qu'une entente avec la C.G.T. serait possible parce que celle-ci ne se plaçait pas sur le terrain de la théorie démagogique de la révolution, parce que le bolchevisme allait maintenant être liquidé, etc...

Les choses en étaient là. Cette attitude montre la force que l'opposition antifasciste avait acquise. Le gouvernement se voyait contraint à un tournant à gauche. C'est alors qu'éclata la bombe. L'affaire Matteotti a complètement changé la situation en Italie. Un beau jour, le député réformiste Matteotti disparaît. Sa

famille attend en vain son retour pendant deux jours, puis elle s'adresse à la police. Celle-ci prétend ne rien savoir. Après la publication de la nouvelle par les journaux, quelques témoins oculaires racontent qu'ils ont vu cinq individus attaquer Matteotti en pleine rue, l'entraîner de force dans une automobile et démarrer ensuite à toute vitesse. Une grande agitation s'empare de l'opinion publique. Peut-être Matteotti était-il retenu prisonnier? Peut-être s'agissait-il d'un retour à la terreur individuelle, à la politique de la matraque? Peut-être avait-on seulement voulu le contraindre à signer une déclaration. Était-ce cela ou quelque chose de pire? Un assassinat, peut-être?

Sommé de répondre, Mussolini répondit immédiatement au nom du gouvernement qu'il rechercherait les coupables. Il y eut quelques arrestations, mais on ne tarda pas à comprendre que Matteotti avait été assassiné par une bande de fascistes en rapport avec l'organisation terroriste du parti. Les fascistes prirent alors la position suivante: il s'agit d'un geste regrettable du courant illégal que nous combattons et contre lequel Mussolini s'est toujours dressé. C'est un acte individuel, un délit de droit commun. Nous sanctionnerons les coupables. Mais l'opinion ne se contenta pas de ces apaisements. Toute la presse s'empessa de démontrer que l'initiative du délit n'avait pas pu être purement personnelle, que les assassins faisaient en réalité partie d'une ligue secrète, d'une espèce de bande noire qui avait déjà commis en d'autres occasions des délits analogues restés impunis parce qu'ils n'avaient pas eu le même écho que l'assassinat de Matteotti. Un nombre croissant de personnes furent mises en accusation, des personnalités du régime furent attaquées. On prouva que l'automobile en question avait été fournie par un organe fasciste extrémiste, le «Corriere italiano». On accusa un membre du directoire des quatre, Cesare Rossi; on accusa le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, Aida Finzi. Plusieurs personnalités fascistes furent alors arrêtées.

Les antifascistes menèrent une violente campagne de presse. Ils demandèrent qui était responsable de l'assassinat, car bien que le cadavre n'ait pas encore été découvert, il ne faisait aucun doute qu'il s'agissait bien d'un assassinat. Était-ce un délit dû au fanatisme politique, une vengeance pour le discours tenu par Matteotti contre le fascisme à la chambre des députés? S'agissait-il seulement d'une erreur d'interprétation des ordres donnés? A mon avis, cette hypothèse n'est pas du tout exclue. Il se peut qu'il ait été décidé de retenir Matteotti prisonnier pendant quelques jours, mais qu'en raison de sa résistance, les bandits qui l'avaient séquestré l'aient tué. S'agit-il au contraire de quelque chose d'encore plus suspect? On dit que Matteotti possédait certains documents sur la corruption personnelle de toute une série de membres du gouvernement fasciste et qu'il voulait les publier. Peut-être a-t-on voulu l'éliminer pour cette raison? Mais cette hypothèse n'est guère probable. Matteotti n'aurait certainement pas commis l'imprudence de porter sur lui de tels documents et, même s'il l'avait fait, il y en aurait des copies. Néanmoins au cours de la campagne de presse, il a été affirmé que le Ministère de l'intérieur était devenu un local d'affaires dans lequel les capitalistes italiens et étrangers pouvaient acheter quelques concessions du

gouvernement. On a parlé des grosses sommes encaissées par de hauts-fonctionnaires, par exemple dans l'affaire Sinclair, c'est-à-dire lors de l'accord concédant à une firme étrangère le monopole de l'extraction du pétrole en Italie. On a dit aussi que le casino de Monte-Carlo avait versé une somme énorme pour obtenir la promulgation de la loi limitant le nombre des autorisations d'ouverture de maisons de jeu en Italie. A la suite de ces bruits, Finzi a été contraint par les fascistes à démissionner immédiatement. La question reste ouverte: s'agit-il d'un délit politique au sens strict, ou, d'un délit provoqué par la nécessité de contraindre au silence les témoins de la corruption morale du gouvernement fasciste? Quoi qu'il en soit, l'attitude de l'opposition bourgeoise et celle de l'opposition communiste face à ces deux possibilités sont tout à fait différentes.

Que dit l'opposition bourgeoise? Pour elle, il ne s'agit que d'une question judiciaire. Elle réclame du gouvernement la punition des coupables. Son point de vue est que le gouvernement ne peut se borner à établir qui sont les assassins, que la justice doit faire la lumière sur toute l'affaire, que même les personnalités haut-placées, voire les membres du gouvernement, impliquées dans l'affaire doivent être appelées à répondre de leurs actes. Par exemple, après la découverte de certaines coresponsabilités, le chef suprême de la police, le général De Bono, a été accusé et contraint de démissionner. Cela montre jusqu'à quel degré de la hiérarchie fasciste les responsabilités montent. De Bono reste pourtant un des principaux dirigeants de la Milice nationale. Donc, l'opposition bourgeoise considère toute la question comme une affaire judiciaire, une question de morale politique, de rétablissement du calme et de la paix sociale dans le pays. Elle considère qu'il faut en finir avec la terreur et la violence.

Pour nous, communistes, il s'agit au contraire d'une question politique et historique, d'une question de lutte de classe, d'une conséquence extrême, mais nécessaire, de l'offensive capitaliste pour la défense de la bourgeoisie italienne. La responsabilité de telles horreurs retombe sur tout le parti fasciste, sur tout le gouvernement, sur toute la classe bourgeoise d'Italie et sur son régime. Il est nécessaire de déclarer ouvertement que seule l'action révolutionnaire du prolétariat peut liquider une pareille situation. Une situation qui présente de tels symptômes ne peut pas être assainie par de simples mesures judiciaires, par le rétablissement de la loi et de l'ordre souhaité par les philistins. Pour un tel assainissement, il faut détruire d'urgence l'ordre constitué, il faut d'urgence procéder à une transformation complète que seul le prolétariat peut conduire à terme. Au début, les communistes se sont joints aux protestations de l'opposition parlementaire à la Chambre. Mais très vite, il a été nécessaire tracer une ligne de démarcation entre cette opposition et nous, et les communistes n'ont plus participé aux déclarations ultérieures des autres partis.

Même les maximalistes sont représentés dans le comité de l'opposition parlementaire. Nous devons signaler à ce propos un fait très caractéristique. Pour protester contre l'assassinat de Matteotti, le Parti communiste avait immédiatement proposé une grève générale dans toute l'Italie. Des grèves spontanées ayant

déjà éclaté dans plusieurs villes, cette proposition communiste était tout à fait sérieuse et concrète. Avec l'approbation des maximalistes, les autres partis ont au contraire proposé comme seule action de protestation en l'honneur de Matteotti une grève de dix minutes. Malheureusement pour les réformistes, les maximalistes, la C.G.T. et les autres groupes d'opposition, la Confédération des industriels et les syndicats fascistes ont immédiatement accepté cette proposition et ont participé officiellement à la protestation qui, de ce fait, a naturellement perdu tout sens comme action de classe! Il est aujourd'hui bien clair que seuls les communistes ont fait une proposition qui aurait permis au prolétariat d'intervenir de façon décisive dans les événements.

Quelle perspective la situation actuelle offre-t-elle au gouvernement Mussolini? Avant les ultimes événements, nous étions obligés de constater qu'en dépit de tous les signes témoignant du mécontentement croissant suscité par le fascisme, l'organisation militaire et étatique de ce dernier était trop puissante pour qu'aucune force puisse travailler pratiquement à l'abattre dans un avenir proche. Le mécontentement allait croissant, mais on était encore loin de la crise. Les faits récents montrent avec éclat comment de petites causes peuvent avoir de grands effets. L'assassinat de Matteotti a accéléré de façon extraordinaire le développement de la situation, même si, de toute évidence, les prémisses de ce développement existaient déjà en puissance dans les conditions sociales. Le rythme de la crise fasciste s'est fortement accéléré, le gouvernement fasciste a subi du point de vue moral, psychologique et, dans un certain sens, aussi politique une défaite cuisante. Cette défaite ne s'est pas encore répercutée sur le terrain de l'organisation politique, militaire et administrative, mais il est clair qu'elle constitue le premier pas vers le dénouement ultérieur de la crise et vers la lutte pour le pouvoir. Le gouvernement a dû faire des concessions notables, telle que l'abandon du portefeuille de l'Intérieur au vieux chef nationaliste devenu fasciste Federzoni. Il a dû faire d'autres concessions encore, mais il n'en conserve pas moins le pouvoir. Dans ses discours au Sénat, Mussolini a dit ouvertement qu'il gardera son poste et se servira de tous les moyens gouvernementaux dont il dispose encore contre tous ceux qui l'attaqueront.

Selon les dernières nouvelles, la vague d'indignation dans l'opinion publique n'a pas encore diminué. Mais la situation objective est devenue plus stable. La Milice nationale, qui avait été mobilisée deux jours après l'assassinat de Matteotti, vient d'être démobilisée et ses membres renvoyés à leurs occupations habituelles. Cela signifie que le gouvernement considère que tout danger immédiat est écarté. Mais il est clair que des événements importants se produiront beaucoup plus vite que nous ne le prévoyions avant l'affaire Matteotti. Et il est tout aussi clair que la position du fascisme sera beaucoup plus difficile dans l'avenir et que la possibilité pratique d'actions contre le fascisme est aujourd'hui différente de ce qu'elle était avant les événements qui se sont produits.

Comment devons-nous nous comporter devant la situation nouvelle qui s'est inopinément ouverte? J'exposerai schématiquement ma position.

Le P.C. doit souligner le rôle **indépendant** que la situation en Italie lui assigne et lancer le mot d'ordre suivant: liquidation des groupes d'opposition antifasciste existants et remplacement de ceux-ci par l'action directe et ouverte du mouvement communiste. Nous vivons aujourd'hui des événements qui mettent le P.C. au premier rang de l'intérêt public. Après la prise du pouvoir par les fascistes, nos camarades ont été arrêtés en masse pendant un certain temps. Le fascisme se vanta alors d'avoir anéanti les forces communistes et bolchéviques, d'avoir complètement liquidé le mouvement révolutionnaire. Mais depuis quelque temps, et surtout depuis les élections, le parti donne des signes de vie trop évidents pour qu'on puisse encore croire à de pareilles affirmations. Dans tous ses discours, Mussolini est contraint de citer les communistes. Dans sa polémique sur l'affaire Matteotti, la presse fasciste doit se défendre quotidiennement et prendre position contre les communistes.

Cela attire tous les regards sur notre parti et sur le rôle particulier et indépendant qui lui incombe face à tous les autres groupes d'opposition qu'unit une étroite parenté. La position particulière que notre parti a prise trace une ligne de démarcation nette entre lui et les autres groupes. D'ailleurs, grâce aux expériences de la lutte de classes en Italie pendant et après la guerre et aux cruelles déceptions qu'elle a produites, la nécessité d'une liquidation complète de tous les courants sociaux-démocrates, de la gauche bourgeoise à la droite prolétarienne, est solidement enracinée dans la conscience du prolétariat italien. Tous ces courants ont eu la possibilité pratique d'agir et de s'affirmer. L'expérience a montré qu'ils sont tous insuffisants et incapables. L'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, le parti communiste, est la seule qui n'ait jamais cédé.

Mais pour pouvoir faire une politique indépendante en Italie, il est absolument nécessaire qu'il n'y ait aucun défaitisme au sein du parti lui-même. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens qui ont confiance dans le parti et dans ses efforts que les tentatives d'action faites jusqu'ici par les communistes n'ont été que des insuccès et qu'elles ont fait faillite. Si nous montrons dans les faits que le parti communiste sait organiser la lutte et appliquer une tactique autonome; si nous montrons dans les faits que le parti est le seul parti d'opposition encore vivant; si nous savons donner le mot d'ordre apte à indiquer une voie praticable pour l'attaque, nous remplirons avec succès notre tâche, qui est de liquider les groupes d'opposition, et en premier lieu les socialistes et les maximalistes. A mon avis, c'est dans ce sens que nous devons exploiter la situation.

Notre travail dans ce sens ne doit pourtant pas se limiter à la polémique. Nous devons faire un travail pratique pour la conquête des masses. Le but de ce travail est de regrouper unitairement les masses pour l'action révolutionnaire, de réaliser le front unique du prolétariat des villes et des campagnes sous la direction du parti communiste. C'est seulement en réalisant ce regroupement unitaire que nous aurons réalisé la condition qui nous permettra d'engager la lutte directe contre le fascisme. C'est un grand travail qui peut et qui doit être accompli en maintenant l'indépendance du parti.

Il est possible qu'à la suite de l'affaire Matteotti, le fascisme déchaîne une seconde vague de terreur contre l'opposition. Mais ce ne sera là qu'un épisode dans le développement de la situation. Peut-être assisterons-nous à une retraite de l'opposition, à un ralentissement de l'expression publique du mécontentement, à cause de cette nouvelle période de terreur. Mais à la longue, l'opposition et le mécontentement recommenceront à grandir. Le fascisme ne peut pas garder le pouvoir en exerçant longtemps une pression incessante. Il existe peut-être une autre possibilité: le regroupement de toutes les masses ouvrières sur l'initiative du P.C. qui donnerait le mot d'ordre de reconstituer les syndicats rouges. Peut-être sera-t-il possible demain de commencer ce travail.

Les opportunistes n'osent pas développer une telle action. Il y a en Italie des villes où l'on pourrait inviter avec un succès certain les ouvriers à rentrer dans les syndicats rouges. Mais ce retour serait le signal de la lutte, parce qu'il faudrait en même temps être prêts à se battre contre les fascistes: voilà pourquoi les partis opportunistes ne sont nullement pressés de reconstituer les organisations de masse du prolétariat. Si le P.C. est le premier à exploiter le moment favorable pour lancer ce mot d'ordre, il est possible que la réorganisation du mouvement ouvrier italien se fasse autour du Parti communiste.

Même avant la situation créée par l'affaire Matteotti, une attitude indépendante de notre part a été la meilleure manoeuvre que nous ayons pu effectuer. Aux élections, par exemple, même des non-communistes ont voté pour nos listes parce qu'ils voyaient, disaient-ils, dans le communisme l'antifascisme le plus clair et le plus radical, le refus le plus net de ce qu'ils haïssaient. L'indépendance de notre position est donc un moyen d'exercer une influence politique même sur les couches qui ne sont pas directement liées à nous. C'est précisément au fait que nous nous sommes présentés avec un programme sans équivoques que nous devons le grand succès de notre Parti aux élections, malgré l'offensive gouvernementale lancée surtout contre nos listes et contre notre campagne. Nous nous sommes présentés officiellement sur le mot d'ordre d'«unité du prolétariat», mais les masses ont voté pour nous parce que nous étions communistes, parce que nous déclarions ouvertement la guerre au fascisme, parce que nos adversaires eux-mêmes nous disaient irréconciliables. Cette attitude nous a valu des succès notables.

La même chose vaut pour l'affaire Matteotti. Tous les yeux sont tournés vers le Parti communiste qui parle un langage réellement différent de celui de tous les autres partis d'opposition. Il en résulte que seule une attitude absolument indépendante et radicale, aussi bien face au fascisme que face à l'opposition nous permettra d'exploiter les événements en cours pour abattre l'immense pouvoir du fascisme.

Le même travail doit être fait pour la conquête des masses paysannes. Nous devons élaborer une forme d'organisation de la paysannerie qui nous permette de travailler non seulement parmi les salariés agricoles, qui sont fondamentalement placés sur la même ligne que les salariés industriels, mais aussi parmi les fermiers, les petits agriculteurs, etc... à l'intérieur des organisations qui défendent leurs

intérêts. La situation économique est telle qu'une pression, aussi grande soit-elle, ne peut empêcher la formation de semblables organisations. Il faut essayer de poser cette question face aux paysans petits-proprétaires, et présenter un programme clair contre l'oppression et l'expropriation dont ils sont l'objet. Il faut rompre complètement avec l'attitude ambiguë du parti socialiste dans ce domaine. Il faut utiliser les courants existants pour la formation d'organisations paysannes et les pousser sur la voie de la défense des intérêts économiques et politiques de la population rurale. Si en effet ces organisations se transformaient en appareils électoraux, elles tomberaient dans les mains d'agitateurs bourgeois, de politiciens et d'avocats de petites villes et de bourgades. Si au contraire nous réussissons à donner vie à une organisation de défense des intérêts économiques de la paysannerie (qui ne serait pas un syndicat, puisqu'en théorie l'idée d'un syndicat de petits propriétaires soulève une série d'objections), nous disposerions d'une association au sein de laquelle nous pourrions faire un travail de parti, dans laquelle nous pourrions faire pénétrer notre influence et qui servirait de point d'appui à un bloc du prolétariat urbain et rural sous la direction unique du Parti Communiste.

Il ne s'agit en aucune façon de présenter un programme terroriste. On a fabriqué des légendes sur nous. On a dit que nous voulions être un parti minoritaire, une petite élite et autres choses semblables. Nous n'avons jamais défendu une thèse pareille. S'il existe un mouvement qui, par sa critique et sa tactique, s'est inlassablement efforcé de détruire les illusions sur les minorités terroristes autrefois répandues par des ultra-anarchistes et des syndicalistes, c'est bien le nôtre. Nous nous sommes toujours opposés à cette tendance et c'est vraiment proférer des contrevérités que de nous présenter comme des terroristes ou des partisans de l'action de minorités armées héroïques!

Nous sommes néanmoins d'avis qu'il est nécessaire de prendre une position de principe claire sur la question du désarmement des bandes fascistes et de l'armement du prolétariat dont notre parti s'occupe aujourd'hui. Certes, la lutte n'est possible qu'avec la participation des masses. Dans sa grande masse, le prolétariat sait très bien que la question ne peut être résolue par l'offensive d'une avant-garde héroïque. C'est là une conception naïve qu'un parti marxiste ne peut que repousser. Mais si nous lançons dans les masses le mot d'ordre de désarmement des bandes fascistes et d'armement du prolétariat, nous devons présenter les masses elle-mêmes comme les protagonistes de l'action. Nous devons repousser l'illusion selon laquelle un «gouvernement de transition» pourrait être naïf au point de permettre qu'avec des moyens légaux, des manoeuvres parlementaires, des expédients plus ou moins habiles, on fasse le siège des positions de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'on s'empare légalement de tout son appareil technique et militaire pour distribuer tranquillement les armes aux prolétaires. C'est là une conception véritablement infantile! Il n'est pas si facile de faire la révolution.

Nous sommes absolument convaincus de l'impossibilité d'entreprendre la lutte avec seulement quelques centaines ou quelques milliers de communistes armés. Le P.C. d'Italie est bien le dernier à nourrir de pareilles illusions. Nous

sommes fermement convaincus qu'on ne peut se dérober à la nécessité d'attirer les grandes masses dans la lutte. Mais l'armement est un problème qui ne peut être résolu que par des moyens révolutionnaires. Nous pouvons exploiter un ralentissement du développement du fascisme pour créer des formations prolétariennes révolutionnaires; mais nous devons nous débarrasser de l'illusion selon laquelle il serait un jour possible de s'emparer de l'appareil militaire et des armes de la bourgeoisie par une manœuvre quelconque, c'est-à-dire de lier les mains à nos adversaires avant de passer à l'attaque contre eux.

Combattre une telle illusion qui, du point de vue révolutionnaire, invite le prolétariat à la paresse, n'est pas tomber dans le terrorisme. C'est au contraire une attitude vraiment marxiste et révolutionnaire. Nous ne disons nullement que nous sommes des communistes «d'élite» et que nous voulons bouleverser l'équilibre social par une action de petite minorité. Au contraire, nous voulons conquérir la direction des masses prolétariennes, nous voulons l'unité d'action du prolétariat; mais nous voulons tout autant utiliser les expériences faites par le prolétariat italien et qui enseignent que sous la direction d'un parti sans solidité (même si c'est un parti de masse) ou d'une coalition improvisée de partis, les luttes ne peuvent avoir d'autre issue que la défaite. Nous voulons la lutte commune des masses travailleuses des villes et des campagnes, mais nous voulons que ces luttes soient dirigées par un état-major - le parti communiste - ayant une ligne politique claire.

Tel est le problème qui se pose à nous.

La situation peut évoluer de façon plus ou moins compliquée, mais dès maintenant existent les conditions de mots d'ordre et d'une agitation par lesquels nous prendrons l'initiative de la révolution, déclarant ouvertement qu'il nous faudra passer auparavant sur les ruines des groupes d'opposition antifascistes existants. Le prolétariat doit être averti du fait que lorsque la prise du pouvoir par la classe ouvrière se présentera à nouveau à la bourgeoisie d'Italie comme un danger pressant, toutes les forces bourgeoises et social-démocrates s'uniront avec le fascisme. Telles sont les perspectives de lutte auxquelles nous devons nous préparer.

Pour finir, nous voulons ajouter quelques mots sur le fascisme en tant que phénomène international, en nous fondant sur les expériences faites par nous en Italie.

Nous sommes d'avis que le fascisme tend d'une certaine façon à se répandre également hors d'Italie. Dans des pays comme la Bulgarie, la Hongrie, et peut-être aussi l'Allemagne, des mouvements semblables ont probablement été appuyés par le fascisme italien. Il est certain que le prolétariat du monde entier doit comprendre et utiliser les leçons que le fascisme nous a données en Italie, pour le cas où des mouvements semblables se formeraient dans d'autres pays comme moyen de lutter contre les travailleurs; mais on ne doit pas oublier qu'il a existé en Italie des conditions particulières qui ont permis au mouvement fasciste de conquérir l'énorme force dont il y jouit. Parmi ces conditions, il faut noter avant tout l'unité nationale et religieuse. Or je crois qu'elles sont toutes deux indispensables pour

la mobilisation des couches moyennes par le fascisme. L'unité nationale et religieuse est une base indispensable pour une mobilisation sentimentale. En Allemagne, l'existence de deux confessions et de diverses nationalités avec des tendances en partie séparatistes est un obstacle à la formation d'un grand parti fasciste. En Italie, le fascisme a trouvé des conditions exceptionnellement favorables: l'Italie comptant parmi les Etats vainqueurs, le chauvinisme et le patriotisme y avaient atteint un degré de surexcitation d'autant plus grand que les avantages matériels de la victoire s'étaient révélés plus faibles. La défaite du prolétariat est étroitement liée à ce fait. Les couches moyennes attendirent un peu afin de savoir si le prolétariat avait ou non assez de force pour vaincre. Quand l'impuissance des partis révolutionnaires du prolétariat fut devenue patente, elles crurent pouvoir agir de façon indépendante et s'emparer du gouvernement. Entre temps la grande bourgeoisie s'était arrangée pour lier ces forces à ses propres intérêts.

En raison de ces faits, je crois que nous ne devons pas nous attendre à un fascisme aussi déclaré que le fascisme italien dans d'autres pays c'est-à-dire à un mouvement unitaire des couches supérieures de la classe exploiteuse et à une mobilisation des grandes masses de la couche moyenne et de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ces dernières. Dans les autres pays, le fascisme se distingue de ce qu'il est en Italie. Il se limite à un mouvement petit-bourgeois ayant une idéologie réactionnaire proprement petite-bourgeoise et quelques formations armées, mais ce mouvement ne réussit pas à s'identifier complètement avec la grande industrie et surtout avec l'appareil d'Etat. Cet appareil peut fort bien se coaliser avec les partis de la grande industrie, des grandes banques et de la grande propriété terrienne, mais il reste plus ou moins indépendant de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie. Il est clair que le fascisme de ces pays n'en représente pas moins un ennemi pour le prolétariat, mais c'est un ennemi beaucoup moins dangereux que le fascisme italien.

A mon avis, la question des rapports avec un tel mouvement est parfaitement résolue: c'est une folie de penser à un lien quelconque avec lui, car il offre justement les bases d'une mobilisation politique contre-révolutionnaire de la masse semi-prolétarienne, et il menace gravement de pousser le prolétariat lui-même sur ces bases.

En général, nous pouvons nous attendre à ce qu'apparaisse hors d'Italie une copie du fascisme qui se croisera avec des manifestations de la «vague démocratique et pacifiste». Mais le fascisme prendra d'autres formes qu'en Italie. La réaction et l'offensive capitaliste des diverses couches en lutte avec le prolétariat ne s'y soumettront pas à une direction aussi unitaire.

On a beaucoup parlé des organisations antifascistes italiennes à l'étranger. Ces organisations ont été créées par des bourgeois italiens émigrés. A l'ordre du jour, il y a aussi la question du jugement que porte l'opinion publique internationale sur le fascisme italien, de la campagne menée contre lui par les pays civilisés. On va jusqu'à voir dans l'indignation morale de la bourgeoisie d'autres pays un moyen

de liquider le mouvement fasciste. Les communistes et les révolutionnaires ne peuvent pas s'abandonner à des illusions sur la sensibilité démocratique et morale de la bourgeoisie des autres pays. Même là où existent encore aujourd'hui des tendances pacifistes et de gauche, on usera demain sans scrupules du fascisme comme d'une méthode de lutte de classe. Nous savons que le capital international ne peut que se réjouir des entreprises du fascisme en Italie, et de la terreur qu'il y exerce sur les ouvriers et les paysans. Pour la lutte contre le fascisme, nous ne pouvons compter que sur l'Internationale prolétarienne révolutionnaire. Il s'agit d'une question de lutte de classe. Nous n'avons pas à nous tourner vers les partis démocratiques des autres pays, vers des associations d'imbéciles et d'hypocrites comme la Ligue des Droits de l'Homme, car nous ne voulons pas faire naître l'illusion que ces partis et courants représentent quelque chose de substantiellement différent du fascisme, ou que la bourgeoisie des autres pays n'est pas en mesure d'infliger à sa classe ouvrière les mêmes persécutions et les mêmes atrocités que le fascisme en Italie.

Pour un soulèvement contre le fascisme italien et pour une campagne internationale contre la terreur qui règne dans notre pays, nous comptons donc uniquement sur les forces révolutionnaires d'Italie et d'ailleurs. Ce sont les travailleurs de tous les pays qui doivent boycotter les fascistes italiens. Nos camarades auxquels leur lutte a valu des persécutions et qui se sont enfuis à l'étranger participeront utilement à cette lutte et à la création d'un état d'esprit antifasciste dans le prolétariat international.

La réaction et la terreur qui règnent en Italie doivent susciter une haine de classe, une contre-offensive du prolétariat qui conduira au regroupement international des forces révolutionnaires, à la lutte mondiale contre le fascisme et contre toutes les autres formes de l'oppression bourgeoise.

Annexe

Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne

(Rapport d'A. Gramsci au C.C. du PCI; «L'Unita» du 26 août 1924)

Nous publions ce texte pour illustrer la position centriste adoptée par la direction de l'I.C. et combattue par la Gauche et qui, défendue en Italie par Gramsci, devint la position officielle du Parti Communiste d'Italie quand la Gauche eut été évincée de sa direction par Moscou. Le lecteur comparera avec fruit ce rapport de Gramsci avec le rapport de Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'I.C. un mois et demi plus tôt.

La crise des classes moyennes.

La crise du régime capitaliste ouverte en Italie comme dans le monde entier par la guerre n'a pas été guérie par le fascisme. Avec sa méthode répressive de gouvernement, le fascisme avait rendu très difficile et même presque totalement empêché les manifestations politiques de la crise générale du capitalisme, mais il n'a pas mis fin à celle-ci et encore moins provoqué une reprise et un développement de l'économie nationale. On caractérise généralement la situation actuelle en Italie par la ruine des classes moyennes, et c'est aussi ce que nous, communistes, nous avons coutume d'affirmer: cela est vrai, mais doit être compris dans toute sa portée. La ruine des classes moyennes est pernicieuse parce qu'au lieu de se développer, le régime capitaliste subit un rétrécissement: elle ne constitue pas un phénomène en soi dont on pourrait prévoir les conséquences indépendamment des conditions générales de l'économie capitaliste; elle cons-

titue la crise même du régime capitaliste qui ne réussit et ne réussira plus à satisfaire les exigences vitales du peuple italien, qui ne réussit plus à assurer le pain et le toit à la grande masse des Italiens. Que la crise des classes moyennes soit aujourd'hui au premier plan, c'est là seulement un fait politique contingent, la forme de la période que justement pour cela nous appelons «fasciste». Pourquoi? Parce que le fascisme est né et s'est développé dès le début sur le terrain de cette crise, parce que le fascisme, a lutté contre le prolétariat et est parvenu au pouvoir en exploitant et en organisant l'inconscience et la lâcheté de la petite bourgeoisie ivre de colère contre la classe ouvrière qui, grâce à la force de son organisation, réussissait à atténuer les effets de la crise capitaliste sur elle-même.

Le fascisme s'épuise et meurt justement parce qu'il n'a tenu aucune de ses promesses, qu'il n'a répondu à aucun espoir, qu'il n'a soulagé aucune misère, qu'il a étouffé l'élan révolutionnaire du prolétariat, détruit les syndicats de classe, diminué les salaires et augmenté la durée du travail. Mais cela ne suffisait pas pour assurer une vitalité même diminuée au système capitaliste. Pour cela, il fallait encore abaisser la teneur de vie des classes moyennes, spolier et piller l'économie petite-bourgeoise et donc étouffer toute liberté, et pas seulement les libertés prolétariennes et donc combattre non seulement les Partis ouvriers, mais aussi et spécialement, dans une phase déterminée, tous les partis politiques non-fascistes, toutes les associations non contrôlées directement par le fascisme officiel.

Pourquoi le régime fasciste meurt

Pourquoi la crise des classes moyennes a-t-elle eu en Italie des conséquences plus radicales que dans les autres pays et pourquoi a-t-elle conduit le fascisme au pouvoir? Parce que, chez nous, étant donné le faible développement de l'industrie et son caractère régional, non seulement la petite-bourgeoisie est très nombreuse, mais elle est aussi la seule classe «territorialement» nationale: dans les années qui ont suivi la guerre, la crise capitaliste a également pris la forme aiguë d'une décomposition de l'Etat unitaire et favorisé la renaissance d'une idéologie confusément patriotique: il n'y avait pas d'autre solution que le fascisme après 1920, où la classe ouvrière faillit à sa tâche qui était de créer par ses propres moyens un Etat capable de satisfaire les exigences nationales unitaires de la société italienne.

Le régime fasciste meurt non seulement parce qu'il n'a pas réussi à arrêter, mais parce qu'il a contribué à accélérer la crise des classes moyennes. L'aspect économique de cette crise consiste dans la ruine de la petite et moyenne entreprise: les faillites se sont multipliées rapidement au cours des deux dernières années. Le monopole du crédit, le régime fiscal, la législation sur l'affichage ont écrasé la petite entreprise commerciale et industrielle: il s'est produit un véritable transfert de richesse de la petite et moyenne bourgeoisie à la grande sans développement de l'appareil de production; le petit producteur n'est même pas devenu un prolétaire, il est seulement affamé en permanence,

désespéré, sans perspective d'avenir. L'application de la violence fasciste pour contraindre les épargnants à investir leurs capitaux dans un secteur donné n'a pas donné beaucoup de résultats pour les petits industriels: quand elle a eu du succès, elle n'a fait que déplacer les effets de la crise d'une couche sociale sur une autre, élargissant le mécontentement et la méfiance déjà grandes des épargnants face au monopole existant dans le domaine bancaire et à la tactique des coups de mains à laquelle, dans la pauvreté générale, les grands entrepreneurs doivent recourir pour s'assurer du crédit.

Conséquences de la politique fiscale dans les campagnes.

Dans les campagnes, le développement de la crise est plus étroitement lié à la politique fiscale de l'Etat fasciste. De 1920 à aujourd'hui, le budget moyen d'une famille des fermiers ou de petits propriétaires a diminué d'environ sept mille lires par suite de l'augmentation des impôts, de l'aggravation des contrats, etc... La crise se manifeste de façon typique dans la petite entreprise d'Italie septentrionale et centrale. Dans le Sud interviennent des facteurs nouveaux, dont le principal est l'absence d'émigration et l'augmentation de la pression démographique qui en résulte et qui s'accompagne d'une diminution de la surface cultivée, et donc de la récolte.

L'année dernière, la récolte du blé a été de 78 millions de quintaux dans toute l'Italie, quantité supérieure à la moyenne à l'échelle nationale, mais inférieure à la moyenne dans le Sud. Cette année, la récolte a été inférieure à la moyenne dans toute l'Italie et elle a été complètement manquée dans le Sud. Les conséquences de cette situation ne se sont pas encore manifestées de façon violente, parce que l'économie du Sud est arriérée, ce qui empêche la crise de se manifester immédiatement de manière aiguë comme cela se produit dans les pays de capitalisme avancé; néanmoins, des épisodes graves déterminés par le malaise économique et exprimant le mécontentement populaire se sont produits en Sardaigne.

L'appauvrissement des forces productives humaines.

La crise du système capitaliste n'a donc pas été arrêtée par le régime fasciste. En régime fasciste, les moyens d'existence du peuple Italien sont réduits. Il s'est produit un rétrécissement de l'appareil productif juste au moment où la pression démographique augmentait en raison des obstacles s'opposant à l'émigration outre-Atlantique. *L'appareil industriel réduit n'a pu échapper à un effondrement complet que grâce à un abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière déjà atteinte par le chômage et la cherté de la vie. Cela a provoqué l'émigration d'ouvriers qualifiés, c'est-à-dire un appauvrissement en forces productives humaines, c'est-à-dire la diminution d'une des plus grandes richesses nationales.* Les classes moyennes qui avaient mis tous leurs espoirs dans le régime fasciste

ont été entraînées dans la crise générale, et sont même devenues l'expression de la crise capitaliste dans cette période.

Nous n'avons rapidement noté tous ces éléments que pour rappeler toute la portée de la situation actuelle qui ne comporte en elle-même aucune vertu d'amélioration économique. *La crise économique italienne ne peut être résolue que par le prolétariat. C'est seulement en s'insérant dans une révolution européenne et mondiale que le peuple italien peut retrouver la capacité de faire valoir ses forces productives humaines et donner à l'appareil national de production un nouveau développement.* Le fascisme a seulement retardé la révolution prolétarienne: il ne l'a pas rendue impossible; il a même contribué à étendre et à préparer le terrain de la révolution prolétarienne qui, après l'expérience fasciste, sera vraiment populaire.

Les oppositions et le fascisme.

La première manifestation de masse de la désagrégation sociale et politique du fascisme s'est produite lors des élections du 6 avril. Le fascisme a été nettement mis en minorité dans la zone industrielle d'Italie, c'est-à-dire là où réside la force économique et politique qui domine la nation et l'Etat. *Ayant montré que la stabilité du régime était purement apparente, les élections du 6 avril ont rendu courage aux masses et déterminé un certain mouvement en leur sein qui marque le début de la vague démocratique qui culmina pendant les jours qui ont suivi l'assassinat du député Matteotti et qui caractérise encore aujourd'hui la situation.* Après les élections, les oppositions avaient acquis une importance politique énorme; l'agitation qu'elles menaient dans la presse et au Parlement en discutant et en niant la légitimité du gouvernement fasciste contribuait puissamment à la dissolution de tous les organes d'Etat contrôlés et dominés par le fascisme et se répercutait au sein du Parti National Fasciste lui-même, ébranlant la majorité parlementaire. De là, la campagne inouïe de menaces contre les Oppositions et l'assassinat du député du Parti socialiste unitaire. La vague d'indignation suscitée par le délit surprit le Parti fasciste qui fut pris de panique et se perdit lui-même: les trois documents rédigés à ce moment par le député Finzi, par Filippelli et par Cesarino Rossi et portés à la connaissance des Oppositions démontrent que le sommet du Parti Fasciste lui-même avait perdu toute confiance en soi et accumulait erreur sur erreur; à partir de ce moment, le régime fasciste est entré en agonie; il est encore soutenu par des forces dites d'appui, mais de la même façon que le pendu est soutenu par la corde

Mussolini: «un phénomène de folklore paysan».

L'assassinat de Matteotti a prouvé que le Parti fasciste ne réussira jamais à devenir un parti de gouvernement normal, que Mussolini n'a d'un homme d'Etat et d'un dictateur que les attitudes extérieures. Il ne constitue pas un élément de la

vie nationale, mais un phénomène de folklore paysan destiné à passer à l'histoire à la suite des personnages de la comédie provinciale italienne plutôt que dans la série des Cromwell, des Bolivar et des Garibaldi.

La vague populaire antifasciste provoquée par l'assassinat de Matteotti a trouvé une forme politique dans l'abandon de la salle du Parlement par les Partis d'Opposition. L'assemblée des Oppositions devint un centre politique national italien de fait autour duquel s'organisa la majorité du pays; un Etat fut créé dans l'Etat, un Gouvernement antifasciste se constitua contre le Gouvernement fasciste. Le Parti fasciste fut impuissant à freiner la situation: la crise l'avait frappé de plein fouet, dévastant son organisation; la première tentative de mobilisation de la milice nationale fit complètement faillite, vingt pour cent des effectifs seulement ayant répondu à l'appel; à Rome, 800 miliciens seulement se présentèrent dans les casernes. La mobilisation n'eut d'effet que dans quelques provinces agricoles comme Grosseto et Pérouse, ce qui permit au gouvernement de faire monter à Rome une légion décidée à affronter une lutte sanglante.

Le semi-fascisme des «Oppositions».

Les Oppositions restent le foyer du mouvement populaire antifasciste. Elles représentent politiquement la vague de démocratie qui est caractéristique de la phase actuelle de la crise sociale italienne. Au début, même la grande majorité du prolétariat s'était orientée vers les Oppositions. C'était notre devoir, à nous communistes, de chercher à empêcher qu'un tel état de choses devienne permanent. C'est pourquoi notre groupe parlementaire entra dans le Comité des Oppositions en acceptant et en mettant en relief le principal caractère de la crise politique, c'est-à-dire l'existence de deux pouvoirs, de deux parlements. *Si elles avaient voulu faire leur devoir, tel que le leur indiquaient les masses en mouvement, les oppositions auraient dû donner une forme politique définie à l'état de choses qui existait objectivement, mais elles s'y refusèrent. Il aurait été nécessaire de lancer un appel au prolétariat, seul capable de donner une substance à un régime démocratique; il aurait fallu approfondir le mouvement spontané de grève en train de se dessiner. Mais les Oppositions eurent peur d'être submergées par une éventuelle insurrection ouvrière; elles ne voulurent pas sortir du terrain purement parlementaire dans les questions politiques, ni du terrain juridique dans la campagne lancée à l'occasion de l'assassinat de Matteotti pour entretenir l'agitation dans le pays. Les communistes, qui ne pouvaient accepter une défiance de principe à l'égard de l'action prolétarienne, qui ne pouvaient accepter que le Comité des Oppositions prenne la forme d'un bloc de partis, furent mis à la porte.*

Notre participation au Comité dans une première phase et notre sortie dans une seconde phase ont eu les conséquences suivantes:

1) Elles nous ont permis de surmonter la phase la plus aiguë de la crise sans perdre le contact avec les grandes masses travailleuses; en restant isolé, notre Parti

aurait été submergé par la vague démocratique.

2) Nous avons brisé le monopole de l'opinion publique que les Oppositions menaçaient d'instaurer; une fraction toujours croissante de la classe ouvrière est en train de se convaincre que le bloc des Oppositions représente un semi-fascisme qui veut seulement réformer en l'adoucissant la dictature fasciste, sans faire perdre au système capitaliste un seul des avantages que la terreur et l'illégalité lui ont assurés pendant les dernières années en abaissant le niveau de vie du peuple italien.

La situation objective n'a pas changé en deux mois. En fait, il existe encore dans le pays deux gouvernements qui luttent l'un contre l'autre et se disputent les forces réelles de l'appareil d'Etat bourgeois. L'issue de la lutte dépendra des effets de la crise générale au sein du Parti National Fasciste, de l'attitude définitive des partis constituant le bloc des Oppositions et de l'action du prolétariat révolutionnaire guidé par notre Parti.

Comment se définit l'essence du fascisme?

En quoi consiste la crise du fascisme? Pour la comprendre, dit-on, il faut d'abord définir l'essence du fascisme (1), mais la vérité est que l'essence du fascisme ne réside pas dans le fascisme lui-même. L'essence du fascisme était donnée dans les années 1922-23 par un certain rapport de forces au sein de la société italienne. Aujourd'hui, ce rapport est profondément transformé, et «l'essence» s'est évaporée. La caractéristique du fascisme consiste à avoir réussi à constituer une organisation de masse de la petite-bourgeoisie. C'est la première fois dans l'histoire que cela s'est produit. L'originalité du fascisme consiste à avoir trouvé la forme adéquate pour organiser une classe sociale qui a toujours été incapable d'une organisation et d'une idéologie unitaire: cette forme d'organisation, c'est l'armée en campagne. *La milice est donc l'axe même du Parti National Fasciste: on ne peut dissoudre la milice sans dissoudre aussi tout le Parti. Il n'existe pas de Parti fasciste qui transforme la quantité en qualité, qui soit un appareil de sélection politique pour une classe ou une couche sociale; il existe seulement un agrégat mécanique indifférencié et indifférenciable du point de vue des capacités intellectuelles et politiques qui vit uniquement parce qu'il s'est forgé dans la guerre civile un puissant esprit de corps qu'il identifie grossièrement avec l'idéologie nationale.* En dehors de l'organisation militaire, le fascisme n'a rien donné ni ne peut rien donner, et même sur ce terrain, ce qu'il peut donner est fort peu de chose.

(1) C'est le dirigeant de la Gauche, Amadeo Bordiga, qui a insisté sur cette nécessité, en particulier dans l'article «Le rapport des forces sociales et politiques en Italie» reproduit dans cette brochure.

Valeur de la formule: «Conquête de l'Etat».

Ainsi modelé par les circonstances, le fascisme n'est en mesure de tenir aucune de ses promesses idéologiques. Le fascisme dit aujourd'hui qu'il veut conquérir l'Etat; en même temps, il dit qu'il veut devenir un phénomène essentiellement rural. Il est difficile de comprendre comment les deux affirmations sont conciliables. Pour conquérir l'Etat, il faut être capable de suppléer la classe dominante dans les fonctions qui ont une importance vitale pour le gouvernement de la société. *En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'Etat signifie avoir la capacité de supplanter les capitalistes dans le gouvernement des forces productives du pays.* Cela peut être réalisé par la classe ouvrière, non par la petite-bourgeoisie qui n'exerce aucune fonction essentielle dans le domaine de la production et qui, dans l'usine, remplit une fonction essentiellement policière et nullement productive. *La petite-bourgeoisie ne peut conquérir l'Etat qu'en s'alliant avec la classe ouvrière et en acceptant son programme: système soviétique à la place du Parlement dans l'organisation étatique; communisme et non plus capitalisme dans l'organisation de l'économie nationale et internationale.*

L'expression «conquête de l'Etat» est vide de sens dans la bouche des fascistes ou elle ne peut signifier qu'une seule chose: invention d'un mécanisme électoral donnant la majorité parlementaire aux fascistes en toute occasion et à tout prix. La vérité est que toute l'idéologie fasciste est un jeu pour les Balilla (2). C'est une improvisation de dilettantes qui, dans le passé, dans une situation favorable, pouvait faire illusion à ceux qui l'adoptaient, mais qui est aujourd'hui destinée à tomber dans le ridicule même aux yeux des fascistes en personne. Le seul résidu actif du fascisme est l'esprit militaire qu'il s'est forgé face au danger d'une vengeance populaire: la crise politique de la petite-bourgeoisie le passage de la très grande majorité de cette classe sous le drapeau des Oppositions, la faillite des mesures générales annoncées par les chefs fascistes peuvent réduire considérablement l'efficacité militaire du fascisme, mais non l'annuler.

Maximalistes et «populaires» dans le système des forces démocratiques antifascistes.

Le système des forces démocratiques antifascistes tire sa principale force de l'existence du Comité parlementaire des Oppositions qui a réussi à imposer une certaine discipline à toute une gamme de partis allant des maximalistes au Parti populaire. Que maximalistes et «populaires» obéissent à une même discipline et travaillent sur un même plan programmatique, c'est là le trait le plus caractéristique de la situation. Ce fait ralentit et rend laborieuse l'évolution des événements

(2) Organisation des Jeunesses Fascistes groupant les enfants de 8 à 14 ans

et il détermine la tactique de l'ensemble des oppositions, qui est faite d'expectative, de lentes manœuvres d'enveloppement, de patient travail de sape de toutes les positions du Gouvernement fasciste.

Par leur adhésion au Comité et par leur acceptation de la discipline commune, les maximalistes garantissent la passivité du prolétariat; ils assurent la bourgeoisie qui hésite encore entre la démocratie et le fascisme qu'une action autonome de la classe ouvrière ne sera pas possible ou ne le sera que beaucoup plus tard, quand un nouveau gouvernement se sera déjà constitué et renforcé, quand un nouveau gouvernement sera déjà en mesure d'écraser une insurrection des masses déçues à la fois par le fascisme et par l'antifascisme démocratique.

La présence des populaires est une garantie contre une solution intermédiaire, c'est-à-dire contre une coalition fascisto-populaire comme celle d'octobre 1922 qui deviendrait très probable, parce qu'imposée par le Vatican, au cas où les maximalistes se détacheraient du bloc pour s'allier avec nous, communistes. Le principal effort des partis intermédiaires (réformistes et constitutionnels) aidés par les «populaires» de gauche a tendu jusqu'ici à ce but: maintenir les deux extrêmes dans la même alliance. L'esprit servile des maximalistes s'est bien accommodé du rôle de bouffon dans la comédie: les maximalistes ont accepté de ne pas avoir plus de poids dans les oppositions que le Parti paysan ou les groupes de «Révolution libérale».

Constitutionnels et réformistes.

Les forces les plus grandes suivent l'opposition des populaires et des réformistes qui ont une large influence dans les villes et les campagnes. L'influence de ces deux partis est intégrée par les constitutionnels d'Amendola qui amènent à la coalition l'adhésion de larges couches de l'armée, des anciens combattants, de la cour. La division du travail d'agitation s'effectue entre les partis en fonction de leurs traditions et de leur fonction sociale. Les constitutionnels ont la direction du mouvement, du fait que la tactique du bloc tend à isoler le fascisme.

Les «populaires» mènent la campagne morale sur la base du procès et de ses liens avec le régime fasciste, avec la corruption et la criminalité qui ont fleuri autour du régime. Les réformistes résument ces deux attitudes et se font tout petits pour faire oublier leur passé démagogique, pour faire croire à leur rédemption et à leur complète identification avec le député Amendola et le sénateur Albertini.

L'attitude unitaire des oppositions leur a assuré de notables succès, car c'est indubitablement un succès que d'avoir provoqué la crise au sein des forces d'appui au fascisme, c'est-à-dire d'avoir obligé les libéraux à se différencier activement du fascisme et à lui poser des conditions. Cela a déjà eu et aura encore des répercussions au sein du fascisme lui-même et a créé une dualité entre le parti fasciste et l'organisation centrale des miliciens. Mais il a déplacé encore plus à droite le centre de gravité du bloc des oppositions, c'est-à-dire qu'il a encore

accentué le caractère conservateur de l'antifascisme: les maximalistes s'en sont aperçus et sont disposés à jouer le rôle de troupes coloniales non seulement derrière Amendola et Albertini, mais derrière Salandra et Cadorna.

Compromis et lutte armée.

Comment cette dualité de pouvoir se résoudra-t-elle? Y aura-t-il un compromis entre le fascisme et les oppositions? Et si le compromis est impossible, y aura-t-il lutte armée?

Le compromis n'est pas absolument à exclure, mais il est très improbable. La crise que traverse le pays n'est pas un phénomène superficiel guérissable au moyen de petites mesures et de petits expédients: c'est la crise historique de la société capitaliste italienne dont le système économique se révèle insuffisant pour couvrir les besoins de la population. Tous les rapports sont exaspérés et les grandes masses de la population attendent bien autre chose qu'un petit compromis. S'il était conclu, ce serait un suicide des principaux partis démocratiques; il mettrait à l'ordre du jour de la vie nationale l'insurrection armée pour les buts les plus radicaux. Du fait de la nature de son organisation, le fascisme ne supporte pas de collaborateurs égaux en droits: il lui faut des esclaves enchaînés, et en régime fasciste il ne peut exister d'assemblée représentative; toute assemblée devient nécessairement une masse de manœuvre ou la simple antichambre du poste de garde d'officiers subalternes avinés. C'est pourquoi la chronique enregistre quotidiennement une succession d'événements politiques qui dénotent la désagrégation du système fasciste, le détachement lent, mais inexorable de toutes les forces périphériques du système fasciste.

Une contre-marche sur Rome lors de l'ouverture de la Chambre?

Y aura-t-il donc conflit armé? Aussi bien les oppositions que le fascisme éviteront une lutte de grand style. Il se produira un phénomène inverse de celui d'octobre 1922. Alors la marche sur Rome fut l'expression chorégraphique du processus moléculaire qui avait fait passer les forces réelles de l'Etat (armée, magistrature, police, presse, Vatican, franc-maçonnerie, cour, etc...) dans le camp du fascisme. Aujourd'hui, ces forces passent dans le camp des oppositions. Si le fascisme voulait résister, il serait détruit au cours d'une longue guerre civile à laquelle le prolétariat et les paysans ne pourraient pas ne pas prendre part. Les oppositions et le fascisme ne désirent pas s'engager dans une lutte à fond et l'éviteront systématiquement. Le fascisme tendra par contre à conserver une base d'organisation armée qu'il peut faire entrer en lice dès que se dessinera une nouvelle vague révolutionnaire, et cela est loin de déplaire aux Amendola, Albertini ainsi qu'aux Turati et aux Treves.

Le drame se jouera à date fixe, selon toute probabilité; il a été préparé pour le jour de réouverture de la Chambre des Députés. La chorégraphie démocratique

remplacera la chorégraphie milicienne d'octobre 1922 et elle sera plus bruyante. Si les Oppositions ne rentrent pas au Parlement et que, comme ils l'annoncent, les fascistes convoquent la majorité comme Constituante fasciste, nous aurons une réunion des Oppositions et un semblant de lutte entre les deux assemblées.

Mais il est possible que la situation se dénoue dans la salle du parlement ou les Oppositions rentreront dans le cas très probable d'une scission de la majorité qui mettrait le gouvernement de Mussolini en minorité. Dans ce cas, nous assisterons à la formation d'un gouvernement provisoire de généraux, de sénateurs et d'ex-présidents du Conseil, à la dissolution de la Chambre et à la proclamation de l'état de siège.

Le terrain sur lequel la crise se déroulera continuera à être le procès pour l'assassinat de Matteotti. A ce sujet, nous vivons encore des phases très dramatiques quand les trois documents de Finzi, Filipelli et Rossi seront publiés et que les plus hautes personnalités du régime seront submergées par la passion populaire. Toutes les forces réelles de l'Etat, en particulier les forces armées autour desquelles on commence déjà à discuter, devront se ranger définitivement dans un camp ou dans l'autre et imposer la solution précisée et arrêtée à l'avance.

La tactique de notre parti.

Quelles doivent être l'attitude politique et la tactique de notre parti dans la situation actuelle? La situation est «démocratique» parce que les grandes masses travailleuses sont désorganisées, dispersées, pulvérisées dans la masse inorganique du peuple. Quelle que soit pourtant la façon dont la crise évolue dans l'immédiat, nous ne pouvons prévoir qu'une simple amélioration de la position politique de la classe ouvrière et non une lutte victorieuse de sa part pour le pouvoir. *La tâche essentielle de notre parti consiste à conquérir la majorité de la classe ouvrière; la phase que nous traversons n'est pas une phase de lutte directe pour le pouvoir, mais une phase de préparation, de transition à la lutte pour le pouvoir, une phase d'agitation, de propagande, d'organisation en somme. Il faut naturellement pas exclure que des luttes éclatent et que notre parti doive se préparer dès maintenant pour être prêt à les affronter, mais ces luttes elles-mêmes doivent être considérées dans le cadre de la phase de transition, comme éléments de propagande et d'agitation pour la conquête de la majorité.* S'il y a dans notre Parti des groupes et des tendances qui voudraient par fanatisme forcer la situation (3), il faudra lutter contre eux au nom de tout le Parti et des intérêts vitaux et permanents de la Révolution prolétarienne italienne. La crise Matteotti nous a donné de nombreuses leçons à cet égard. Elle nous a enseigné qu'après trois années de terreur et d'oppression, les masses sont devenues très prudentes et

(3) Insinuations dirigées contre la Gauche et son dirigeant, Amadeo Bordiga, qui y avait déjà répondu dans son rapport du 2 juillet 1924 sur le fascisme ou Vème Congrès de l'I.C., sans que, comme on voit, Gramsci en tienne le moindre compte.

qu'elles ne veulent pas faire des pas plus longs que leurs jambes. Cette prudence s'appelle réformisme, s'appelle maximalisme, s'appelle «bloc des oppositions». Elle est certainement destinée à disparaître et cela ne prendra même pas très longtemps; mais en attendant, elle existe et ne peut être surmontée que si nous ne perdons pas le contact avec l'ensemble de la classe travailleuse et progressons un peu à la fois, à chaque occasion, à chaque moment. De même, nous devons lutter contre toute tendance de droite qui voudrait un compromis avec les oppositions et qui tenterait de faire obstacle aux développements révolutionnaires de notre tactique et à notre travail de préparation à la phase successive.

Le travail des cellules communistes.

La première tâche de notre parti consiste à s'outiller de façon à se rendre apte à sa mission historique. Dans chaque usine, chaque village, doit exister une cellule communiste représentant le Parti et l'Internationale, sachant travailler politiquement, ayant de l'initiative. Il faut lutter contre une certaine passivité qui subsiste encore dans nos rangs et contre une tendance à maintenir peu nombreux les effectifs du Parti (4).

Nous devons au contraire devenir un grand Parti, nous devons chercher à attirer le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans révolutionnaires pour les éduquer à la lutte, pour en faire des organisateurs et des dirigeants des masses, pour les élever politiquement. L'Etat ouvrier et paysan ne peut être édifié que si la Révolution dispose de nombreux éléments politiquement qualifiés; la lutte pour la Révolution ne peut être conduite à la victoire que si les grandes masses sont, dans toutes leurs formations locales, encadrées par des camarades honnêtes et capables. Autrement, on retournerait vraiment aux années 1919-20, comme disent les réactionnaires, c'est-à-dire à des années d'impuissance ouvrière, des années de démagogie maximaliste, de défaite des classes travailleuses. Nous, communistes, nous ne voulons pas non plus retourner aux années 1919-20.

L'action syndicale pour sortir de la démocratie parlementaire.

Le Parti a un grand travail à accomplir dans le domaine syndical. Sans grandes organisations syndicales, on ne peut sortir de la démocratie parlementaire. Les réformistes peuvent vouloir des petits syndicats, ils peuvent tenter de former exclusivement des corporations d'ouvriers qualifiés. *Nous communistes, nous voulons le contraire des réformistes et nous devons lutter pour réorganiser les grandes masses.* Certes, nous devons nous poser le problème concrètement et pas seulement dans la forme. *Les masses ont abandonné le syndicat, parce que la Confédération Générale du Travail qui a néanmoins une grande efficacité*

(4) Idem note 3 .

politique (elle n'est rien d'autre que le Parti unitaire) ne s'intéresse pas aux intérêts vitaux des masses. Nous ne pouvons nous assigner pour but de créer un nouvel organisme qui se proposerait de suppléer les défaillances de la Confédération. Mais nous pouvons et nous devons nous proposer de développer, au moyen des cellules d'usines et de villages, une activité réelle. Le Parti communiste représente la totalité des intérêts et des aspirations de la classe travailleuse. Nous ne sommes pas un Parti purement parlementaire. Nous devons donc mener une véritable action syndicale, nous placer à la tête des masses même dans les petites luttes quotidiennes pour le salaire, pour la réduction de la durée du travail, pour la discipline industrielle, pour le logement et pour le pain. Nos cellules doivent pousser les Commissions internes à englober dans leur fonctionnement toutes les activités prolétariennes. Il faut pourtant susciter un large mouvement dans les usines susceptible de se développer au point de constituer une organisation des Comités prolétariens de villes élus directement par les masses qui, dans la crise sociale qui se dessine, présideront aux intérêts généraux de tout le peuple travailleur. Cette action réelle dans les usines et les villages revalorisera le syndicat, lui rendra un contenu et une efficacité si, parallèlement, tous les éléments d'avantgarde rentrent dans l'organisation pour lutter contre les actuels dirigeants réformistes et maximalistes. *Qui se tient à l'écart des syndicats est actuellement un allié des réformistes, non un militant révolutionnaire: il pourra bien faire des phrases à la façon des anarchistes, il ne déplacera pas d'un pouce les terribles conditions dans lesquelles la lutte réelle se déroule.*

La mesure dans laquelle l'ensemble du Parti, c'est-à-dire la masse de ses membres, réussira à remplir sa tâche essentielle qui est la conquête de la majorité des travailleurs et la transformation moléculaire des bases de l'Etat démocratique sera aussi la mesure de nos progrès sur le chemin de la Révolution, de la proximité du passage à une nouvelle phase du développement. Tout le Parti, dans tous ses organes, mais spécialement dans sa presse, doit travailler de façon unitaire pour tirer le maximum de rendement des efforts de chacun.

Aujourd'hui, nous sommes en ligne pour la lutte générale contre le régime fasciste. Aux sottes campagnes des journaux de l'opposition, nous répondons en démontrant notre volonté réelle d'abattre non seulement le fascisme de Mussolini et de Farinacci, mais aussi le semi-fascisme d'Amendola, Sturzo, Turati. Pour cela, il faut réorganiser les grandes masses et devenir un grand Parti, le seul Parti dans lequel la population travailleuse puisse voir l'expression de sa volonté politique, le représentant de ses intérêts immédiats et permanents dans l'Histoire.

- AUX EDITIONS PROGRAMME -

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme (Edition 2001)	60F
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	15F
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F
10. Eléments de l'économie marxiste	60F

Brochures « le prolétaire »

1. Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens (197)	6F
2. Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme (1975)	6F
3. Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés ((1975)	6F
4. Pour l'unité des exploités du Maghreb (1976)	6F
5. Question féminine et lutte de classe (1977)	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980)	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977)	6F
9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977)	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi (Texte de 1960)	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980)	6F
13. Le marxisme et l'Iran (1980)	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte (1981)	6F
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981)	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale	

(Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!(1982)	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques (1992)	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution (1921 - Texte de 1924, discours après la mort de Lénine)	10F
22. Marxisme et science bourgeoise	10F
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999)	10F

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972)	3F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 97	25F

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	100F
vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II (1919-1920)	120F
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé

3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé	cileno (1974)	15F	proletaria (1981)	6F	1. Teses características do partido	10F
4. Partito e classe	15F	- Neofascismo, opportunismo e comunismo rivoluzionario (1974)	15F	- Chi ha paura della scala mobile? (1982)	6F	2. Lições das contra-revoluções	10F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F	- Fascismo e antifascismo, strumenti gemelli del rafforzamento dell'ordine costituito (1975)	9F	- Il nemico delle masse sfruttate palestinesi è anche il nostro nemico (1982)	9F	3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé	- Il Portogallo dopo il 25 Aprile (1975)	12F	- Elezioni?... No grazie! (1983)	9F	- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F	- Elezioni e proletariato (1975)	9F	- Una prospettiva per le lotte dei disoccupati (1983)	9F	EN TURC	
Quaderni del Programma Comunista		- Dopo le elezioni: cos'è cambiato per i proletari? (1975)	9F	- Chi ci guadagna con la mafia? (1983)	9F	- Karl Marx Friedrich Engels: Komünist partisi manifestosu	10F
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F	- Orientamenti pratici di azione sindacale (1975)	9F	- Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983)	9F	- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F
- Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F	- Il programma comunista del movimento dei soldati (1975)	9F	EN ANGLAIS		- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus, 19 - 1983)	5F
- Il proletariato e la guerra	10F	- Chimici e contratti (1975)	12F	- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F	EN HOLLANDAIS	
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F	- Lotte dei ferrovieri e pubblico impiego (a proposito di «corporativismo» e lotta di classe) (1975)	9F	- Party and Class	30F	- Het demokratisch principe	5F
Reprint « il comunista »		- Risposta di classe al riformismo nella scuola (sui decreti delegati) (1975)	15F	- Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 7	20F	EN POLONAIS	
- Marxismo e scienza borghese	15F	- Innocenti: lotta contro i licenziamenti e risposta di classe organizzata (1975)	9F	- The Party's Programme	10F	- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F	- A caccia di «governi operai» si smarrisce la via della rivoluzione proletaria (1976)	9F	EN ESPAGNOL		EN PERSE	
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F	- Le ragioni del nostro astensionismo (1976)	15F	1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F	- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	30F	- Dove conduce la via parlamentare? (1976)	9F	2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F	- Les fedayins et la question de l'Etat	5F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F	- La scheda elettorale non è l'arma del proletariato (1976)	9F	3. Partido y clase	épuisé	EN GREC	
- Abaco della economia marxista	15F	- Elezioni e proletariato (1976)	9F	El Programa Comunista		- Parti et classe	20F
- Lotta di classe e questione femminile	15F	- Il proletariato nella IIa guerra mondiale e nella «resistenza» antifascista (1976)	20F	- n°1 à 38, n°40	15F	EN DANOIS / SUEDOIS	
- La teoria marxista della moneta	15F	- Gli investimenti, false risorse dell'opportunismo sindacale (1976)	12F	- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolucion comunista mundial)	25F	1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser	20F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F	- Cronologia, Bibliografia, Indice del lavoro di partito 1951-1975 (1976)	12F	- n° 41, 42, 43, 44	20F	2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	20F
- Antimilitarismo di classe e guerra	20F	- Distingue il nostro partito (1977)	12F	- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F	AUTRES TEXTES DANS LA BIBLIOTHEQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE	
- Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti	20F	- Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978)	12F	EN ALLEMAND		En italien	
- P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922	30F	- Dalla fondazione del PCd'I alla questione del Partito oggi (1978)	12F	1. Die Frage der revolutionären Partei	20F	- Amadeo Bordiga: Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.) - Ed. Iskra	60F
- Auschwitz, o il grande alibi (in ristampa)		- All'insegna di obiettivi e metodi di classe, gli ospedalieri hanno rotto lapace sociale (1978)	6F	2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F	- Amadeo Bordiga: I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - Ed. Iskra	40F
Altri opuscoli		- Per la costituzione di una vera opposizione di classe nelle lotte proletarie immediate (1979)	6F	3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	15F	- Amadeo Bordiga: Imprese economiche di pantalone (153 p.) - Ed. Iskra	40F
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F	- Iran: quale rivoluzione? (1979)	9F	4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F	- Amadeo Bordiga: Proprietà e capitale (202 p.) - Ed. Iskra	40F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F	- No al lavoro nero! (1980)	9F	5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F	- Amadeo Bordiga: Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - Ed. Iskra	60F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F	- Lottiamo uniti per la casa (1980)	6F	6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F	- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) - Ed. Iskra	40F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F	- Droga: un disperato tentativo di evadere dalla realtà capitalistica (1980)	12F	Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F	- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) - Ed. Iskra	40F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F	- E' la società borghese che produce emarginazione (1981)	9F	Broschüren		- Trotsky, Vujovic, Zinoviev: Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (299 p.) - Ed. Iskra	60F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F	- Difesa proletaria e repressione (1981)	6F	- Auschwitz oder das grosse alibi	6F	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) - Ed. Iskra	40F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F	- La casa è un diritto che si difende con la forza (1981)	6F	- Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975)	25F	- William D. Haywood: La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) - Ed. Iskra	60F
- Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952	9F	- Contro la preparazione della guerra imperialista, preparare la rivoluzione		- Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976)	30F	- A. Bordiga: Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale - Ed. Iskra	25F
- Chi siamo e che cosa vogliamo (1969)	12F			EN ARABE		- N. Bucharin-L. Trotsky:	
- Punti di azione sindacale (1972)	12F			- Pour le parti ouvrier indépendant	5F		
- Solidarietà di classe col proletariato				- Thèses caractéristiques du parti	10F		
				- Les communistes et la question de la liberté politique	10F		
				- Manifeste du P.C. International	15F		
				- Ce qui distingue notre parti	5F		
				EN PORTUGUAIS			

Octobre 1917: Dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletariato 25F
- A. Bordiga: Dialogato con Stalin - Ed. Sociali 30F
- A. Bordiga: Dialogato coi Morti - Ed. Sociali épuisé
- O. Perrone: La tattica del Comintern

1926 - 1940 - Ed. Sociali épuisé
- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione - Ed. Sociali 50F
En français
- Léon Trotsky: Terrorisme et communisme - Ed. Prométhée 50F
- A. Bordiga: Facteur de race et de nation dans la théorie marxiste - Ed. Prométhée épuisé

PROGRAMME COMMUNISTE

(Revue théorique du parti communiste international)

Sommaire des derniers numéros parus

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4)** / Gramsci, «L'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3) / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevara / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6)** / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5)** / Parabole du trotskisme dégénéré: la IV^e Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des**

impérialismes (3) / Nouvelles des faux socialistes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires** / La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne- Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4)** / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'Ere des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5)** / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au V^e congrès de l'IC)** / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde»** / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «antisioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6)** / Les bases du militantisme communiste / **Histoire de la Gauche communis-**

te: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF)** / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982** / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1)** / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la**

questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2) / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le capitalisme soviétique en crise (Fin)** / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2)** / Sur le fil du temps. Parodie de la praxis / Question Kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (Octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation: Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine (Synthèse des rapports de Bologne, Naples et gènes) / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIV^e Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / Sur le fil du temps. Danse des fantoches: de la conscience à la culture / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà, déc. 92) (fin)** / Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964) / Les trotskistes et la nature de l'URSS. La charlatanerie des Spartacistes / Notes de lecture. Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

No 97 (Septembre 2000)

Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme / **Pro-priété et capital. Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain (1) / Eléments de l'histoire de la fraction de gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3)** / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste». Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920). L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921). les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) / Notes de lecture. «Aufheben». «Marc Laverne et le Courant Communiste International». «(Dis)continuité»

Avertissement:

- Les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopie.
- Frais de port non compris (Tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)
- Prix indicatifs à la date de parution de «Communisme et fascisme».
- Commande : à Ed. Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon, France.
- Paiement par mandat ou chèque: à l'ordre de DESSUS, à l'adresse des Ed. Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon, France

ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- **«le prolétaire»** : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire : 5 FF; 30 FB; 3 FS; 3.000 Li; 100 Pts; 50 Esc.
- **«Il comunista»** : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire : 10 FF; 40 FB; 5 FS; 150 Pts; 75 Esc.
- **«programme communiste»** : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 25 FF; 140 FB; 10 DS; 5.000 Li; 10 DM; 450 PTS; 300 Esc.; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- **«el programa comunista»** : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 500 Pts; 250 Esc; 20 FF; 120 FB; 8 FS; 4.000 Li; 8DM; 2£; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$.

Supplément à «programme communiste» n° 97
Revue théorique du Parti Communiste International
ISSN - 0033 - 037 X
Imprimé par nos soins 2001

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.
2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.
3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.
4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.
5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.
6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.
7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Communisme et fascisme

On a beaucoup parlé des organisations antifascistes italiennes à l'étranger. Ces organisations ont été créées par des bourgeois italiens émigrés. A l'ordre du jour, il y a aussi la question du jugement que porte l'opinion publique internationale sur le fascisme italien, de la campagne menée contre lui par les pays civilisés. On va jusqu'à voir dans l'indignation morale de la bourgeoisie d'autres pays un moyen de liquider le mouvement fasciste. Les communistes et les révolutionnaires ne peuvent pas s'abandonner à des illusions sur la sensibilité démocratique et morale de la bourgeoisie des autres pays. Même là où existent encore aujourd'hui des tendances pacifistes et de gauche, on usera demain sans scrupules du fascisme comme d'une méthode de lutte de classe. Nous savons que le capital international ne peut que se réjouir des entreprises du fascisme en Italie, et de la terreur qu'il y exerce sur les ouvriers et les paysans. Pour la lutte contre le fascisme, nous ne pouvons compter que sur l'Internationale prolétarienne révolutionnaire. Il s'agit d'une question de lutte de classe. Nous n'avons pas à nous tourner vers les partis démocratiques des autres pays, vers des associations d'imbéciles et d'hypocrites comme la Ligue des Droits de l'Homme, car nous ne voulons pas faire naître l'illusion que ces partis et courants représentent quelque chose de substantiellement différent du fascisme, ou que la bourgeoisie des autres pays n'est pas en mesure d'infliger à sa classe ouvrière les mêmes persécutions et les mêmes atrocités que le fascisme en Italie.

Pour un soulèvement contre le fascisme italien et pour une campagne internationale contre la terreur qui règne dans notre pays, nous comptons donc uniquement sur les forces révolutionnaires d'Italie et d'ailleurs. Ce sont les travailleurs de tous les pays qui doivent boycotter les fascistes italiens. Nos camarades auxquels leur lutte a valu des persécutions et qui se sont enfuis à l'étranger participeront utilement à cette lutte et à la création d'un état d'esprit antifasciste dans le prolétariat international.

La réaction et la terreur qui règnent en Italie doivent susciter une haine de classe, une contre-offensive du prolétariat qui conduira au regroupement international des forces révolutionnaires, à la lutte mondiale contre le fascisme et contre toutes les autres formes de l'oppression bourgeoise.

(EXTRAIT DE «Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale communiste» - (23ème séance - 2 juillet 1924)